



Les GREAT

Cahiers

Groupe de recherche en économie appliquée et théorique

N° 91

" Réfléchir à changer "

Janvier – Mars 2025



Mesure et analyse de l'inégalité des sexes au Mali

Pr. Massa COULIBALY

Table des matières

Sigles et abréviation	1
Résumé	2
Introduction	4
1. Discrimination et harcèlement	5
1.1. Discrimination et inégalités	5
1.2. Inégal accès à l'emploi	5
1.3. Discrimination à l'école.....	7
1.4. Harcèlement à l'école et autres lieux publics	9
1.5. Protection de la police et des tribunaux	10
1.6. Parole de femme	11
2. Pratiques préjudiciables et violences faites aux femmes	13
2.1. Sentiment d'insécurité	13
2.2. Liberté de mariage	14
2.3. Interruption de grossesse.....	15
2.4. Pauvreté monétaire.....	16
2.5. Pauvreté multidimensionnelle.....	17
2.6. Protection sociale	18
2.7. Risque de maladie et couverture médicale.....	24
3. Participation au marché du travail	26
3.1. Inégal accès au marché du travail	26
3.2. Obstacles à l'emploi des femmes	27
3.3. Chômage et sous-utilisation de la main-d'œuvre	30
3.4. Désœuvrement des filles et des femmes	31
3.4.1. Jeunes (18-35 ans) ni en emploi ni à l'école	31
3.4.2. Population (25-54 ans) ni en emploi ni au chômage	32
3.4.3. Population au travail mais pas en emploi	32
4. Accès à la propriété et aux TIC	34
4.1. Chance et droit de possession du foncier	34
4.2. Possession de biens	36
4.3. Sources d'information classiques	38
4.4. Accès aux réseaux sociaux.....	40
4.5. Accès et utilisation Internet.....	41
5. Autonomisation	44
5.1. Droit des femmes	44
5.2. Décider de combien d'enfants	45
5.3. Enseigner l'éducation sexuelle aux jeunes	45
5.4. Accessibilité des contraceptifs.....	46
5.5. Quelle activité principale	47
5.6. Décider de la gestion des revenus d'activités.....	50
5.7. Eligibilité des femmes.....	51
Conclusions	53
Références bibliographiques	54

Liste des tableaux

Tableau 1. Discrimination et inégalités comme problème de développement du pays.....	5
Tableau 2. Les hommes devraient plus avoir le droit à un emploi que les femmes	6
Tableau 3. Les femmes sont empêchées par d'autres membres d'occuper un emploi	7
Tableau 4. Les filles sont empêchées d'aller à l'école à cause de la priorité à l'éducation des garçons...	8
Tableau 5. Les filles devraient être autorisées à poursuivre leur scolarité même enceintes ou avec enfants	8
Tableau 6. Les filles élèves/étudiantes victimes de harcèlement sexuel de la part des enseignants	9
Tableau 7. Les femmes sont harcelées sexuellement dans des lieux publics	10
Tableau 8. La police et les tribunaux en font assez pour protéger les femmes et les filles	11
Tableau 9. Probabilité que les gens croient aux femmes/filles victimes de harcèlement.....	12
Tableau 10. Combien de fois se sentir en danger chez soi ou dans son quartier.....	13
Tableau 11. Les filles et les femmes devraient décider elles-mêmes si et quand elles doivent se marier	14
Tableau 12. Une femme qui choisit d'interrompre une grossesse devrait être envoyée en prison	16
Tableau 13. Fréquence de devoir faire face à un manque de revenu en espèce	17
Tableau 14. Incidence de la pauvreté multidimensionnelle vécue	18
Tableau 15. Avoir une couverture médicale qui aide à payer ses frais médicaux en cas de maladie....	19
Tableau 16. Type de couverture médicale.....	20
Tableau 17. Degré de satisfaction à l'égard de la couverture médicale	20
Tableau 18. Principale raison de non bénéfice d'une couverture médicale en général.....	22
Tableau 19. Principale raison de non bénéfice d'une couverture médicale selon les femmes.....	23
Tableau 20. Principale raison de non bénéfice d'une couverture médicale selon les hommes.....	23
Tableau 21. A quel point craindre de tomber malade sans pouvoir obtenir/payer les soins médicaux ..	24
Tableau 22. Le Gouvernement doit garantir accès aux soins de santé quitte à augmenter les impôts ..	25
Tableau 23. Position sur le marché du travail	27
Tableau 24. Principal obstacle à l'emploi des femmes en général.....	28
Tableau 25. Principal obstacle à l'emploi des femmes selon les femmes.....	28
Tableau 26. Principal obstacle à l'emploi des femmes selon les hommes.....	29
Tableau 27. Taux de chômage et de sous-utilisation de la main-d'œuvre	30
Tableau 28. Population (18-35 ans) ni en emploi ni à l'école.....	32
Tableau 29. Population (25-54 ans) inactive.....	32
Tableau 30. Population au travail mais pas en emploi	33
Tableau 31. Les femmes devraient avoir les mêmes au foncier que les hommes	35
Tableau 32. Les femmes et les hommes ont les mêmes chances de posséder des terres et d'en hériter	36
Tableau 33. Les biens personnellement possédés	37
Tableau 34. Combien de fois recevez-vous des informations provenant de la radio	38
Tableau 35. Combien de fois recevez-vous des informations provenant de la télévision	39
Tableau 36. Combien de fois recevez-vous des informations provenant de la presse écrite.....	40
Tableau 37. Combien de fois recevez-vous des informations des réseaux sociaux	41
Tableau 38. Combien de fois recevez-vous des informations provenant de l'information sur Internet	42
Tableau 39. Votre téléphone a-t-il un accès à l'Internet	43
Tableau 40. Combien de fois utilisez-vous l'Internet	43
Tableau 41. Approche genre / droit des femmes	44
Tableau 42. Les femmes devraient décider elles-mêmes quand et combien d'enfants avoir	45
Tableau 43. Les écoles devraient enseigner l'éducation sexuelle aux jeunes	46
Tableau 44. Les contraceptifs devraient être accessibles à tous, quel que soit le statut matrimonial ...	47
Tableau 45. Quelle est votre activité principale en général.....	48
Tableau 46. Quelle est votre activité principale selon les femmes.....	49
Tableau 47. Quelle est votre activité principale selon les hommes.....	50
Tableau 48. Qui décide de la gestion des revenus que vous gagnez	51
Tableau 49. Laquelle des affirmations suivantes est la plus proche de votre opinion.....	52

Sigles et abréviation

BIT	Bureau international du travail
CMSS	Caisse malienne de sécurité sociale
INPS	Institut national de prévoyance sociale
MOP	Main-d'œuvre potentielle
NSP	Ne sait pas
ODD	Objectifs de développement durable
PAT	Population en âge de travailler
PHMO	Population hors main-d'œuvre
SU	Taux de sous-utilisation de la main-d'œuvre
SU1	Taux de chômage
SU2	Taux de chômage combiné au sous-emploi lié au temps de travail
SU3	Taux de chômage combiné à la main-d'œuvre potentielle
SU4	Taux de chômage combiné au sous-emploi lié au temps de travail et à la main-d'œuvre potentielle
TIC	Technologies de l'information et de la communication

Résumé

Les données du Round 10 des enquêtes Afrobarometer de novembre 2024 au Mali permettent de mesurer et d'analyser le niveau et la structure (par région, par milieu, selon l'âge et le niveau d'éducation) des inégalités de sexe dans plusieurs domaines de la vie économique et sociale et selon les cibles de l'ODD 5 portant justement sur l'égalité entre les sexes. Ainsi, la majorité des maliens est d'accord voire tout à fait d'accord (50% contre 46% en désaccord ou tout à fait en désaccord et 4% ni en accord ni en désaccord) que lorsque l'emploi se fait rare, les hommes devraient plus avoir le droit à un emploi que les femmes, à raison de 56% chez les hommes contre 44% chez les femmes. Une autre majorité se dégage en faveur de l'affirmation selon laquelle les femmes sont empêchées par leur conjoint ou d'autres membres de la famille d'occuper un emploi, que cela soit rare ou qu'il se produise souvent ou toujours. Face aux discriminations et harcèlement dont seraient victimes les femmes et les filles, la police et les tribunaux devraient faire beaucoup plus pour les protéger aux yeux de la majorité des citoyens, 57% avec 58% des femmes, en plus de 15% d'autres citoyens qui diraient que la police et les tribunaux devraient faire un peu plus. Les maliens sont à la fois opposés à ce que les filles et les femmes puissent décider elles-mêmes si et quand elles doivent se marier et condamnent l'interruption volontaire de grossesse, lequel acte devrait plutôt conduire à l'envoi en prison des femmes qui le feraient, 74% des hommes et 69% des femmes. L'incidence de la pauvreté, monétaire ou multidimensionnelle, demeure élevée et frappe plus les femmes que les hommes. Dans l'ensemble, le taux de couverture médicale qui aide à payer ses frais médicaux en cas de maladie est d'à peine 14% des adultes, aussi le Gouvernement est-il invité à garantir l'accès aux soins de santé quitte à augmenter les impôts.

D'importantes inégalités sont également enregistrées en matière d'emploi, de chômage ou de sous-utilisation de la main-d'œuvre ainsi que de désœuvrement de franges de la population. Le taux d'emploi des femmes est bien en deçà de celui des hommes et le chômage a un visage féminin et juvénile bref de jeune fille éduquée puisqu'il augmente avec le niveau d'éducation. La grosse différence d'occupation entre les femmes et les hommes réside dans le travail de soins non rémunéré exercé comme activité principale, 37% des femmes contre presque aucun homme. Les taux les plus élevés de jeunes ni en emploi ni à l'école sont observés chez les femmes, 52% les 18-24 ans, pour aucun jeune garçon, et 42% les 25-35 ans contre seulement 2% des jeunes garçons de cette tranche d'âge. Il en est de même de la population inactive au sens de celle âgée de 25-54 ans ni en emploi ni au chômage, 28% des femmes et 1% des hommes. Enfin, les femmes participent moins au marché de l'emploi tout en étant plus présentes sur le marché du travail non rémunéré. Elles sont 42% de la population adulte féminine dans cette situation tandis que seulement 5% des hommes s'y trouvent.

En matière d'accès et d'utilisation des TIC, les femmes s'en servent bien moins que les hommes, 36% d'information à travers les réseaux sociaux comme Facebook, WhatsApp et autres contre 54% des hommes. Et si la majorité des jeunes hommes 18-35 ans utilisent Internet, 69% des 18-24 ans et 75% des 25-35 ans, loin s'en faut chez les femmes, 48% respectivement 40%. En ce qui concerne la santé sexuelle et reproductive, plus des deux tiers des maliens (68%) trouvent que les femmes ne devraient pas décider elles-mêmes quand et combien d'enfants avoir, 75% des hommes et 61% des femmes. Les femmes décident moins elles-mêmes de la gestion de leurs revenus d'activités que les hommes, 31% contre 49%, avec 19% plutôt par leurs conjoints contre 6% les épouses.

Quelques résultats positifs indiquent que des progrès sont possibles en matière d'égalité entre les sexes au Mali. Ainsi, il se dégage aucune discrimination contre les filles en ce qui concerne le droit d'aller à l'école et le droit de poursuivre sa scolarité même en cas de grossesse ou du fait d'avoir des enfants. La majorité des citoyens affirme en outre que les filles ne sont jamais empêchées d'aller à l'école parce que leurs familles donneraient la priorité à l'éducation des garçons. Tandis que la police et les tribunaux ne feraient pas assez pour protéger les femmes et les filles des discriminations et harcèlements, la majorité des maliens croit bien aux femmes sur parole lorsqu'elles se plaignent d'être victimes de ces traitements inappropriés. Sur le droit foncier, les maliens sont majoritairement d'accord voire tout à fait d'accord que les femmes devraient avoir les mêmes droits de possession ou de succession au foncier que les hommes", 57% d'entre eux pour seulement 51% des hommes mais 63% des femmes. Le seul bémol est que dans la réalité des faits, la majorité des maliens reconnaît que les femmes et les hommes n'ont pas les mêmes chances de posséder des terres et d'en hériter", 60% dans l'ensemble et par sexe. En ce qui concerne la santé reproductive, plus de 3 maliens sur cinq (61%) sont d'accord voire tout à fait d'accord que les écoles devraient enseigner l'éducation sexuelle aux jeunes, 66% des femmes contre 57% des hommes. Enfin, il est heureux que près des deux tiers des maliens affirment que les femmes devraient être aussi éligibles à des postes politiques que les hommes, 66% avec 71% des femmes et 61% des hommes.

Introduction

L'ODD 5 prône l'égalité entre les sexes. Aussi, en appelle-t-il à "réaliser l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles". Cela passe par la lutte contre les discriminations et contre les violences faites aux femmes et leur exploitation, l'élimination de toutes les pratiques préjudiciables, l'accès et la participation des femmes à des fonctions de direction et de décision, l'accès universel à la santé sexuelle et reproductive. Il s'agira également de mieux partager le travail domestique et de soins non rémunéré, de le valoriser par la promotion du travail de soins rémunéré et l'accès aux services sociaux de base et l'élargissement du droit du travail et de la protection sociale que travailleurs des soins. Plusieurs moyens de mise en œuvre de ces actions peuvent être mobilisés telles que (i) l'élargissement aux femmes des droits aux ressources économiques, de l'accès et du contrôle de la propriété foncière et autres avoirs financiers, (ii) le renforcement de l'accès et de l'utilisation des TIC par les filles et les femmes, et (iii) l'adoption de politiques de promotion de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des filles et des femmes à tous les niveaux.

Les données de l'enquête Afrobarometer de novembre 2024 au Mali sont ici mobilisées pour mesurer les inégalités entre sexes au Mali et partant se rendre à l'évidence du chemin à encore parcourir pour l'atteinte des cibles de cet ODD à l'horizon 2030. L'inégalité des sexes est mesurée et analysée en ses aspects (i) discriminatoires et de harcèlement, (ii) de pratiques préjudiciables et de violences faites aux femmes, (iii) de participation des femmes au marché du travail et particulièrement au marché de l'emploi, (iv) d'accès à la propriété et aux TIC, (v) d'autonomisation des filles et des femmes. Les données de l'enquête de 2024 permettent d'explorer tous ses aspects à la seule exception de la question du droit foncier pour laquelle recours est fait aux données de l'enquête toujours Afrobarometer de 2022.

1. Discrimination et harcèlement

La lutte contre les discriminations est une (5.1.) des cibles de l'ODD 5 visant à "mettre fin, dans le monde entier, à toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et des filles". Les éléments concernés intègrent (i) les discriminations et inégalités, (ii) l'inégal accès à l'emploi, (iii) la discrimination et le harcèlement à l'école et autres lieux publics, (iv) la protection de la police et des tribunaux, (v) la prise en compte de la parole des femmes et des filles. Ils sont tous mesurés et analysés en distinguant les perceptions des hommes de celles des femmes.

1.1. Discrimination et inégalités

Interrogés sur les principaux problèmes selon eux de développement du pays auxquels leur gouvernement devrait s'attaquer, les maliens de façon générale ont relégué au second rang la discrimination et les inégalités, qui au mieux apparaissent au 14^{ème} rang sur la trentaine de problèmes répertoriés, au pire au 24^{ème} ex aequo. L'opinion des femmes est même relativement en retrait par rapport à celle des hommes, 19^{ème} contre 18^{ème} et ce retrait est indépendant du milieu de résidence et du niveau d'éducation. Il l'est également par tranche d'âge si ce n'est chez les 36-54 ans, 16^{ème} contre 17^{ème}. Les régions du nord (Gao-Kidal-Ménaka-Taoudenni-Tombouctou) sont également celles où les femmes classent davantage les crimes et insécurité au fronton de leur préoccupation que les hommes 16^{ème} contre 20^{ème}. Dans l'ensemble, les opinions homme-femme sur le sujet ne sont pas opposables, les deux sexes lui accordant quasiment le même niveau de priorité comme problème de développement auquel le gouvernement devrait s'attaquer.

Tableau 1. Discrimination et inégalités comme problème de développement du pays

		Homme		Femme		Total	
		%	rang	%	rang	%	rang
Région	Kayes	2.1%	12 ^{ème} /19	1.2%	15 ^{ème} /16	1.6%	14 ^{ème} /20
	Koulikoro	2.6%	16 ^{ème} /33	3.6%	15 ^{ème} /26	3.1%	15 ^{ème} /29
	Sikasso	0.8%	20 ^{ème} /21	0.3%	21 ^{ème} /21	0.6%	20 ^{ème} /25
	Ségou	3.2%	14 ^{ème} /20	0.0%	19 ex aequo	1.8%	16 ^{ème} /22
	Mopti	0.0%	18 ex aequo	0.0%	20 ex aequo	0.0%	20 ex aequo
	Gao-Kidal-Ménaka-Taoudenni-Tombouctou	0.6%	20 ^{ème} /22	4.0%	16 ^{ème} /19	2.1%	17 ^{ème} /24
	Bamako	4.1%	16 ^{ème} /22	0.0%	22 ex aequo	2.1%	19 ^{ème} /24
Milieu	Urbain	2.4%	17 ^{ème} /28	0.5%	23 ^{ème} /23	1.5%	19 ^{ème} /29
	Rural	1.9%	18 ^{ème} /29	1.8%	18 ^{ème} /28	1.9%	18 ^{ème} /30
Age	18-24 ans	0.0%	21 ex aequo	0.0%	23 ex aequo	0.0%	24 ex aequo
	25-35 ans	2.3%	17 ^{ème} /23	1.2%	20 ^{ème} /27	1.7%	17 ^{ème} /28
	36-54 ans	3.2%	17 ^{ème} /26	2.9%	16 ^{ème} /24	3.0%	17 ^{ème} /28
	55+ ans	1.5%	21 ^{ème} /28	0.0%	22 ex aequo	1.1%	22 ^{ème} /29
Education	Aucun	2.3%	17 ^{ème} /29	1.5%	19 ^{ème} /27	1.8%	18 ^{ème} /30
	Primaire	2.1%	16 ^{ème} /28	1.6%	20 ^{ème} /23	1.9%	18 ^{ème} /27
	Secondaire	0.7%	18 ^{ème} /21	0.9%	21 ^{ème} /22	0.8%	19 ^{ème} /24
	Postsecondaire	3.5%	16 ^{ème} /20	0.0%	18 ex aequo	2.5%	16 ^{ème} /22
Total		2.1%	18^{ème} /30	1.4%	19^{ème} /28	1.8%	18^{ème} /31

1.2. Inégal accès à l'emploi

La perception d'une quelconque discrimination de genre face à l'emploi porte sur le droit des uns et des autres à l'emploi et l'empêchement éventuel de la famille à ce que les femmes occupent un emploi. Interrogés sur leur opinion face à l'affirmation selon laquelle "lorsque

l'emploi se fait rare, les hommes devraient plus avoir le droit à un emploi que les femmes", la majorité des répondants est d'accord voire tout à fait d'accord avec ladite affirmation (50% contre 46% en désaccord ou tout à fait en désaccord et 4% ni en accord ni en désaccord). Le taux d'approbation atteint 56% chez les hommes contre 44% chez les femmes, 12 points de pourcentage d'écart. Il est surprenant que les jeunes soient davantage en faveur de l'affirmation discriminatoire, en faveur des hommes, que les seniors, plus de 54% des 18-35 ans contre 38% des plus de 54 ans, et cela quel que soit le sexe. Le milieu rural y est plus proche que celui urbain, 52% contre 48% avec 47% contre 38% pour les femmes. Par région, le moins de droit à l'emploi serait réservé aux femmes à Kayes (59% pour l'affirmation et 30% contre) ainsi que dans les régions de Mopti et celles du nord, plus de 60% contre le droit des femmes à l'emploi au même titre que les hommes. Ces résultats s'observent, bien qu'à des amplitudes différentes, aussi bien chez les hommes que chez les femmes. Dans les régions où l'on ne serait pas d'accord que les hommes aient plus droit à l'emploi que les femmes, cette opinion n'est unanime qu'à Ségou sinon à Koulikoro, Sikasso et Bamako, les hommes sont d'avis contraire, avec des taux très élevés à Bamako (62% contre 33% chez les femmes pour un avis global de 48%) et Sikasso (55% respectivement 33% et 45%).

Tableau 2. Les hommes devraient plus avoir le droit à un emploi que les femmes

		Homme				Femme				Total			
		Tout à fait/en désaccord	Ni en accord ni en désaccord	Tout à fait/en accord	Refus/NSP	Tout à fait/en désaccord	Ni en accord ni en désaccord	Tout à fait/en accord	Refus/NSP	Tout à fait/en désaccord	Ni en accord ni en désaccord	Tout à fait/en accord	Refus/NSP
Région	Kayes	28%	7%	65%	0%	33%	14%	53%	0%	30%	11%	59%	0%
	Koulikoro	49%	2%	50%	0%	50%	5%	45%	0%	49%	3%	47%	0%
	Sikasso	45%	0%	55%	0%	63%	4%	33%	0%	53%	2%	45%	0%
	Ségou	51%	0%	48%	1%	57%	4%	40%	0%	53%	2%	44%	1%
	Mopti	40%	1%	59%	0%	38%	0%	62%	0%	39%	1%	60%	0%
	Gao-Kidal-Ménaka-Taoudenni-Tombouctou	34%	3%	63%	0%	39%	3%	58%	0%	36%	3%	61%	0%
	Bamako	34%	4%	62%	0%	63%	4%	33%	0%	48%	4%	48%	0%
Milieu	Urbain	41%	3%	56%	0%	56%	6%	38%	0%	48%	4%	47%	0%
	Rural	41%	2%	56%	0%	48%	5%	47%	0%	44%	4%	52%	0%
Age	18-24 ans	35%	1%	64%	0%	39%	13%	48%	0%	37%	8%	54%	0%
	25-35 ans	35%	3%	62%	0%	46%	4%	50%	0%	41%	4%	55%	0%
	36-54 ans	39%	1%	60%	1%	55%	3%	42%	0%	46%	2%	51%	0%
	55+ ans	52%	5%	44%	0%	73%	3%	24%	0%	58%	4%	38%	0%
Education	Aucun	38%	4%	58%	0%	48%	5%	47%	0%	44%	5%	52%	0%
	Primaire	47%	0%	53%	0%	53%	8%	39%	0%	49%	4%	47%	0%
	Secondaire	37%	2%	60%	1%	51%	2%	48%	0%	42%	2%	55%	1%
	Postsecondaire	46%	1%	53%	0%	73%	0%	27%	0%	54%	1%	46%	0%
Total		41%	3%	56%	0%	51%	5%	44%	0%	46%	4%	50%	0%

Une autre majorité se dégage en faveur de l'affirmation selon laquelle "les femmes sont empêchées par leur conjoint ou d'autres membres de la famille d'occuper un emploi", que cela soit rare ou qu'il se produise souvent ou toujours. Ainsi seulement 47% des répondants disent que cela n'arrive jamais (48% des hommes et 47% des femmes) avec moins de 2% de sans réponse. Les jeunes le clament bien plus que les seniors, 44% de "jamais" chez les 18-35 ans contre 58% chez les plus de 55 ans et plus. Seulement les jeunes hommes, 18-24 ans, l'avouent à 50% que les familles empêchent les femmes d'occuper un emploi. Il est contre-intuitif que les urbains aient été le plus contre l'emploi des femmes ou à tout le moins favorables à ce que les familles les en empêchent, 33% de "jamais" chez les urbains, 39% chez les urbaines et 36% au total. Un autre résultat contre-intuitif est que le score de l'option de réponse "jamais" diminue avec le niveau d'éducation, de 52% des analphabètes à 41% les secondaires et 34% les postsecondaires. Cela est indépendant du sexe du répondant. Il signifie que les personnes les plus éduquées reconnaissent que les femmes sont empêchées par des

membres de leurs familles d'occuper un emploi. Il est à craindre qu'elles ne le disent d'expérience. De tels résultats sont induits par les régions de Kayes et surtout du nord (Gao-Kidal-Ménaka-Taoudenni-Tombouctou) ainsi que du district de Bamako, 58% de "oui" respectivement 77% et 69% avec 36%, 63% et 54% de "souvent/toujours".

Tableau 3. Les femmes sont empêchées par d'autres membres d'occuper un emploi

		Homme				Femme				Total			
		Jamais	Rarement	Souvent / toujours	NSP	Jamais	Rarement	Souvent / toujours	NSP	Jamais	Rarement	Souvent / toujours	NSP
Région	Kayes	46%	30%	23%	1%	36%	14%	50%	0%	41%	22%	36%	1%
	Koulikoro	51%	18%	28%	2%	49%	17%	34%	0%	50%	18%	31%	1%
	Sikasso	57%	18%	23%	1%	50%	17%	31%	2%	54%	18%	27%	2%
	Ségou	69%	8%	22%	0%	71%	10%	19%	0%	70%	9%	21%	0%
	Mopti	56%	13%	31%	0%	62%	11%	28%	0%	59%	12%	29%	0%
	Gao-Kidal-Ménaka-Taoudenni-Tombouctou	18%	11%	72%	0%	31%	18%	51%	0%	23%	14%	63%	0%
	Bamako	25%	20%	50%	5%	32%	10%	57%	1%	28%	15%	54%	3%
Milieu	Urbain	33%	18%	45%	4%	39%	12%	48%	0%	36%	15%	46%	2%
	Rural	55%	17%	27%	0%	51%	15%	33%	1%	53%	16%	30%	0%
Age	18-24 ans	50%	15%	35%	0%	41%	14%	45%	0%	44%	14%	41%	0%
	25-35 ans	41%	24%	33%	3%	47%	10%	42%	0%	44%	16%	38%	1%
	36-54 ans	45%	16%	38%	1%	46%	20%	32%	1%	45%	18%	35%	1%
	55+ ans	57%	15%	26%	2%	61%	7%	32%	0%	58%	13%	28%	1%
Education	Aucun	53%	15%	31%	1%	50%	16%	33%	1%	52%	16%	32%	1%
	Primaire	49%	17%	33%	1%	44%	11%	45%	0%	47%	15%	38%	0%
	Secondaire	38%	23%	37%	3%	46%	8%	46%	0%	41%	16%	41%	2%
	Postsecondaire	37%	21%	39%	3%	25%	15%	56%	3%	34%	19%	44%	3%
Total		48%	18%	33%	2%	47%	14%	38%	1%	47%	16%	36%	1%

1.3. Discrimination à l'école

Contrairement à l'accès à l'emploi, on n'observe pas de discrimination contre les filles en ce qui concerne le droit d'aller à l'école et le droit de poursuivre sa scolarité même en cas de grossesse ou le fait d'avoir des enfants. Ainsi, plus de 3 personnes sur cinq affirment que les filles ne sont jamais empêchées d'aller à l'école parce que leurs familles donneraient la priorité à l'éducation des garçons, 65% des hommes et 63% des femmes. Cette option de réponse est majoritaire quel que soit le milieu de résidence, l'âge ou le niveau d'éducation. Les hommes le clament encore plus que les femmes sauf chez les analphabètes (60% contre 66%), chez ceux qui ont le niveau secondaire d'éducation (61% contre 66%) et les 36-54 ans (59% seulement contre 69%). Il n'y a finalement que dans les régions du nord (Gao-Kidal-Ménaka-Taoudenni-Tombouctou) qu'il ne se dégage aucune majorité en faveur de la non discrimination des filles quant au droit égal d'aller à l'école, bien au contraire, 52% des répondants de ces régions révèlent que les filles seraient empêchées d'aller à l'école parce que leur famille donnerait la priorité à l'éducation des garçons, les hommes comme les femmes.

Tableau 4. Les filles sont empêchées d'aller à l'école à cause de la priorité à l'éducation des garçons

		Homme				Femme				Total			
		Jamais	Rarement	Souvent/ tousjours	NSP	Jamais	Rarement	Souvent/ tousjours	NSP	Jamais	Rarement	Souvent/ tousjours	NSP
Région	Kayes	69%	17%	14%	0%	53%	12%	36%	0%	61%	14%	25%	0%
	Koulikoro	69%	13%	18%	0%	65%	11%	23%	0%	67%	12%	21%	0%
	Sikasso	74%	11%	15%	0%	79%	10%	11%	0%	76%	11%	13%	0%
	Ségou	58%	8%	32%	3%	69%	4%	27%	0%	63%	6%	30%	1%
	Mopti	66%	4%	29%	0%	63%	16%	21%	0%	65%	10%	25%	0%
	Gao-Kidal-Ménaka-Taoudenni-Tombouctou	48%	3%	49%	0%	48%	9%	44%	0%	48%	5%	46%	0%
Milieu	Bamako	60%	13%	27%	0%	56%	19%	24%	1%	58%	16%	25%	0%
	Urbain	69%	12%	19%	0%	65%	14%	21%	0%	67%	13%	20%	0%
Age	Rural	63%	10%	27%	1%	63%	11%	27%	0%	63%	10%	27%	0%
	18-24 ans	68%	15%	18%	0%	52%	13%	35%	0%	58%	14%	28%	0%
Education	25-35 ans	69%	7%	22%	1%	62%	12%	26%	0%	65%	10%	24%	0%
	36-54 ans	59%	12%	28%	0%	69%	11%	20%	0%	64%	12%	24%	0%
	55+ ans	67%	10%	23%	0%	72%	9%	19%	0%	68%	10%	22%	0%
Education	Aucun	60%	11%	28%	1%	66%	10%	24%	0%	63%	11%	26%	0%
	Primaire	72%	9%	19%	0%	58%	13%	29%	0%	65%	11%	24%	0%
	Secondaire	61%	15%	25%	0%	66%	14%	19%	1%	63%	15%	22%	0%
	Postsecondaire	75%	6%	19%	0%	57%	18%	24%	0%	70%	9%	21%	0%
Total		65%	11%	24%	0%	63%	12%	25%	0%	64%	11%	24%	0%

L'unanimité en faveur du fait que les filles devraient être autorisées à poursuivre leur scolarité même si elles tombent enceintes ou ont des enfants ne souffre d'aucune exception, régionale, générationnelle, éducationnelle ou résidentielle. Près de 4 répondants sur cinq (78%) sont bien d'accord voire tout à fait d'accord, avec 81% en milieu urbain, plus de 86% les niveaux secondaire et postsecondaire d'éducation, 80% les femmes contre 76% les hommes. Le score des femmes est partout supérieur à celui des hommes sauf en milieu urbain (80% contre 82%) et dans la région de Koulikoro (80% contre 82%) ainsi que dans celles du nord (Gao-Kidal-Ménaka-Taoudenni-Tombouctou) avec un écart énorme de 11 points de pourcentage (69% contre 80%).

Tableau 5. Les filles devraient être autorisées à poursuivre leur scolarité même enceintes ou avec enfants

		Homme				Femme				Total			
		Tout à fait/en désaccord	Ni en accord ni en désaccord	Tout à fait/en accord	Refus/NSP	Tout à fait/en désaccord	Ni en accord ni en désaccord	Tout à fait/en accord	Refus/NSP	Tout à fait/en désaccord	Ni en accord ni en désaccord	Tout à fait/en accord	Refus/NSP
Région	Kayes	13%	22%	64%	1%	4%	16%	80%	0%	9%	19%	72%	0%
	Koulikoro	15%	4%	82%	0%	16%	4%	80%	0%	15%	4%	81%	0%
	Sikasso	19%	7%	74%	0%	15%	5%	79%	0%	17%	6%	76%	0%
	Ségou	24%	0%	76%	0%	16%	0%	82%	2%	20%	0%	79%	1%
	Mopti	21%	3%	76%	0%	8%	3%	89%	0%	15%	3%	83%	0%
	Gao-Kidal-Ménaka-Taoudenni-Tombouctou	20%	0%	80%	0%	28%	4%	69%	0%	23%	2%	75%	0%
Milieu	Bamako	18%	4%	77%	2%	15%	5%	80%	0%	16%	4%	78%	1%
	Urbain	14%	3%	82%	1%	13%	8%	80%	0%	14%	5%	81%	0%
Age	Rural	20%	7%	73%	0%	15%	4%	80%	1%	18%	6%	76%	0%
	18-24 ans	20%	6%	74%	0%	14%	6%	80%	0%	16%	6%	78%	0%
Education	25-35 ans	17%	4%	78%	1%	13%	6%	81%	1%	15%	5%	79%	1%
	36-54 ans	14%	8%	78%	0%	16%	3%	80%	0%	15%	6%	79%	0%
	55+ ans	23%	6%	71%	0%	13%	9%	78%	0%	20%	7%	73%	0%
Education	Aucun	23%	9%	68%	0%	18%	5%	77%	1%	20%	7%	72%	0%
	Primaire	16%	2%	81%	1%	12%	6%	82%	0%	14%	4%	82%	1%
	Secondaire	14%	4%	82%	0%	3%	3%	93%	0%	10%	4%	87%	0%
	Postsecondaire	11%	2%	87%	0%	8%	9%	83%	0%	10%	4%	86%	0%
Total		18%	6%	76%	0%	14%	5%	80%	0%	16%	6%	78%	0%

1.4. Harcèlement à l'école et autres lieux publics

Le harcèlement à l'école est ici mesuré par le fait que les filles élèves ou étudiantes soient victimes de harcèlement ou de demande de faveur sexuelle de la part des enseignants. Les résultats de la mesure sont assez mitigés, 49% des répondants déclarant que cela n'arrive jamais avec 48% des hommes mais 51% des femmes, ce qui laisse un pourcentage presque équivalent à la survenue du phénomène que cela soit rare ou davantage fréquent (souvent ou toujours). La dénonciation du phénomène est davantage le fait des urbains (37% de "jamais" contre 56% pour les ruraux) et dans les seules régions de Kayes et de Bamako (35% respectivement 33%). Le phénomène est davantage clamé par les jeunes 18-24 ans (41% de jamais contre 54% de rarement, souvent ou toujours). Il l'est également par les personnes de niveau primaire et plus d'éducation (37 à 44% selon le niveau, secondaire, primaire ou postsecondaire) qu'il s'agisse des hommes ou des femmes. Ils sont finalement relativement nombreux les répondants qui diraient plutôt que les femmes sont harcelées dans les lieux publics, 50% au total, avec 52% des hommes et 47% des femmes. La dénonciation du phénomène est davantage le fait des urbains (37% de "jamais" contre 56% pour les ruraux) et dans les seules régions de Kayes et de Bamako (35% respectivement 33%). Le phénomène est davantage clamé par les jeunes 18-24 ans (41% de jamais contre 54% de rarement, souvent ou toujours).

Tableau 6. Les filles élèves/étudiantes victimes de harcèlement sexuel de la part des enseignants

		Homme				Femme				Total			
		Jamais	Rarement	Souvent/ toujours	NSP	Jamais	Rarement	Souvent/ toujours	NSP	Jamais	Rarement	Souvent/ toujours	NSP
Région	Kayes	37%	31%	30%	2%	32%	19%	42%	7%	35%	25%	36%	5%
	Koulikoro	49%	23%	24%	4%	56%	21%	22%	2%	52%	22%	23%	3%
	Sikasso	53%	19%	23%	5%	63%	17%	13%	7%	58%	18%	19%	6%
	Ségou	56%	18%	22%	4%	63%	11%	21%	6%	59%	15%	22%	5%
	Mopti	58%	18%	24%	0%	53%	22%	25%	0%	55%	20%	25%	0%
	Gao-Kidal-Ménaka-Taoudenni-Tombouctou	55%	18%	27%	0%	58%	17%	25%	0%	56%	17%	26%	0%
Milieu	Bamako	30%	21%	39%	9%	35%	24%	33%	8%	33%	23%	36%	9%
	Urbain	35%	23%	37%	6%	40%	20%	34%	6%	37%	22%	35%	6%
Age	Rural	54%	21%	22%	3%	57%	18%	21%	4%	56%	19%	21%	3%
	18-24 ans	45%	24%	31%	1%	39%	23%	33%	5%	41%	23%	32%	3%
	25-35 ans	51%	11%	31%	7%	50%	16%	30%	4%	51%	13%	30%	5%
	36-54 ans	45%	25%	26%	4%	57%	20%	19%	4%	51%	22%	23%	4%
	55+ ans	49%	26%	23%	2%	57%	18%	17%	8%	51%	24%	21%	4%
Education	Aucun	56%	20%	21%	3%	57%	17%	21%	5%	56%	18%	21%	4%
	Primaire	43%	23%	28%	6%	45%	24%	26%	5%	44%	23%	27%	6%
	Secondaire	36%	25%	38%	1%	38%	20%	38%	4%	37%	23%	38%	2%
	Postsecondaire	41%	20%	32%	6%	45%	13%	39%	3%	42%	18%	34%	6%
Total		48%	21%	27%	4%	51%	19%	25%	5%	49%	20%	26%	4%

En dehors de l'école où les élèves ou étudiantes peuvent subir des harcèlements, les femmes peuvent également en subir dans des lieux publics comme les places de marchés, les rues ou dans les transports publics. Interrogés à ce sujet, 46% des répondants ne le signaleraient pas, à raison de 43% des hommes pour 50% des femmes. Ce qui laisse une marge relativement importante de gens qui diraient plutôt que les femmes sont harcelées sexuellement dans des lieux publics, 50% au total avec 52% des hommes et 47% des femmes. Ces dénonciations incluent "rarement", "souvent" et "toujours". C'est la majorité des répondants qui dénonceraient de tels agissements, dans les régions de Kayes (61% des répondants dont 36% "souvent ou toujours") et de Bamako (59% dont 36%), en milieu urbain dans son ensemble (57% dont 35%), chez les jeunes 18-24 ans (55% dont 32%) et chez les personnes éduquées

(de 50% à 59% selon le niveau). Ces observations sont valables tant pour les femmes que pour les hommes. Le taux d'aveu de harcèlement sexuel dans les lieux publics des femmes sont généralement inférieurs à celui des hommes (44% contre 48%) à l'exception de la région de Mopti (47% contre 42%) et chez les jeunes 18-35 ans, de 1 à 4 points de pourcentage d'écart en faveur des femmes.

Tableau 7. Les femmes sont harcelées sexuellement dans des lieux publics

		Homme				Femme				Total			
		Jamais	Rarement	Souvent/ toujours	NSP	Jamais	Rarement	Souvent/ toujours	NSP	Jamais	Rarement	Souvent/ toujours	NSP
Région	Kayes	33%	18%	43%	7%	24%	15%	56%	5%	28%	17%	49%	6%
	Koulikoro	43%	29%	26%	1%	57%	26%	16%	1%	50%	28%	21%	1%
	Sikasso	40%	30%	19%	11%	56%	18%	17%	9%	47%	25%	18%	10%
	Ségou	63%	15%	21%	1%	60%	18%	19%	2%	62%	16%	20%	1%
	Mopti	47%	24%	29%	0%	61%	6%	33%	0%	54%	15%	31%	0%
	Gao-Kidal-Ménaka-Taoudenni-Tombouctou	45%	19%	36%	0%	59%	12%	29%	0%	51%	16%	33%	0%
Milieu	Bamako	30%	26%	34%	9%	39%	22%	35%	4%	35%	24%	34%	7%
	Urbain	34%	22%	36%	8%	41%	23%	33%	3%	37%	23%	34%	6%
	Rural	47%	25%	25%	3%	55%	16%	25%	4%	51%	21%	25%	3%
Age	18-24 ans	43%	21%	36%	1%	42%	20%	36%	2%	42%	20%	36%	1%
	25-35 ans	37%	24%	32%	6%	53%	15%	31%	2%	46%	19%	31%	4%
	36-54 ans	37%	27%	30%	6%	51%	23%	21%	5%	44%	25%	26%	6%
	55+ ans	55%	22%	20%	3%	56%	13%	26%	6%	55%	19%	22%	4%
Education	Aucun	51%	23%	24%	3%	54%	19%	22%	4%	53%	20%	23%	4%
	Primaire	34%	26%	33%	8%	47%	17%	34%	2%	39%	22%	33%	5%
	Secondaire	40%	23%	34%	3%	42%	20%	37%	0%	41%	22%	35%	2%
	Postsecondaire	36%	27%	30%	7%	34%	20%	42%	3%	35%	25%	34%	6%
Total		43%	24%	29%	5%	50%	19%	28%	3%	46%	21%	28%	4%

1.5. Protection de la police et des tribunaux

Contre les discriminations et harcèlement dont seraient victimes les femmes et les filles, les sondés estiment que la police et les tribunaux n'en font pas assez pour les protéger. Bien au contraire, ceux-ci ont besoin d'en faire beaucoup plus pour l'écrasante majorité des personnes interrogées, 57% avec 58% des femmes. Si l'on y ajoute les 15% des sondés qui diraient que la police et les tribunaux devraient faire un peu plus, ils sont plus de 7 maliens sur dix (72%) à penser que la police et les tribunaux devraient faire davantage pour protéger les femmes et les filles contre les discriminations et harcèlements. Finalement, ils ne sont que 21% des maliens à penser que la police et les tribunaux font assez pour la protection des femmes et des filles, beaucoup moins aux yeux des seniors de 55 ans et plus (15%) et dans les régions de Ségou (11%), Mopti (12%) et Koulikoro (16%). Partout ces résultats médiocres sont induits par l'appréciation plus négative des femmes que celle des hommes. Le fait que les personnes de niveau postsecondaire d'éducation trouvent que la police et les tribunaux font relativement assez pour protéger les femmes et les filles des discriminations et harcèlement (25% contre 21% au total et 20% les personnes de niveau primaire au plus d'instruction) provient de l'opinion des seuls hommes (30%) sinon les femmes ne sont qu'à 13% en faveur de cette opinion bien moins que leur moyenne nationale de 15%.

Tableau 8. La police et les tribunaux en font assez pour protéger les femmes et les filles

		Homme				Femme				Total			
		Besoin d'en faire beaucoup plus	Besoin d'en faire un peu plus	En fait assez	NSP	Besoin d'en faire beaucoup plus	Besoin d'en faire un peu plus	En fait assez	NSP	Besoin d'en faire beaucoup plus	Besoin d'en faire un peu plus	En fait assez	NSP
Région	Kayes	35%	24%	29%	12%	27%	29%	25%	18%	31%	27%	27%	15%
	Koulikoro	63%	12%	20%	5%	75%	10%	13%	2%	69%	11%	16%	3%
	Sikasso	52%	10%	22%	16%	47%	17%	19%	17%	50%	13%	21%	16%
	Ségou	69%	19%	12%	0%	84%	4%	11%	1%	76%	12%	11%	0%
	Mopti	62%	19%	15%	5%	71%	19%	10%	0%	66%	19%	12%	2%
	Gao-Kidal-Ménaka-Taoudenni-Tombouctou	54%	8%	38%	0%	49%	3%	37%	12%	52%	6%	37%	5%
	Bamako	51%	23%	21%	5%	51%	17%	30%	1%	51%	20%	26%	3%
Milieu	Urbain	59%	16%	21%	4%	57%	18%	22%	3%	58%	17%	22%	4%
	Rural	54%	17%	22%	8%	59%	13%	19%	9%	56%	15%	21%	9%
Age	18-24 ans	52%	17%	20%	10%	51%	16%	27%	6%	51%	16%	24%	8%
	25-35 ans	57%	12%	24%	7%	57%	18%	19%	6%	57%	16%	21%	7%
	36-54 ans	50%	18%	26%	6%	60%	13%	19%	8%	55%	15%	23%	7%
	55+ ans	62%	17%	15%	5%	71%	8%	14%	8%	65%	15%	15%	6%
Education	Aucun	52%	17%	21%	9%	55%	17%	18%	9%	54%	17%	20%	9%
	Primaire	56%	16%	20%	7%	62%	11%	20%	6%	59%	14%	20%	7%
	Secondaire	64%	15%	19%	2%	61%	9%	29%	0%	63%	13%	23%	1%
	Postsecondaire	54%	14%	30%	2%	69%	13%	13%	4%	58%	14%	25%	3%
Total		55%	16%	22%	7%	58%	15%	20%	7%	57%	15%	21%	7%

1.6. Parole de femme

Tandis que la police et les tribunaux ne feraient pas assez pour protéger les femmes et les filles des discriminations et harcèlements, la majorité des maliens croit bien aux femmes sur parole lorsqu'elles se plaignent d'être victimes de ces traitements inappropriés. Il s'agit de 3 maliens sur cinq (59%), à raison de 60% des hommes et 59% des femmes. Une telle majorité se dégage quel que soit le milieu de résidence, le long des âges et chez les personnes avec ou sans éducation formelle, aussi bien chez les hommes que chez les femmes. Il n'y a que la région de Kayes qui fasse exception à cette règle, où seulement 42% des répondants (45% des hommes et 38% des femmes) trouvent quelque peu probable voire très probable que les gens croient aux femmes ou aux filles qui se plaindraient d'avoir été victimes de discrimination ou de harcèlement. Au contraire, cela paraît à leurs yeux pas très voire pas du tout probable, dans 56% des cas, à raison de 54% des hommes et 58% des femmes.

Tableau 9. Probabilité que les gens croient aux femmes/filles victimes de harcèlement

		Homme			Femme			Total		
		Pas très/du tout probable	Très/quelque peu probable	NSP	Pas très/du tout probable	Très/quelque peu probable	NSP	Pas très/du tout probable	Très/quelque peu probable	NSP
Région	Kayes	54%	45%	1%	58%	38%	3%	56%	42%	2%
	Koulikoro	40%	57%	2%	34%	61%	5%	37%	59%	4%
	Sikasso	27%	58%	15%	19%	63%	19%	23%	60%	17%
	Ségou	28%	71%	1%	27%	68%	5%	27%	69%	3%
	Mopti	25%	72%	3%	29%	70%	1%	27%	71%	2%
	Gao-Kidal-Ménaka-Taoudenni-Tombouctou	36%	64%	0%	35%	65%	0%	36%	64%	0%
	Bamako	39%	59%	2%	42%	55%	3%	40%	57%	3%
Milieu	Urbain	36%	61%	3%	36%	61%	3%	36%	61%	3%
	Rural	36%	59%	5%	34%	58%	8%	35%	58%	7%
Age	18-24 ans	42%	52%	5%	38%	58%	4%	39%	56%	5%
	25-35 ans	40%	54%	6%	34%	61%	4%	37%	58%	5%
	36-54 ans	32%	65%	3%	32%	59%	9%	32%	62%	6%
	55+ ans	34%	62%	4%	41%	53%	6%	36%	59%	5%
Education	Aucun	38%	57%	5%	35%	56%	9%	36%	57%	7%
	Primaire	29%	66%	5%	31%	66%	4%	30%	66%	4%
	Secondaire	35%	63%	2%	50%	50%	0%	41%	58%	1%
	Postsecondaire	47%	49%	5%	20%	80%	0%	39%	58%	3%
Total		36%	60%	4%	35%	59%	6%	35%	59%	5%

2. Pratiques préjudiciables et violences faites aux femmes

Dans sa cible 5.2, l'ODD 5 entend "éliminer de la vie publique et de la vie privée toutes les formes de violence faite aux femmes et aux filles, y compris la traite et l'exploitation sexuelle et d'autres types d'exploitation". Cela inclut le sentiment de sécurité chez soi, les libertés de mariage et d'interruption de grossesse, la lutte contre la pauvreté, qu'elle soit monétaire ou multidimensionnelle, la protection sociale et la couverture médicale face aux risques de maladie.

2.1. Sentiment d'insécurité

Chez eux ou dans leur quartier, la majorité des maliens se sent en danger, quelques fois, plusieurs fois voire toujours. Aussi, ne sont-ils que 2 maliens sur cinq (42%) à ne jamais éprouver ce sentiment d'insécurité, proportionnellement plus d'hommes que de femmes, 45% contre 40%. Curieusement, le sentiment d'insécurité pèse plus sur les ruraux que sur les urbains, 63% contre 46%, un écart énorme de 17 points de pourcentage, 24 points chez les hommes contre seulement 11 points de pourcentage chez les femmes. Il est pesant pour toutes les tranches d'âge, quasiment dans les mêmes proportions, avec un maximum de trois points d'écart, tant chez les hommes que chez les femmes. Par contre, il diminue avec le niveau d'éducation, de 60% aucun niveau à 45% le niveau postsecondaire, encore tant chez les hommes que chez les femmes. Les différences régionales sont quelque peu prononcées.

Tableau 10. Combien de fois se sentir en danger chez soi ou dans son quartier

		Homme				Femme				Total			
		Jamais	Quelques fois	Plusieurs fois/toujours	NSP	Jamais	Quelques fois	Plusieurs fois/toujours	NSP	Jamais	Quelques fois	Plusieurs fois/toujours	NSP
Région	Kayes	50%	38%	12%	0%	49%	38%	11%	1%	50%	38%	12%	1%
	Koulikoro	54%	32%	14%	0%	50%	36%	13%	1%	52%	34%	14%	0%
	Sikasso	53%	33%	14%	0%	54%	36%	11%	0%	53%	34%	12%	0%
	Ségou	27%	27%	46%	0%	23%	20%	57%	0%	25%	24%	51%	0%
	Mopti	10%	21%	69%	0%	6%	28%	66%	0%	8%	24%	68%	0%
	Gao-Kidal-Ménaka-Taoudenni-Tombouctou	25%	38%	37%	0%	15%	35%	50%	0%	21%	36%	43%	0%
Milieu	Bamako	63%	27%	9%	0%	48%	38%	14%	0%	56%	33%	12%	0%
	Urbain	60%	24%	16%	0%	47%	37%	16%	0%	54%	30%	16%	0%
Age	Rural	37%	35%	28%	0%	36%	32%	31%	0%	37%	33%	30%	0%
	18-24 ans	43%	36%	20%	0%	41%	29%	30%	0%	42%	32%	26%	0%
	25-35 ans	46%	26%	27%	0%	41%	34%	24%	0%	44%	31%	26%	0%
	36-54 ans	45%	32%	23%	0%	38%	35%	27%	1%	42%	33%	25%	0%
	55+ ans	44%	32%	24%	0%	41%	38%	21%	0%	43%	34%	23%	0%
Education	Aucun	41%	30%	29%	0%	40%	30%	30%	0%	40%	30%	30%	0%
	Primaire	50%	29%	21%	0%	35%	42%	24%	0%	43%	35%	22%	0%
	Secondaire	40%	40%	20%	0%	44%	35%	20%	1%	42%	38%	20%	1%
	Postsecondaire	55%	31%	15%	0%	55%	39%	6%	0%	55%	33%	12%	0%
Total		45%	31%	24%	0%	40%	34%	26%	0%	42%	32%	25%	0%

Le sentiment d'insécurité est énormément élevé dans les régions du centre et du nord, épices de la crise sécuritaire que vit le pays depuis 2012, avec des prévalences de 92% à Mopti et de 79% dans l'ensemble du nord (Gao-Kidal-Ménaka-Taoudenni-Tombouctou).

Dans ces régions d'extrême sensibilité au danger, les femmes sont encore plus touchées que les hommes, 94% d'entre elles contre 90% des hommes à Mopti, et 85% contre 75% dans toutes les 5 régions du septentrion. A l'exact opposé, le sentiment d'insécurité à domicile ou dans son quartier est moins pesant à Bamako, Sikasso et Koulikoro. Dans ces régions, les gens ne se sentant nullement en danger sont plutôt majoritaires, 56% à Bamako, 53% à Sikasso et 52% à Koulikoro. Dans ces deux dernières régions, une telle majorité se dégage tant chez les hommes que chez les femmes tandis qu'elle ne se dégage que pour les hommes à Bamako, 63% contre 48% chez les femmes. Il en est presque de même dans la région de Kayes où seulement 50% des hommes n'éprouvent aucun sentiment d'insécurité contre 49% des femmes.

2.2. Liberté de mariage

La majorité des maliens est en désaccord voire tout à fait en désaccord avec l'affirmation selon laquelle "les filles et les femmes devraient décider elles-mêmes si et quand elles doivent se marier". Ce fait majoritaire s'observe quel que soit le milieu de résidence ou le niveau d'éducation. Une exception notoire est observée chez les 18-24 ans (les plus concernés par le mariage au moins leur premier mariage) où ils sont 48% à être en désaccord contre 46% plutôt en accord et 6% ni en désaccord ni en accord. La deuxième exception à la majorité en faveur du désaccord est enregistrée dans la région de Kayes où le désaccord ne recueille que 40% des suffrages contre 44% d'accord et 16% ni l'un ni l'autre.

Tableau 11. Les filles et les femmes devraient décider elles-mêmes si et quand elles doivent se marier

		Homme				Femme				Total			
		Tout à fait/en désaccord	Ni en accord ni en désaccord	Tout à fait/en accord	NSP	Tout à fait/en désaccord	Ni en accord ni en désaccord	Tout à fait/en accord	NSP	Tout à fait/en désaccord	Ni en accord ni en désaccord	Tout à fait/en accord	NSP
Région	Kayes	46%	23%	31%	0%	35%	9%	57%	0%	40%	16%	44%	0%
	Koulikoro	62%	2%	36%	0%	52%	4%	44%	0%	57%	3%	40%	0%
	Sikasso	79%	4%	17%	0%	68%	4%	29%	0%	74%	4%	22%	0%
	Ségou	72%	0%	28%	0%	66%	0%	34%	0%	69%	0%	31%	0%
	Mopti	71%	3%	26%	0%	55%	3%	42%	0%	63%	3%	34%	0%
	Gao-Kidal-Ménaka-Taoudenni-Tombouctou	68%	1%	31%	0%	75%	0%	25%	0%	71%	1%	28%	0%
	Bamako	66%	7%	26%	1%	37%	7%	55%	0%	51%	7%	41%	1%
Milieu	Urbain	64%	7%	28%	0%	42%	6%	52%	0%	53%	7%	40%	0%
	Rural	67%	5%	28%	0%	60%	3%	37%	0%	64%	4%	32%	0%
Age	18-24 ans	65%	6%	30%	0%	37%	6%	56%	0%	48%	6%	46%	0%
	25-35 ans	69%	8%	22%	1%	54%	4%	42%	0%	61%	6%	33%	0%
	36-54 ans	67%	5%	28%	0%	62%	4%	35%	0%	64%	5%	31%	0%
	55+ ans	63%	5%	32%	0%	59%	4%	37%	0%	62%	5%	33%	0%
Education	Aucun	65%	6%	29%	0%	60%	4%	36%	0%	62%	5%	33%	0%
	Primaire	75%	5%	21%	0%	44%	6%	49%	0%	61%	5%	34%	0%
	Secondaire	60%	6%	34%	0%	50%	2%	48%	0%	56%	5%	39%	0%
	Postsecondaire	59%	8%	33%	0%	36%	4%	60%	0%	53%	6%	41%	0%
Total		66%	6%	28%	0%	54%	4%	42%	0%	60%	5%	35%	0%

Partout, le taux de désaccord des hommes est supérieur à celui des femmes à la seule exception des régions du nord où les femmes sont plus opposées que les hommes à la liberté

de mariage des filles et des femmes, 75% contre 68%. Ici, le mariage est plus souvent arrangé entre familles dans bien des cas entre cousins et cousines, des mariages plus endogamiques qu'exogamiques. Dans ces mêmes régions, il se dégage donc plus d'hommes en faveur de la liberté de mariage des filles et des femmes, 31% contre 25%. Quand on regarde les seules opinions des femmes sur le sujet, on est surpris qu'elles soient majoritairement contre dans toutes les régions aux seules exceptions de Kayes, 35% et Bamako, 37%. Les femmes seraient majoritairement en faveur de leur liberté de mariage seulement en milieu urbain, 52%, lorsqu'elles sont jeunes, 18-24 ans, 56% et lorsqu'elles ont le niveau postsecondaire d'éducation, 60%. Ces résultats sont induits par les régions de Kayes, 57% et de Bamako, 55%. Le chemin semble encore long pour qu'au Mali, les filles et les femmes puissent décider elles-mêmes si et quand se marier".

2.3. Interruption de grossesse

Dans la même veine de la liberté de mariage à laquelle les maliens sont majoritairement opposés, l'interruption volontaire de grossesse est tout aussi et fermement condamnée. Une large majorité se dégage en faveur de l'envoi en prison des femmes qui choisissent d'interrompre leur grossesse, 72% avec 74% des hommes et 69% des femmes. Ce fait majoritaire ne souffre d'aucune exception, ni régionale, ni résidentielles, ni générationnelle ni même éducationnelle. Le plus surprenant est que même les femmes sont majoritairement en faveur de l'envoi en prison de toute femme qui choisirait d'interrompre sa grossesse. Elles le sont même plus que les hommes à Sikasso, 83% contre 82% et chez les femmes de plus de 54 ans, 76% contre 70%. Au moins, la prévalence diminue chez les femmes avec le niveau d'éducation, ce qui n'est pas le cas chez les hommes, tout comme elle n'augmente clairement avec l'âge que chez les femmes. Quel que soit le sexe, la prévalence en milieu rural est supérieure à celle du milieu urbain, 6 points de pourcentage d'écart chez les femmes et 8 points chez les hommes.

Tableau 12. Une femme qui choisit d'interrompre une grossesse devrait être envoyée en prison

		Homme				Femme				Total			
		Tout à fait/en désaccord	Ni en accord ni en désaccord	Tout à fait/en accord	Refus/NSP	Tout à fait/en désaccord	Ni en accord ni en désaccord	Tout à fait/en accord	Refus/NSP	Tout à fait/en désaccord	Ni en accord ni en désaccord	Tout à fait/en accord	Refus/NSP
Région	Kayes	4%	17%	72%	7%	5%	26%	67%	2%	4%	22%	69%	5%
	Koulikoro	16%	9%	75%	0%	22%	10%	68%	0%	19%	10%	71%	0%
	Sikasso	10%	6%	82%	2%	12%	6%	83%	0%	11%	6%	82%	1%
	Ségou	20%	2%	78%	0%	26%	4%	70%	0%	23%	3%	74%	0%
	Mopti	28%	0%	72%	0%	28%	2%	70%	0%	28%	1%	71%	0%
	Gao-Kidal-Ménaka-Taoudenni-Tombouctou	18%	4%	75%	4%	17%	6%	71%	6%	18%	5%	73%	5%
Milieu	Bamako	23%	8%	63%	6%	27%	15%	57%	0%	25%	12%	60%	3%
	Urbain	17%	10%	69%	4%	19%	15%	65%	1%	18%	12%	67%	3%
	Rural	15%	6%	77%	2%	19%	8%	71%	1%	17%	7%	74%	1%
Age	18-24 ans	19%	11%	69%	1%	25%	13%	62%	0%	22%	13%	65%	0%
	25-35 ans	15%	7%	75%	3%	20%	10%	69%	1%	18%	9%	71%	2%
	36-54 ans	12%	7%	78%	3%	19%	8%	72%	1%	15%	7%	75%	2%
	55+ ans	21%	7%	70%	3%	8%	14%	76%	2%	17%	9%	72%	2%
Education	Aucun	21%	7%	71%	1%	19%	10%	70%	1%	20%	9%	70%	1%
	Primaire	10%	5%	82%	3%	19%	9%	71%	0%	14%	7%	77%	2%
	Secondaire	17%	9%	69%	5%	18%	14%	65%	3%	18%	11%	67%	4%
	Postsecondaire	10%	9%	76%	4%	25%	13%	62%	0%	14%	10%	72%	3%
Total		16%	7%	74%	3%	19%	11%	69%	1%	17%	9%	72%	2%

2.4. Pauvreté monétaire

L'incidence de la pauvreté monétaire est ici mesurée par la fréquence de devoir faire face à un manque de revenu en espèce au cours des 12 derniers mois. Elle demeure très élevée puisque 53% des répondants ont déclaré avoir été dans cette situation plusieurs fois voire toujours, à raison de 51% chez les hommes contre 56% chez les femmes. Les taux de pauvreté monétaire vécue les plus élevés sont enregistrés à Mopti, 70% (69% des hommes et 71% des femmes), Sikasso, 61% (55% respectivement 68%) et Ségou, 59% (54% et 65%). La pauvreté monétaire est plus rurale qu'urbaine, 56% contre 48% et frappe davantage les personnes sans éducation formelle (59%) que les personnes éduquées (de 50% le primaire à 34% le postsecondaire en passant par 47% le secondaire). Les deux seules régions les moins touchées par la pauvreté monétaire demeurent Kayes, 43% et Bamako, 42%, cela en raison de l'envoi de fonds des migrants dans le cas de Kayes (région dont beaucoup de migrants maliens sont originaires) et de la multitude relative d'opportunités d'affaires qu'offre la capitale dans le cas de Bamako. Cette pauvreté est relativement plus à visage féminin que masculin, 56% de pauvres chez les femmes contre 51% chez les hommes. Cela s'observe dans toutes les régions sauf à Koulikoro (46% de femmes contre 53% d'hommes) et au nord (47% contre 60%). Dans ces deux régions, la pauvreté est plutôt à visage masculin. Les femmes restent majoritairement pauvres quel que soit le milieu de résidence, 52% en milieu urbain et 58% en milieu rural. Ces taux sont de 44% respectivement 54% chez les hommes. La pauvreté féminine diminue avec l'âge tandis que celle des hommes augmente, en tout cas jusqu'à 54 ans dans ce dernier cas. Quel que soit le sexe, la pauvreté baisse avec le niveau d'éducation, jusqu'au niveau secondaire chez les femmes. Il faut enfin noter que seulement 15% des répondants ont déclaré n'avoir jamais dû faire face à un manque de revenu en espèce, au cours des 12 derniers mois, presque autant d'hommes que de femmes avec 22% à Bamako à raison de 25% des hommes et 18% des femmes.

Tableau 13. Fréquence de devoir faire face à un manque de revenu en espèce

		Homme				Femme				Total			
		Jamais	Quelques fois	Plusieurs fois / toujours	NSP	Jamais	Quelques fois	Plusieurs fois / toujours	NSP	Jamais	Quelques fois	Plusieurs fois / toujours	NSP
Région	Kayes	10%	54%	35%	1%	1%	47%	51%	0%	6%	51%	43%	1%
	Koulikoro	12%	35%	53%	0%	26%	28%	46%	0%	19%	31%	50%	0%
	Sikasso	13%	32%	55%	0%	13%	19%	68%	0%	13%	26%	61%	0%
	Ségou	24%	22%	54%	0%	12%	23%	65%	0%	18%	22%	59%	0%
	Mopti	16%	15%	69%	0%	3%	25%	71%	1%	10%	20%	70%	0%
	Gao-Kidal-Ménaka-Taoudenni-Tombouctou	6%	35%	60%	0%	13%	40%	47%	0%	9%	37%	54%	0%
	Bamako	25%	40%	35%	0%	18%	34%	48%	0%	22%	37%	42%	0%
Milieu	Urbain	19%	36%	44%	0%	16%	32%	52%	0%	17%	34%	48%	0%
	Rural	13%	33%	54%	0%	13%	29%	58%	0%	13%	31%	56%	0%
Age	18-24 ans	18%	37%	46%	0%	10%	31%	58%	0%	13%	34%	53%	0%
	25-35 ans	15%	41%	44%	0%	16%	26%	58%	0%	15%	33%	52%	0%
	36-54 ans	13%	30%	56%	0%	13%	32%	55%	0%	13%	31%	56%	0%
	55+ ans	18%	31%	52%	0%	18%	36%	46%	0%	18%	32%	50%	0%
	Aucun	12%	30%	59%	0%	12%	28%	59%	0%	12%	29%	59%	0%
Education	Primaire	20%	33%	46%	1%	14%	31%	55%	0%	18%	32%	50%	0%
	Secondaire	12%	38%	50%	0%	24%	34%	42%	0%	17%	36%	47%	0%
	Postsecondaire	22%	49%	29%	0%	17%	36%	47%	0%	21%	45%	34%	0%
Total		15%	34%	51%	0%	14%	30%	56%	0%	15%	32%	53%	0%

2.5. Pauvreté multidimensionnelle

La pauvreté multidimensionnelle est mesurée dans les enquêtes Afrobarometer comme des "manques" vécus par le répondant ou des membres de sa famille dans 5 domaines des conditions de vie, à savoir (i) l'alimentation (manquer de nourriture pour manger à sa faim), (ii) l'eau potable pour les besoins domestiques, (iii) la santé (manquer de médicaments ou de soins de santé), (iv) l'énergie (manquer de combustibles pour la cuisson des repas) et (v) l'argent (manquer de revenu en espèces). Pour chaque domaine, les fréquences de manque sont notées de 0 à 4, avec 0 "jamais", 1 "juste 1 ou 2 fois", 2 "quelques fois", 3 "plusieurs fois" et 4 "toujours". L'indice de pauvreté multidirectionnelle est la moyenne simple de ces 5 notes (de 0 à 4) relativement aux 5 manques pour chaque répondant. Ainsi, un répondant qui n'a fait face à aucun manque pour tous les domaines aura 0 comme indice tandis que celui qui aura "toujours" connu un manque dans tous les 5 domaines, aura un indice de 4, à savoir $(4+4+4+4+4)/5$, ainsi de suite. L'indice obtenu pour chaque répondant est découpé en 4 classes de pauvreté, à savoir:

- ✓ 0 "pas de pauvreté" pour un indice moyen égal à 0
- ✓ 1 "faible pauvreté" pour un indice allant de 0 à 1
- ✓ 2 "pauvreté modérée" pour un indice compris entre 1 et 2
- ✓ 3 "pauvreté élevée" pour un indice strictement supérieur à 2.

Ils sont seulement 10% des répondants à n'avoir pas vécu de pauvreté, c'est-à-dire à n'avoir connu aucun manque au cours des 12 derniers mois, aussi bien parmi les hommes que parmi les femmes. Curieusement, on retrouve à peu près les mêmes taux de pauvreté multidimensionnelle que monétaire si l'on se réfère ici à la pauvreté multidimensionnelle modérée et élevée voire sévère dont le cumul fait 53% de la population, à raison de 51% les hommes et 55% les femmes, autant dire que la pauvreté multidimensionnelle est surdimensionnée par la pauvreté monétaire. Ce cumul, qui correspond bien à l'incidence de la pauvreté multidimensionnelle indique une majorité de pauvres dans toutes les régions, entre 55% à Ségou et 72% au centre comme au nord, aux seules exceptions de Koulikoro (41%) et

de Bamako (39%). Seulement à Bamako, l'incidence de la pauvreté multidimensionnelle des femmes monte à 51% contre 27% pour les hommes. La région de Koulikoro reste finalement la seule où l'incidence chez les femmes est inférieure à 50%, soit 42%. Les femmes sont majoritairement pauvres aussi bien en milieu rural qu'en milieu urbain et quelle que soit la classe d'âge. Il faut qu'elles atteignent le niveau secondaire d'éducation pour que leur incidence de la pauvreté multidimensionnelle redescende à 39% puis à 36% au niveau postsecondaire.

Tableau 14. Incidence de la pauvreté multidimensionnelle vécue

		Homme				Femme				Total			
		Pas de pauvreté	Faible pauvreté	Pauvreté modérée	Pauvreté élevée	Pas de pauvreté	Faible pauvreté	Pauvreté modérée	Pauvreté élevée	Pas de pauvreté	Faible pauvreté	Pauvreté modérée	Pauvreté élevée
Région	Kayes	2%	42%	42%	14%	0%	36%	31%	33%	1%	39%	37%	24%
	Koulikoro	11%	49%	28%	12%	21%	37%	27%	15%	16%	43%	27%	14%
	Sikasso	9%	36%	42%	13%	11%	32%	35%	21%	10%	35%	39%	17%
	Ségou	16%	33%	20%	31%	10%	31%	34%	25%	13%	32%	27%	28%
	Mopti	11%	20%	34%	35%	1%	25%	36%	39%	6%	22%	35%	37%
	Gao-Kidal-Ménaka-Taoudenni-Tombouctou	0%	22%	53%	24%	0%	36%	39%	25%	0%	28%	47%	25%
	Bamako	21%	53%	16%	11%	12%	37%	26%	25%	16%	45%	21%	18%
Milieu	Urbain	15%	47%	22%	16%	11%	35%	30%	24%	13%	41%	26%	20%
	Rural	8%	35%	38%	19%	10%	34%	32%	25%	9%	35%	35%	22%
Age	18-24 ans	9%	53%	23%	15%	5%	30%	39%	26%	7%	39%	33%	22%
	25-35 ans	9%	40%	34%	17%	11%	34%	32%	22%	10%	37%	33%	20%
	36-54 ans	9%	41%	33%	17%	12%	35%	26%	28%	10%	38%	29%	22%
	55+ ans	13%	30%	35%	22%	13%	37%	32%	18%	13%	32%	34%	21%
	Aucun	6%	30%	39%	25%	9%	31%	32%	28%	8%	31%	35%	27%
Education	Primaire	16%	42%	30%	12%	10%	32%	34%	24%	13%	38%	32%	17%
	Secondaire	7%	49%	30%	14%	13%	48%	22%	17%	9%	49%	27%	15%
	Postsecondaire	19%	54%	19%	9%	17%	48%	30%	6%	18%	52%	22%	8%
Total		10%	39%	33%	18%	10%	34%	31%	24%	10%	37%	32%	21%

En milieu urbain, la pauvreté multidimensionnelle est essentiellement à visage féminin, 54% contre 38% pour les hommes, soit 16 points de pourcentage d'écart. La pauvreté multidimensionnelle, en plus d'être féminine est également juvénile, 65% des filles de 18-24 ans contre 38% des garçons de la même tranche d'âge, 27 points de pourcentage d'écart, ce qui est énorme. Plus grave, la pauvreté multidimensionnelle élevée voire sévère, une sorte d'extrême pauvreté, frappe davantage les femmes que les hommes, 24% contre 18% avec 26% contre 15% pour les jeunes de 18-24 ans. Ce n'est qu'à Ségou où la pauvreté multidimensionnelle élevée concentre proportionnellement plus d'hommes que de femmes, 31% contre 25%. De même, à plus de 54 ans, les hommes la subissent plus que les femmes. Il faut retenir que l'éducation est un moyen de sortir les femmes de la pauvreté multidimensionnelle élevée, seulement 6% de celles qui ont le niveau postsecondaire contre 9% des hommes de ce niveau d'éducation, soit un écart négatif de 3 points de pourcentage en leur faveur. Dans les régions de Kayes et du nord, aucune femme n'est à l'abri d'une quelconque forme de pauvreté multidimensionnelle, faible, modérée ou élevée, 0% de "pas de pauvreté". L'absence de pauvreté augmente chez les femmes avec le niveau d'éducation, de 9% les "aucun niveau" à 17% les "niveau postsecondaire". Ce qui n'est pas tout à fait le cas chez les hommes. Elle augmente également avec l'âge chez les femmes, mais seulement à partir de 55 ans chez les hommes.

2.6. Protection sociale

La protection sociale est mesurée ici par le fait d'avoir ou non une couverture médicale qui aide à payer ses frais médicaux en cas de maladie. Son taux est incroyablement faible, 14% des répondants, hommes comme femmes. Des taux de couverture encore plus faibles sont observés en milieu rural, 10% au total contre plus du double (22%) en milieu urbain, dans les mêmes proportions chez les hommes comme chez les femmes. Ils sont également très faibles à Kayes (7%) et Ségou (9%) avec pour les femmes, 3% respectivement 6% contre 12% pour les hommes dans chacune de ces deux régions. Ces résultats proviennent de la faible couverture médicale des analphabètes. Le bénéfice de la couverture médicale chez les femmes augmente avec l'âge, de 10% les 18-24 ans à 27% les 55 ans et plus tandis que chez les hommes la couverture des 18-24 ans est supérieure à celle des 25-54 ans. L'éducation fait nettement croître le bénéfice de la couverture médicale chez les hommes, de 6 à 10 points de pourcentage d'un palier à l'autre. L'accroissement s'observe également chez les femmes mais seulement jusqu'au niveau secondaire, puisqu'au-delà, le taux baisse de 13 points de pourcentage par rapport au niveau secondaire, 23% contre 36%. C'est à croire qu'au niveau postsecondaire d'éducation, les femmes auraient moins tendance à souscrire à un régime d'assurance maladie ou de sécurité sociale (CMSS ou INPS). Par sexe, on s'aperçoit que les femmes sont moins couvertes que les hommes dans les régions de Kayes, Sikasso et Ségou, en milieu rural, chez les jeunes de 18-24 ans et chez les personnes de niveau postsecondaire d'éducation. A l'opposé, les femmes ont une bien meilleure couverture médicale que les hommes à Mopti, 24% contre 17%, et au nord, 17% contre 10%. L'écart en faveur des femmes reste énorme au niveau secondaire d'instruction, 36% contre 24%.

Tableau 15. Avoir une couverture médicale qui aide à payer ses frais médicaux en cas de maladie

		Homme			Femme			Total		
		Oui	Non	NSP	Oui	Non	NSP	Oui	Non	NSP
Région	Kayes	12%	88%	0%	3%	97%	0%	7%	93%	0%
	Koulikoro	17%	83%	0%	19%	81%	0%	18%	82%	0%
	Sikasso	12%	85%	3%	11%	88%	2%	12%	86%	2%
	Ségou	12%	87%	1%	6%	92%	2%	9%	89%	2%
	Mopti	17%	83%	0%	24%	74%	2%	20%	78%	1%
	Gao-Kidal-Ménaka-Taoudenni-Tombouctou	10%	90%	0%	17%	83%	0%	13%	87%	0%
Milieu	Bamako	20%	80%	0%	22%	78%	0%	21%	79%	0%
	Urbain	22%	78%	0%	23%	77%	0%	22%	78%	0%
Age	Rural	11%	88%	1%	10%	89%	1%	10%	89%	1%
	18-24 ans	17%	83%	0%	10%	88%	2%	13%	86%	1%
	25-35 ans	10%	89%	1%	15%	84%	1%	13%	86%	1%
	36-54 ans	13%	86%	1%	12%	88%	0%	12%	87%	0%
	55+ ans	19%	81%	1%	27%	73%	0%	21%	79%	0%
Education	Aucun	8%	90%	1%	8%	91%	1%	8%	91%	1%
	Primaire	14%	86%	0%	17%	83%	0%	15%	85%	0%
	Secondaire	24%	76%	0%	36%	64%	0%	29%	71%	0%
	Postsecondaire	30%	70%	0%	23%	77%	0%	28%	72%	0%
Total		14%	85%	1%	14%	85%	1%	14%	85%	1%

La majorité des rares personnes bénéficiant d'une couverture médicale l'est auprès d'une assurance publique, 60% contre 20% à l'assurance privée et 17% aux mutuelles, le reste à d'autres assurances. L'assurance privée est relativement prisée à Mopti, 44% des assurés avec 59% chez les femmes et seulement 22% chez les hommes. Elle l'est également de la part des jeunes de 18-24 ans, 32% des assurés jeunes. Les mutuelles sont plus cotées au nord, 49% avec 44% des femmes et 55% des hommes. Au nord ainsi qu'à Kayes et Ségou, aucune femme n'est inscrite à une assurance privée. D'autres assurances, probablement communautaires ou sous forme de tontines enrôleraient deux fois plus d'hommes que de femmes avec des niveaux élevés à Ségou, 15% des assurés, du seul fait des hommes, 21%.

Tableau 16. Type de couverture médicale

		Homme					Femme					Total				
		Assurance privée	Assurance publique	Mutuelle	Autre assurance	NSP	Assurance privée	Assurance publique	Mutuelle	Autre assurance	NSP	Assurance privée	Assurance publique	Mutuelle	Autre assurance	NSP
Région	Kayes	27%	38%	35%	0%	0%	0%	65%	35%	0%	0%	22%	43%	35%	0%	0%
	Koulikoro	21%	70%	9%	0%	0%	9%	65%	25%	0%	0%	15%	68%	18%	0%	0%
	Sikasso	7%	62%	18%	12%	0%	10%	80%	11%	0%	0%	8%	69%	15%	7%	0%
	Ségou	41%	39%	0%	21%	0%	0%	77%	23%	0%	0%	29%	50%	7%	15%	0%
	Mopti	22%	78%	0%	0%	0%	59%	36%	4%	0%	0%	44%	54%	3%	0%	0%
	Gao-Kidal-Ménaka-Taoudenni-Tombouctou	14%	23%	55%	0%	9%	0%	56%	44%	0%	0%	6%	41%	49%	0%	4%
	Bamako	21%	56%	23%	0%	0%	27%	69%	4%	0%	0%	24%	63%	13%	0%	0%
Milieu	Urbain	26%	54%	16%	5%	0%	21%	77%	2%	0%	0%	24%	65%	9%	2%	0%
	Rural	17%	58%	19%	4%	1%	17%	47%	36%	0%	0%	17%	53%	27%	2%	1%
Age	18-24 ans	37%	55%	8%	0%	0%	27%	69%	3%	0%	0%	32%	62%	6%	0%	0%
	25-35 ans	33%	45%	18%	0%	3%	23%	56%	20%	0%	0%	27%	52%	20%	0%	1%
	36-54 ans	19%	57%	16%	8%	0%	14%	61%	26%	0%	0%	17%	59%	20%	4%	0%
	55+ ans	12%	60%	22%	5%	0%	14%	75%	11%	0%	0%	13%	66%	18%	3%	0%
Education	Aucun	25%	38%	18%	17%	2%	24%	58%	19%	0%	0%	24%	49%	18%	8%	1%
	Primaire	26%	57%	17%	0%	0%	22%	59%	19%	0%	0%	24%	58%	18%	0%	0%
	Secondaire	18%	67%	15%	0%	0%	8%	74%	18%	0%	0%	13%	71%	16%	0%	0%
	Postsecondaire	16%	63%	20%	0%	0%	34%	66%	0%	0%	0%	20%	64%	16%	0%	0%
Total		22%	56%	17%	4%	1%	19%	64%	17%	0%	0%	20%	60%	17%	2%	0%

Les rares personnes (14% faut-il le rappeler) bénéficiant de protection sociale se déclarent majoritairement satisfaits voire très satisfaits à l'égard de leur couverture médicale, les femmes un peu plus que les hommes, 82% contre 78%. Ce fait majoritaire ne souffre d'aucune exception régionale, ni de milieu, de classe d'âge ou de niveau d'éducation. L'insatisfaction est à 20% avec 18% des femmes et 22% des hommes. Les taux d'insatisfaction les plus élevés relèvent des personnes de niveau postsecondaire d'éducation, 25%. Les moins insatisfaits demeurent les jeunes de 18-24 ans, 11% d'entre eux. Chez les femmes ce serait plutôt les 25-35 ans, 7% d'insatisfaction.

Tableau 17. Degré de satisfaction à l'égard de la couverture médicale

		Homme			Femme			Total		
		Pas très/du tout satisfait	Très/assez satisfait	NSP	Pas très/du tout satisfait	Très/assez satisfait	NSP	Pas très/du tout satisfait	Très/assez satisfait	NSP
Région	Kayes	9%	91%	0%	35%	65%	0%	14%	86%	0%
	Koulikoro	18%	82%	0%	24%	76%	0%	21%	79%	0%
	Sikasso	28%	72%	0%	11%	89%	0%	21%	79%	0%
	Ségou	26%	74%	0%	14%	86%	0%	22%	78%	0%
	Mopti	16%	84%	0%	16%	84%	0%	16%	84%	0%
	Gao-Kidal-Ménaka-Taoudenni-Tombouctou	24%	67%	9%	13%	87%	0%	18%	78%	4%
	Bamako	29%	71%	0%	16%	84%	0%	23%	77%	0%
Milieu	Urbain	19%	81%	0%	20%	80%	0%	20%	80%	0%
	Rural	24%	74%	1%	16%	84%	0%	21%	79%	1%
Age	18-24 ans	8%	92%	0%	14%	86%	0%	11%	89%	0%
	25-35 ans	41%	55%	3%	7%	93%	0%	20%	79%	1%
	36-54 ans	26%	74%	0%	18%	82%	0%	22%	78%	0%
	55+ ans	14%	86%	0%	38%	62%	0%	23%	77%	0%
Education	Aucun	23%	75%	2%	20%	80%	0%	22%	77%	1%
	Primaire	20%	80%	0%	21%	79%	0%	21%	79%	0%
	Secondaire	18%	82%	0%	12%	88%	0%	15%	85%	0%
	Postsecondaire	26%	74%	0%	19%	81%	0%	25%	75%	0%
Total		22%	78%	1%	18%	82%	0%	20%	80%	0%

Les raisons de non souscription à une assurance maladie sont relativement nombreuses et peuvent varier selon le sexe. Dans l'ensemble, les trois principales raisons évoquées

demeurent le manque d'information (22% des répondants déclarant ne pas être au courant de la couverture médicale en cas de maladie), le fait que l'inscription leur paraisse compliquée (22% encore) et le coût d'une telle protection (17% des personnes interrogées déclarent ne pas pouvoir se le permettre). Ces trois raisons totalisent 61% des raisons de non bénéfice d'une couverture médicale. Ce sont les raisons majoritairement évoquées partout sauf au nord où elles n'expliqueraient que 45% de la non inscription à un régime de sécurité sociale. C'est le cas également chez les personnes de niveau postsecondaire d'éducation, 46%. Au nord, au lieu de l'argument "ne peut se le permettre", 8% seulement, ce serait plutôt l'absence de tel régime dans la région, 20%, qui s'ajoutent aux 30% d'inscription compliquée plus les 18% d'autres raisons. Au niveau postsecondaire, le manque d'information, 5% seulement est supplanté par d'autres raisons, 21% ceci s'ajoutant aux 22% de "ne peut se le permettre" et aux 19% d'inscription compliquée, même à ce niveau d'instruction, c'est dire combien doit être compliquée la souscription à un régime d'assurance maladie au Mali.

Tableau 18. Principale raison de non bénéfice d'une couverture médicale en général

		Régime inexistant région/kays	Pas au courant	Ne fait pas confiance	Inscription compliquée	Pas besoin	Ne peut se le permettre	Croyances religieuses	Trop âgé	Conditions de santé préexistantes	Autre raison	NSP
Région	Kayes	21%	19%	10%	21%	2%	22%	0%	0%	0%	2%	3%
	Koulikoro	4%	23%	10%	19%	1%	21%	0%	0%	3%	16%	2%
	Sikasso	9%	31%	3%	22%	2%	12%	0%	0%	1%	20%	1%
	Ségou	10%	33%	7%	18%	0%	14%	0%	0%	0%	16%	0%
	Mopti	5%	35%	10%	18%	4%	18%	1%	1%	0%	9%	0%
	Gao-Kidal-Ménaka- Taoudenni-Tombouctou	20%	8%	6%	30%	5%	7%	1%	0%	0%	18%	6%
Milieu	Bamako	5%	7%	7%	30%	2%	19%	1%	2%	1%	18%	8%
	Urbain	6%	12%	9%	26%	2%	20%	1%	1%	0%	18%	5%
	Rural	12%	27%	7%	20%	2%	15%	0%	0%	1%	13%	2%
Age	18-24 ans	11%	30%	7%	21%	4%	14%	0%	0%	1%	6%	5%
	25-35 ans	9%	23%	8%	23%	2%	17%	0%	0%	0%	15%	4%
	36-54 ans	10%	20%	7%	24%	1%	18%	1%	0%	1%	17%	0%
	55+ ans	11%	20%	8%	20%	1%	17%	1%	1%	2%	17%	3%
Education	Aucun	13%	29%	6%	19%	1%	15%	1%	0%	1%	12%	2%
	Primaire	7%	15%	9%	29%	1%	19%	0%	0%	1%	16%	3%
	Secondaire	6%	20%	7%	23%	2%	19%	0%	0%	0%	20%	4%
	Postsecondaire	7%	5%	12%	19%	9%	22%	1%	2%	0%	21%	2%
Total		10%	22%	7%	22%	2%	17%	0%	0%	1%	15%	3%

Les mêmes trois principales raisons pour l'ensemble de la population s'appliquent aux femmes non bénéficiaires de couverture médicale, 27% "pas au courant", 21% "inscription compliquée" et 17% "ne peut se le permettre". Les mêmes exceptions concernant la région de Kayes et le niveau postsecondaire d'instruction s'observent chez les femmes. Dans ce dernier cas, les femmes ajoutent à l'inscription compliquée (23%) le manque de confiance (24%) et d'autres raisons 21%.

Tableau 19. Principale raison de non bénéfice d'une couverture médicale selon les femmes

		Régime inexistant région/pays	Pas au courant	Ne fait pas confiance	Inscription compliquée	Pas besoin	Ne peut se le permettre	Croyances religieuses	Trop âgé	Conditions de santé préexistantes	Autre raison	NSP
Région	Kayes	20%	27%	7%	17%	2%	21%	0%	0%	0%	2%	4%
	Koulikoro	3%	25%	10%	20%	0%	21%	0%	0%	3%	17%	2%
	Sikasso	11%	41%	0%	21%	0%	8%	0%	0%	1%	18%	1%
	Ségou	10%	38%	4%	18%	0%	19%	0%	0%	0%	11%	0%
	Mopti	2%	44%	8%	21%	0%	16%	1%	0%	0%	8%	0%
	Gao-Kidal-Ménaka- Taoudenni-Tombouctou	19%	9%	7%	32%	4%	8%	0%	0%	0%	16%	6%
	Bamako	7%	6%	6%	27%	2%	19%	3%	0%	2%	17%	12%
Milieu	Urbain	8%	14%	8%	26%	1%	19%	1%	0%	1%	16%	6%
	Rural	11%	33%	5%	19%	1%	16%	0%	0%	1%	12%	2%
Age	18-24 ans	14%	33%	6%	22%	1%	13%	0%	0%	1%	4%	6%
	25-35 ans	11%	28%	8%	19%	1%	14%	1%	0%	1%	13%	5%
	36-54 ans	7%	23%	6%	21%	1%	22%	1%	0%	1%	17%	1%
	55+ ans	9%	29%	0%	28%	0%	15%	1%	0%	0%	16%	3%
Education	Aucun	12%	33%	4%	18%	1%	16%	1%	0%	1%	12%	3%
	Primaire	7%	17%	7%	30%	0%	21%	0%	0%	1%	11%	6%
	Secondaire	4%	19%	6%	22%	4%	16%	0%	0%	0%	26%	3%
	Postsecondaire	13%	13%	24%	23%	0%	5%	0%	0%	0%	21%	0%
Total		10%	27%	6%	21%	1%	17%	1%	0%	1%	13%	3%

Rien ne change fondamentalement lorsqu'on ne s'intéresse qu'aux hommes, majoritairement non inscrits pour les mêmes trois principales raisons évoquées avec exactement les mêmes exceptions du nord (Gao-Kidal-Ménaka-Taoudenni-Tombouctou) et du niveau postsecondaire d'éducation. Au nord, ce sont toujours l'inexistence de tel régime dans la région, (20%), l'inscription compliquée (29%) et d'autres raisons (19%). Au niveau postsecondaire ce sont le manque d'information (18%), l'inscription compliquée (23%) et d'autres raisons (20%).

Tableau 20. Principale raison de non bénéfice d'une couverture médicale selon les hommes

		Régime inexistant région/pays	Pas au courant	Ne fait pas confiance	Inscription compliquée	Pas besoin	Ne peut se le permettre	Croyances religieuses	Trop âgé	Conditions de santé préexistantes	Autre raison	NSP
Région	Kayes	22%	10%	13%	26%	1%	23%	0%	0%	0%	2%	3%
	Koulikoro	5%	20%	10%	18%	2%	22%	1%	0%	3%	16%	2%
	Sikasso	7%	23%	5%	23%	3%	15%	0%	0%	2%	23%	0%
	Ségou	11%	29%	11%	18%	1%	10%	0%	0%	0%	19%	0%
	Mopti	7%	27%	12%	16%	7%	20%	0%	2%	0%	9%	0%
	Gao-Kidal-Ménaka- Taoudenni-Tombouctou	20%	7%	6%	29%	5%	6%	2%	0%	0%	19%	5%
	Bamako	4%	8%	7%	34%	2%	19%	0%	3%	0%	20%	4%
Milieu	Urbain	3%	10%	10%	27%	4%	22%	1%	2%	0%	20%	3%
	Rural	14%	22%	9%	22%	2%	15%	0%	0%	1%	15%	1%
Age	18-24 ans	8%	26%	8%	20%	10%	17%	0%	0%	0%	9%	3%
	25-35 ans	6%	17%	8%	26%	3%	19%	0%	0%	0%	17%	3%
	36-54 ans	13%	17%	8%	27%	1%	15%	0%	0%	1%	17%	0%
	55+ ans	12%	17%	11%	17%	1%	18%	1%	2%	3%	17%	3%
Education	Aucun	14%	23%	9%	22%	2%	13%	0%	0%	2%	13%	2%
	Primaire	8%	14%	10%	27%	2%	18%	0%	0%	1%	20%	1%
	Secondaire	7%	20%	7%	23%	1%	21%	0%	0%	0%	16%	4%
	Postsecondaire	4%	1%	7%	17%	13%	30%	2%	3%	0%	20%	3%
Total		10%	18%	9%	23%	3%	17%	0%	1%	1%	16%	2%

2.7. Risque de maladie et couverture médicale

La majorité des maliens (58%) craint beaucoup de tomber malade sans pouvoir obtenir ou payer les soins médicaux. Une telle majorité se dégage quelle que soit la région, excepté le district de Bamako où seulement 38% des personnes interrogées craigneraient une telle situation, 35% des hommes et 40% des femmes. C'est encore dans la majorité des cas dans tous les milieux de résidence, indépendamment des âges et quel que soit le niveau d'instruction à part le niveau postsecondaire où seulement 45% le craindraient beaucoup, à raison de 31% des femmes mais 51% des hommes, le taux le plus bas de ces derniers étant plutôt au niveau secondaire. Les personnes les plus craintives sont de Ségou et Mopti (67% chacune) suivies de Sikasso (65%). Ils sont finalement seulement 18% des maliens à ne rien craindre de tel, à peine supérieur au taux de protection sociale plus haut observé (14%), 19% chez les femmes contre 17% chez les hommes.

Tableau 21. A quel point craindre de tomber malade sans pouvoir obtenir/payer les soins médicaux

		Homme				Femme				Total			
		Pas du tout	Un/quelque peu	Beaucoup	NSP	Pas du tout	Un/quelque peu	Beaucoup	NSP	Pas du tout	Un/quelque peu	Beaucoup	NSP
Région	Kayes	24%	18%	58%	0%	18%	23%	59%	0%	21%	20%	58%	0%
	Koulikoro	14%	22%	65%	0%	22%	22%	55%	1%	18%	22%	60%	0%
	Sikasso	9%	25%	66%	0%	13%	22%	65%	0%	11%	24%	65%	0%
	Ségou	22%	20%	58%	0%	18%	5%	77%	0%	20%	13%	67%	0%
	Mopti	7%	27%	66%	0%	6%	27%	67%	0%	7%	27%	67%	0%
	Gao-Kidal-Ménaka-Taoudenni-Tombouctou	18%	28%	54%	0%	19%	29%	52%	0%	19%	28%	53%	0%
Milieu	Bamako	28%	37%	35%	0%	28%	32%	40%	0%	28%	34%	38%	0%
	Urbain	20%	26%	54%	0%	23%	23%	54%	0%	21%	25%	54%	0%
	Rural	16%	24%	60%	0%	17%	22%	61%	0%	16%	23%	60%	0%
Age	18-24 ans	16%	29%	55%	0%	14%	23%	64%	0%	15%	25%	60%	0%
	25-35 ans	16%	29%	55%	0%	18%	29%	53%	0%	17%	29%	54%	0%
	36-54 ans	15%	23%	62%	0%	20%	19%	61%	0%	17%	21%	62%	0%
	55+ ans	22%	22%	56%	0%	27%	16%	57%	0%	23%	20%	57%	0%
Education	Aucun	13%	26%	61%	0%	15%	21%	63%	0%	14%	23%	63%	0%
	Primaire	19%	21%	60%	0%	20%	24%	55%	0%	19%	23%	58%	0%
	Secondaire	23%	28%	49%	0%	29%	19%	52%	0%	25%	24%	50%	0%
	Postsecondaire	26%	23%	51%	0%	29%	41%	31%	0%	26%	28%	45%	0%
Total		17%	25%	58%	0%	19%	22%	59%	0%	18%	24%	58%	0%

Face à la crainte de tomber malade sans pouvoir obtenir ou payer les soins médicaux, la majorité des maliens estime que le Gouvernement devrait garantir l'accès aux soins de santé quitte à augmenter les impôts, 83%, avec 81% des hommes et 86% des femmes. Cette aspiration ne souffre ni d'effet région, ni de milieu, de génération ou encore d'éducation. Quelle que soit la caractéristique sociodémographique retenue, elle transcende le genre, dans les régions, dans les tranches d'âge, par milieu et par niveau d'instruction.

Tableau 22. Le Gouvernement doit garantir accès aux soins de santé quitte à augmenter les impôts

		Homme				Femme				Total			
		Tout à fait / en désaccord	Ni en accord ni en désaccord	Tout à fait / en accord	Refus/NSP	Tout à fait / en désaccord	Ni en accord ni en désaccord	Tout à fait / en accord	Refus/NSP	Tout à fait / en désaccord	Ni en accord ni en désaccord	Tout à fait / en accord	Refus/NSP
Région	Kayes	18%	1%	81%	0%	17%	1%	81%	1%	17%	1%	81%	0%
	Koulikoro	11%	3%	87%	0%	8%	1%	92%	0%	9%	2%	89%	0%
	Sikasso	18%	4%	78%	0%	12%	4%	84%	0%	15%	4%	80%	0%
	Ségou	21%	2%	77%	0%	9%	5%	85%	0%	16%	3%	81%	0%
	Mopti	22%	3%	75%	0%	8%	3%	89%	0%	15%	3%	82%	0%
	Gao-Kidal-Ménaka-Taoudenni-Tombouctou	22%	0%	77%	0%	21%	1%	75%	3%	22%	0%	76%	2%
Milieu	Bamako	15%	0%	85%	0%	5%	5%	90%	0%	10%	2%	87%	0%
	Urbain	17%	1%	83%	0%	8%	3%	89%	1%	12%	2%	86%	0%
	Rural	17%	3%	80%	0%	12%	3%	85%	0%	15%	3%	82%	0%
Age	18-24 ans	17%	0%	83%	0%	9%	5%	86%	0%	12%	3%	85%	0%
	25-35 ans	17%	2%	80%	0%	13%	2%	85%	1%	15%	2%	83%	0%
	36-54 ans	13%	2%	86%	0%	9%	1%	89%	0%	11%	2%	87%	0%
	55+ ans	23%	3%	74%	0%	12%	6%	82%	0%	20%	4%	76%	0%
Education	Aucun	21%	2%	77%	0%	12%	4%	83%	0%	16%	3%	80%	0%
	Primaire	11%	3%	87%	0%	8%	0%	92%	0%	9%	2%	89%	0%
	Secondaire	19%	0%	81%	0%	11%	2%	84%	2%	16%	1%	82%	1%
	Postsecondaire	16%	1%	83%	0%	4%	3%	94%	0%	13%	1%	86%	0%
Total		17%	2%	81%	0%	11%	3%	86%	0%	14%	2%	83%	0%

3. Participation au marché du travail

La participation des filles et des femmes au marché du travail reste intimement liée à leur participation au travail domestique et de soins non rémunéré. Ce qui est le plus en cause est la durée hebdomadaire excessive de ce travail de soins non rémunéré au profit des ménages. La cible 5.4 de l'ODD 5 entend justement "faire une place aux soins et travaux domestiques non rémunérés et les valoriser, par l'apport de services publics, d'infrastructures et de politiques de protection sociale et la promotion du partage des responsabilités dans le ménage et la famille, en fonction du contexte national". Une telle orientation contribuerait à la participation des femmes au marché du travail rémunéré à savoir l'emploi et participerait à coup sûr à l'autonomisation économique des femmes ainsi qu'à une meilleure scolarisation des filles. L'inégal accès des femmes au marché du travail résulte également de bien d'autres obstacles en plus du travail des soins non rémunéré. Résultat, les filles et les femmes sont davantage victimes de chômage et de sous-utilisation de leur force de travail ainsi que de désœuvrement sous ses différentes formes dont la position de n'être ni à l'école ni en emploi pour les jeunes, celle d'être au travail mais pas en emploi ou encore celle de n'être ni au chômage ni en emploi à l'âge de pleines capacités d'activités.

3.1. Inégal accès au marché du travail

Quand on regarde la répartition de la population en âge de travailler (dans le cas de cette enquête, la population adulte de 18 ans et plus, sinon il s'agit plutôt des 15 ans et plus au sens du BIT (2013)), on découvre une nette asymétrie de position entre les hommes et les femmes. La population en âge de travailler (PAT) se répartit en population en emploi et en chômeurs, ces deux catégories constituant la main-d'œuvre. Le reste de la PAT est appelé population hors main-d'œuvre (PHMO) qui à son tour se décompose en main-d'œuvre potentielle et autre hors main-d'œuvre. Pour un taux d'emploi de 77% au total, celui des hommes grimpe à 94.7% tandis que celui des femmes redescend à 57.8%, un écart énorme de 37 points de pourcentage. Pour aucune caractéristique sociodémographique, le taux d'emploi des hommes ne descend sous la barre des 75% qui est celui des jeunes garçons 18-24 ans. A contrario, celui des femmes varie entre 24% (au nord) et un maximum de 72.5% à Koulikoro. En contrepartie de leur faible présence sur le marché de l'emploi, les femmes ont non seulement un taux de chômage plus élevé mais aussi constituent l'essentiel de la main-d'œuvre potentielle (la partie de la population hors main-d'œuvre qui n'est pas à la recherche d'un emploi et qui soit n'a jamais eu d'emploi ou effectue un travail non rémunéré comme les femmes au foyer mais qui serait disposée si on lui en offrait), 38% contre 0.5% des hommes. Le chômage frappe quatre fois (12.7% de la PAT) plus les femmes que les hommes (3.3%). A Kayes, le rapport est de 1 à 6, 13.3% de femmes chômeurs contre 2.3% d'hommes. Si le chômage a un visage féminin, ce visage est en plus juvénile, 23.5% des filles de 18-24 ans, avec 20.4% de l'ensemble de la PAT de cette tranche d'âge et 15.5% les jeunes garçons, dans tous les cas les taux les plus élevés. Il est en outre plus urbain que rural. S'agissant de la main-d'œuvre potentielle (MOP), elle est la position occupée par la majorité (53.2%) des femmes du nord, suivie de celles de Kayes (44.1%). La MOP est inversement corrélée à la participation à l'emploi. Le plus de réservoir de MOP réside dans la jeunesse féminine, 18-35 ans, 30% de cette sous-population. Elle est beaucoup moins présente au niveau postsecondaire d'éducation, 6.8%, et même absente chez les hommes de ce niveau d'éducation.

Tableau 23. Position sur le marché du travail

		Homme				Femme				Total			
		Population hors main-d'œuvre	Population au chômage	Population en emploi	Main-d'œuvre potentielle	Population hors main-d'œuvre	Population au chômage	Population en emploi	Main-d'œuvre potentielle	Population hors main-d'œuvre	Population au chômage	Population en emploi	Main-d'œuvre potentielle
	Kayes	0.0%	2.3%	97.3%	0.3%	0.0%	13.3%	42.6%	44.1%	0.0%	7.7%	70.4%	21.9%
	Koulikoro	0.4%	5.3%	93.5%	0.8%	1.5%	9.3%	72.5%	16.6%	1.0%	7.4%	82.9%	8.8%
	Sikasso	2.3%	1.7%	95.6%	0.5%	1.0%	13.2%	68.1%	17.6%	1.7%	6.9%	83.2%	8.2%
	Ségou	1.0%	1.7%	97.3%	0.0%	0.0%	7.1%	59.9%	33.0%	0.5%	4.2%	80.3%	15.0%
	Mopti	1.4%	0.0%	98.6%	0.0%	1.4%	9.9%	60.0%	28.8%	1.4%	4.9%	79.4%	14.3%
	Gao-Kidal-Ménaka-Taoudenni-Tombouctou	2.0%	6.3%	91.7%	0.0%	3.0%	19.3%	24.4%	53.2%	2.5%	12.0%	62.1%	23.4%
Région	Bamako	4.3%	4.5%	90.0%	1.3%	2.3%	19.1%	53.1%	25.5%	3.3%	11.8%	71.6%	13.3%
Milieu	Urbain	4.1%	5.9%	89.4%	0.5%	2.8%	16.9%	54.0%	26.3%	3.5%	11.3%	72.2%	13.1%
	Rural	0.3%	1.9%	97.4%	0.5%	0.4%	10.4%	59.9%	29.3%	0.4%	6.0%	79.5%	14.2%
Age	18-24 ans	9.7%	15.5%	74.8%	0.0%	4.6%	23.5%	40.4%	31.5%	6.6%	20.4%	53.8%	19.2%
	25-35 ans	1.5%	4.3%	92.4%	1.8%	0.5%	14.2%	55.5%	29.8%	0.9%	9.8%	72.1%	17.2%
	36-54 ans	0.0%	0.8%	99.2%	0.0%	0.4%	8.1%	66.1%	25.5%	0.2%	4.3%	83.4%	12.1%
	55+ ans	0.0%	0.0%	99.8%	0.2%	0.0%	2.5%	71.1%	26.4%	0.0%	0.7%	91.9%	7.4%
Education	Aucun	0.9%	0.0%	98.0%	1.1%	0.0%	6.0%	61.4%	32.6%	0.4%	3.3%	78.2%	18.2%
	Primaire	0.6%	1.1%	98.2%	0.0%	0.2%	21.8%	55.5%	22.5%	0.4%	10.4%	79.2%	10.1%
	Secondaire	2.6%	11.2%	86.2%	0.0%	5.5%	22.4%	45.1%	27.0%	3.8%	15.8%	69.5%	11.0%
	Postsecondaire	5.4%	11.3%	83.3%	0.0%	12.4%	24.9%	55.8%	6.8%	7.4%	15.2%	75.5%	1.9%
Total		1.6%	3.3%	94.7%	0.5%	1.2%	12.7%	57.8%	28.3%	1.4%	7.8%	77.0%	13.8%

3.2. Obstacles à l'emploi des femmes

Parmi les obstacles à l'emploi des femmes, deux sont parfaitement liées aux tâches domestiques non rémunérées, à savoir le manque de garderie d'enfants (les femmes s'occupent bien plus que les hommes de la garde des enfants et des soins aux malades, aux personnes âgées et aux personnes en situation de handicap dans le ménage) et le manque de flexibilité dans l'exercice de l'emploi pour le rendre compatible avec les exigences des soins non rémunérés aux autres. Ces deux raisons totalisent 23% des obstacles à l'emploi des femmes. L'obstacle qui vient en tête dans cette enquête ressort au fait qu'un tel emploi soit socialement inacceptable, 25%. Suivent le manque de compétence ou d'éducation et la préférence pour les hommes, 25% les deux. Bien d'autres obstacles ont été mentionnés sans davantage de précision, 14% des répondants avec 25% à Ségou. Ils sont seulement 5% des sondés à juger qu'il n'y ait aucun obstacle à l'emploi des femmes, mais bien plus à Bamako et au nord (11% chacune) et pour les personnes de niveau secondaire d'éducation (10%).

Tableau 24. Principal obstacle à l'emploi des femmes en général

		Aucun	Socialement inacceptable	Manque de compétence /éducation	Manque de garderie d'enfants	Préférence aux hommes	Manque de flexibilité	Autre	Refus/SP
Région	Kayes	7%	27%	17%	14%	13%	4%	16%	2%
	Koulikoro	11%	26%	11%	16%	9%	10%	10%	5%
	Sikasso	4%	25%	16%	6%	19%	5%	18%	7%
	Ségou	7%	17%	12%	20%	4%	11%	25%	3%
	Mopti	10%	23%	24%	14%	13%	5%	11%	0%
	Gao-Kidal-Ménaka-Taoudenni-Tombouctou	8%	36%	6%	22%	14%	7%	7%	0%
	Bamako	12%	26%	6%	18%	13%	11%	10%	4%
Milieu	Urbain	9%	26%	9%	19%	13%	10%	10%	4%
	Rural	8%	25%	15%	13%	12%	7%	16%	4%
Age	18-24 ans	10%	33%	9%	18%	9%	6%	8%	7%
	25-35 ans	7%	25%	13%	16%	15%	9%	12%	2%
	36-54 ans	8%	25%	13%	14%	13%	8%	17%	3%
	55+ ans	10%	20%	16%	15%	8%	9%	18%	4%
Education	Aucun	7%	26%	14%	12%	11%	6%	18%	5%
	Primaire	10%	22%	14%	17%	12%	11%	11%	3%
	Secondaire	13%	26%	10%	22%	14%	4%	8%	3%
	Postsecondaire	4%	28%	9%	18%	12%	20%	7%	2%
Total		8%	25%	13%	15%	12%	8%	14%	4%

Aux yeux des femmes enquêtées, le travail domestique non rémunéré, à travers l'absence de garderie d'enfants et le manque de flexibilité dans l'emploi, constitue 25% des obstacles à leur emploi, 2 points de pourcentage de plus que pour l'ensemble de la population et 4 fois plus qu'aux yeux des hommes. Le caractère socialement inacceptable de l'emploi des femmes vient ici en tête des obstacles, 28% (contre 25% dans l'ensemble et seulement 23% de l'avis des hommes), jusqu'à 40% au nord. L'importance de ce premier obstacle diminue avec l'âge et un peu plus ressenti en milieu rural qu'en milieu urbain.

Tableau 25. Principal obstacle à l'emploi des femmes selon les femmes

		Aucun	Socialement inacceptable	Manque de compétence /éducation	Manque de garderie d'enfants	Préférence aux hommes	Manque de flexibilité	Autre	Refus/SP
Région	Kayes	3%	29%	14%	19%	17%	3%	15%	0%
	Koulikoro	2%	33%	14%	19%	7%	12%	12%	1%
	Sikasso	2%	26%	10%	8%	26%	4%	18%	5%
	Ségou	4%	17%	10%	24%	5%	11%	25%	5%
	Mopti	6%	26%	26%	16%	13%	3%	10%	0%
	Gao-Kidal-Ménaka-Taoudenni-Tombouctou	11%	40%	2%	22%	16%	6%	4%	0%
	Bamako	11%	28%	7%	16%	16%	10%	9%	3%
Milieu	Urbain	7%	27%	10%	20%	13%	11%	11%	1%
	Rural	4%	29%	13%	16%	15%	6%	16%	3%
Age	18-24 ans	8%	34%	10%	17%	9%	10%	10%	3%
	25-35 ans	4%	27%	12%	15%	20%	8%	12%	1%
	36-54 ans	4%	27%	14%	18%	11%	5%	19%	2%
	55+ ans	4%	25%	8%	20%	13%	11%	15%	3%
Education	Aucun	4%	29%	14%	15%	13%	6%	17%	3%
	Primaire	5%	27%	12%	22%	11%	10%	11%	1%
	Secondaire	10%	27%	4%	21%	19%	4%	10%	4%
	Postsecondaire	1%	32%	0%	14%	24%	27%	1%	0%
Total		5%	28%	12%	17%	14%	8%	14%	2%

Les hommes admettent, à 23%, que le premier obstacle à l'emploi des femmes est que cela est socialement inacceptable. C'est davantage avoué au nord, 33% des obstacles et par les jeunes garçons 18-24 ans, 32%. Le manque de compétence des femmes qui vient en deuxième position aux yeux des hommes, 14%, est contesté par les jeunes car seulement 9% d'entre eux l'admettraient, tout comme ils admettent moins le manque de flexibilité de l'emploi (2%) mais admettent au plus fort taux, 21%, le manque de garderie d'enfants.

Tableau 26. Principal obstacle à l'emploi des femmes selon les hommes

		Aucun	Socialement inacceptable	Manque de compétence /éducation	Manque de garderie d'enfants	Préférence aux hommes	Manque de flexibilité	Autre	Refus/SP
Région	Kayes	11%	25%	20%	9%	9%	5%	16%	4%
	Koulikoro	20%	20%	8%	14%	11%	8%	8%	10%
	Sikasso	5%	24%	21%	5%	12%	6%	17%	9%
	Ségou	10%	17%	14%	17%	4%	12%	25%	1%
	Mopti	14%	20%	22%	11%	14%	7%	11%	0%
	Gao-Kidal-Ménaka-Taoudenni-Tombouctou	6%	33%	10%	23%	12%	8%	9%	0%
	Bamako	13%	24%	5%	19%	10%	13%	11%	5%
Milieu	Urbain	12%	25%	9%	19%	12%	9%	9%	6%
	Rural	12%	22%	17%	11%	9%	8%	17%	5%
Age	18-24 ans	13%	31%	9%	21%	8%	2%	6%	11%
	25-35 ans	11%	23%	15%	16%	10%	10%	12%	3%
	36-54 ans	11%	23%	12%	10%	15%	10%	15%	4%
	55+ ans	12%	18%	19%	13%	6%	8%	20%	5%
Education	Aucun	11%	24%	13%	9%	9%	6%	20%	8%
	Primaire	13%	19%	16%	12%	13%	11%	12%	4%
	Secondaire	15%	24%	14%	23%	10%	5%	6%	1%
	Postsecondaire	5%	26%	13%	19%	7%	18%	9%	2%
Total		12%	23%	14%	13%	10%	8%	14%	5%

Afin de booster les partenariats économiques avec ces pays, des actions pertinentes à mener également en termes de diplomatie économique seraient d'intensifier les relations diplomatiques avec ces pays et d'organiser des rencontres entre les gouvernements, les secteurs privés respectifs dans les domaines cruciaux et les partenariats public-privé).

Le Gouvernement Malien devra mettre en œuvre sur le terrain toutes les conditions nécessaires afin que les projets se matérialisent (y compris des incitations fiscales, l'assouplissement de certaines conditions, la rapidité dans les procédures...).

En ce sens les excellentes relations entre le Mali et la Russie ainsi que la Chine sont des atouts importants pour bénéficier du soutien de l'Alliance.

Il est aussi important d'agir de concert avec les autres pays qui ont des intérêts communs avec le Mali, en l'occurrence la République Centrafricaine, où l'Alliance a décidé d'installer le futur siège de la NBD pour l'Afrique, et le Burkina-Faso où le Représentant des BRICS en Afrique Centrale et en Afrique de l'Ouest, M. Ahoua Don Mello vient d'effectuer une visite.

Il serait également pertinent d'approcher le Représentant des BRICS en Afrique Centrale et en Afrique de l'Ouest, M. Ahoua Don Mello en vue de concrétiser ces démarches.

3.3. Chômage et sous-utilisation de la main-d'œuvre

Après la répartition de la population adulte (18 ans et plus ici) en main-d'œuvre (chômeurs et personnes en emploi) et population hors main-d'œuvre (main-d'œuvre potentielle et autre population hors main-d'œuvre), la présente section s'intéresse plus spécifiquement aux chômeurs, à la population potentielle et aux personnes en emploi à temps partiel et qui souhaiteraient travailler davantage. Ces éléments sont constitutifs du chômage et de la sous-utilisation de la main-d'œuvre. Ce sont les taux de chômage au sens strict (SU1), de chômage combiné au sous-emploi lié au temps de travail (SU2), de chômage combiné à la main-d'œuvre potentielle (SU3) et de chômage combiné au sous-emploi et à la main-d'œuvre potentielle (SU4). Les deux premiers sont calculés en rapportant à la main-d'œuvre (chômeurs plus personnes en emploi) les chômeurs respectivement les chômeurs majorés des personnes à temps partiel tandis que les deux derniers sont des rapports à la main-d'œuvre majorée de la main-d'œuvre potentielle, jadis appelée main-d'œuvre élargie. Il ne faut pas confondre SU1 avec la proportion de chômeurs dans la population totale en âge de travailler car SU1 est un rapport à la seule main-d'œuvre, soit le taux de chômage au sens strict. Ce taux est de 9.1% dans l'ensemble, à raison de 18% chez les femmes et de 3.3% chez les hommes, un rapport du simple au quintuple ou presque. Le taux de chômage diminue sensiblement avec l'âge, de 27.5% chez les jeunes 18-24 ans à 11.9% les 25-35 ans et de 4.9% les 36-54 ans pour finir insignifiant au-delà. A l'inverse, il augmente avec le niveau d'éducation en tout cas jusqu'au niveau secondaire. Ces deux observations sont valables quel que soit le sexe des répondants. Le taux de chômage semble deux fois plus élevé en milieu urbain qu'en milieu rural. Le chômage frappe proportionnellement plus de femmes au nord (44.2%), puis à Bamako (26.5%) et à Kayes (23.8%) et dans tous les cas cela concerne plus les jeunes et les personnes les plus éduquées.

Tableau 27. Taux de chômage et de sous-utilisation de la main-d'œuvre

		Homme				Femme				Total			
		SU1	SU2	SU3	SU4	SU1	SU2	SU3	SU4	SU1	SU2	SU3	SU4
Région	Kayes	2.4%	9.3%	2.7%	9.6%	23.8%	29.3%	57.4%	60.5%	9.9%	16.3%	29.6%	34.6%
	Koulikoro	5.4%	12.1%	6.2%	12.8%	11.4%	14.9%	26.4%	29.2%	8.2%	13.4%	16.3%	21.1%
	Sikasso	1.7%	3.5%	2.2%	3.9%	16.3%	21.2%	31.1%	35.2%	7.6%	10.7%	15.3%	18.1%
	Ségou	1.8%	2.2%	1.8%	2.2%	10.6%	20.1%	40.1%	46.4%	5.0%	8.7%	19.3%	22.5%
	Mopti	0.0%	9.2%	0.0%	9.2%	14.1%	14.9%	39.2%	39.7%	5.8%	11.5%	19.5%	24.4%
	Gao-Kidal-Ménaka-Taoudenni-Tombouctou	6.5%	12.8%	6.5%	12.8%	44.2%	48.6%	74.8%	76.8%	16.2%	22.1%	36.3%	40.7%
	Bamako	4.8%	12.2%	6.0%	13.4%	26.5%	33.7%	45.7%	51.0%	14.2%	21.5%	26.0%	32.3%
Milieu	Urbain	6.2%	15.8%	6.8%	16.3%	23.9%	28.1%	44.5%	47.6%	13.5%	20.9%	25.2%	31.6%
	Rural	1.9%	4.9%	2.4%	5.4%	14.8%	20.4%	39.9%	43.8%	7.0%	11.0%	20.2%	23.6%
Age	18-24 ans	17.2%	22.0%	17.2%	22.0%	36.8%	46.3%	57.7%	64.0%	27.5%	34.8%	42.4%	48.2%
	25-35 ans	4.5%	14.7%	6.2%	16.2%	20.4%	24.5%	44.2%	47.1%	11.9%	19.3%	27.2%	33.3%
	36-54 ans	0.8%	6.4%	0.8%	6.4%	10.9%	16.0%	33.7%	37.5%	4.9%	10.2%	16.4%	21.2%
	55+ ans	0.0%	0.3%	0.2%	0.5%	3.4%	4.8%	28.9%	29.9%	0.7%	1.3%	8.1%	8.6%
Education	Aucun	0.0%	1.8%	1.1%	2.9%	8.9%	13.5%	38.6%	41.7%	4.0%	7.1%	21.5%	24.0%
	Primaire	1.1%	7.9%	1.1%	7.9%	28.2%	34.4%	44.4%	49.2%	11.6%	18.1%	20.5%	26.4%
	Secondaire	11.5%	22.2%	11.5%	22.2%	33.2%	37.9%	52.3%	55.6%	18.5%	27.3%	27.8%	35.6%
Education	Postsecondaire	11.9%	19.2%	11.9%	19.2%	30.9%	37.4%	36.2%	42.3%	16.7%	23.8%	18.5%	25.4%
	Total	3.3%	8.5%	3.8%	8.9%	18.0%	23.1%	41.4%	45.1%	9.1%	14.3%	21.9%	26.3%

Le taux de chômage combiné au sous-emploi lié au temps de travail (SU2) est plus de deux fois (2.7) plus élevé parmi les femmes que parmi les hommes, 23.1% contre 8.5%. Il suit les mêmes tendances distributives par région, milieu, sexe et niveau d'éducation que le taux de chômage au sens strict. Pour aucune caractéristique, le taux de chômage ou de sous-utilisation de la main-d'œuvre des femmes n'est inférieur à celui des hommes. Du fait que les femmes enregistrent les plus hautes proportions de femmes dans la main-d'œuvre potentielle, leur sous-utilisation liée à cette catégorie de population est nettement plus élevée que chez les hommes. Ainsi, le taux de chômage lié à la main-d'œuvre potentielle (SU3) est 11 fois

supérieur à celui des hommes et le taux global de sous-utilisation de la main-d'œuvre (chômage lié au sous-emploi et à la main-d'œuvre potentielle) est 5 fois plus élevé chez les femmes que chez les hommes. Ce dernier fléau touche la majorité des filles 18-24 ans (64% d'entre elles), des femmes de niveau secondaire d'instruction (55.6%) et celles résidant dans la région de Kayes (60.5%). Par contre, son taux le plus élevé chez les hommes est d'à peine 22% chez les hommes de niveau secondaire d'éducation (22.2%) et les garçons 18-24 ans (22.0%).

3.4. Désœuvrement des filles et des femmes

Le désœuvrement est ici mesuré par (i) la position de jeunes (18-35 ans) ni en emploi ni à l'école, (ii) la population active (25-54 ans) ni en emploi ni au chômage, et (iii) la population au travail mais pas en emploi, à ne pas confondre avec la population qui déclare n'effectuer aucune tâche domestique quelconque non rémunérée puisqu'une telle question n'a pas été posée lors des enquêtes Afrobarometer.

3.4.1. Jeunes (18-35 ans) ni en emploi ni à l'école

La population jeune (18-35 ans) ni élève ou étudiante ni en emploi représente 27% de la jeunesse, à raison de 32% les 18-24 ans et de 24% les 25-35 ans. Quelle que soit la tranche d'âge, les taux les plus élevés sont observés chez les femmes, 52% les 18-24 ans, pour aucun jeune garçon, et 42% les 25-35 ans contre seulement 2% des jeunes garçons de cette tranche d'âge. Pour toute la jeunesse, on rencontre proportionnellement plus de femmes ni à l'école ni en emploi dans les régions de Kayes (73%, 79% les 18-24 ans et 68% les 25-35 ans) et du nord (68%, 42% les 18-24 ans et 78% les 25-35 ans). Le fait qu'il n'y ait aucun garçon de 18-24 ans ni en emploi ni à l'école signifie justement que les garçons poursuivent proportionnellement plus leurs études que les filles, à défaut ils rentrent plutôt que les filles sur le marché de l'emploi et connaissent probablement moins d'échec ou d'abandon scolaire que les filles. Du fait que le taux de cette population féminine désœuvrée soit relativement plus bas à 25-35 ans qu'à 18-24 ans signifierait que les femmes entrent plus tardivement sur le marché de l'emploi alors qu'elles étaient déjà sur le marché du travail mais hors main-d'œuvre. L'exception du niveau secondaire d'éducation, 55% les 25-35 ans et 35% les 18-24 ans peut provenir aussi du retrait des femmes du marché de l'emploi une fois mariées en raison de l'opposition de leurs maris à ce que leurs femmes continuent de travailler contre rémunération sans compter que les redoublements et autres abandons temporaires pour telles ou telles raisons, grossesse, fugues ou emploi domestique rémunéré pour constituer le trousseau de mariage, etc. peuvent prolonger la durée de vie scolaire de celles qui arrivent au secondaire.

Tableau 28. Population (18-35 ans) ni en emploi ni à l'école

		18-24 ans			25-35 ans			18-35 ans		
		Homme	Femme	Total	Homme	Femme	Total	Homme	Femme	Total
Région	Kayes	0%	79%	70%	0%	68%	38%	0%	73%	50%
	Koulikoro	0%	35%	18%	7%	38%	25%	4%	37%	22%
	Sikasso	0%	53%	23%	2%	28%	16%	1%	36%	18%
	Ségou	0%	60%	47%	0%	29%	16%	0%	44%	28%
	Mopti	0%	34%	23%	0%	27%	14%	0%	30%	18%
	Gao-Kidal-Ménaka-Taoudenni-Tombouctou	0%	42%	28%	0%	78%	44%	0%	68%	40%
	Bamako	0%	48%	27%	4%	32%	19%	2%	38%	22%
Milieu	Urbain	0%	53%	31%	2%	34%	18%	1%	43%	23%
	Rural	0%	52%	33%	2%	45%	27%	2%	47%	29%
Education	Aucun	0%	53%	39%	6%	45%	33%	4%	48%	35%
	Primaire	0%	61%	38%	1%	37%	18%	1%	48%	26%
	Secondaire	0%	38%	19%	0%	55%	24%	0%	47%	22%
	Postsecondaire	0%	34%	10%	0%	11%	4%	0%	17%	6%
Total		0%	52%	32%	2%	42%	24%	1%	46%	27%

3.4.2. Population (25-54 ans) ni en emploi ni au chômage

La population inactive au sens de celle âgée de 25-54 ans ni en emploi ni au chômage représente 15% de la population, 28% des femmes et 1% des hommes. Elle est composée, pour cette tranche d'âge, de la population hors main-d'œuvre qu'elle soit de la main-d'œuvre potentielle ou non. Il est quand même surprenant que l'inactivité des femmes de 25-35 ans soit généralement plus importante en termes de taux que celle des 36-54 ans, 30% contre 26% dans l'ensemble. Les exceptions notoires à ce constat global sont relatives aux femmes de niveau secondaire et postsecondaire d'éducation, 29% contre 45% respectivement 6% contre 24%, comme c'est aussi le cas à Mopti, 16% contre 51%. Le fait que l'inactivité soit proportionnellement plus rurale qu'urbaine peut s'expliquer par le fait qu'à la campagne, les femmes sont relativement plutôt désengagées des travaux rémunérateurs collectifs comme les travaux champêtres au profit des belles-filles ou de plus jeunes coépouses. Finalement, les hommes sont beaucoup moins inactifs que les femmes, pour des taux allant de 0 à 4% contre de 9 à 57% selon les niveaux d'éducation et les régions.

Tableau 29. Population (25-54 ans) inactive

		25-35 ans			36-54 ans			25-54 ans		
		Homme	Femme	Total	Homme	Femme	Total	Homme	Femme	Total
Région	Kayes	0%	50%	28%	0%	34%	19%	0%	41%	23%
	Koulikoro	4%	29%	18%	0%	10%	6%	1%	17%	11%
	Sikasso	6%	12%	10%	0%	19%	7%	3%	15%	8%
	Ségou	0%	23%	12%	0%	38%	17%	0%	32%	16%
	Mopti	5%	16%	11%	0%	51%	26%	2%	34%	19%
	Gao-Kidal-Ménaka-Taoudenni-Tombouctou	1%	60%	34%	0%	52%	15%	0%	57%	25%
	Bamako	4%	30%	18%	0%	18%	8%	2%	25%	13%
Milieu	Urbain	4%	25%	15%	0%	22%	10%	2%	24%	12%
	Rural	3%	33%	20%	0%	27%	13%	1%	30%	16%
Education	Aucun	8%	36%	28%	0%	25%	14%	2%	30%	20%
	Primaire	0%	25%	12%	0%	21%	8%	0%	23%	10%
	Secondaire	0%	29%	13%	0%	45%	16%	0%	35%	14%
	Postsecondaire	5%	6%	6%	0%	24%	4%	4%	9%	5%
Total		3%	30%	18%	0%	26%	12%	1%	28%	15%

3.4.3. Population au travail mais pas en emploi

Les femmes participent moins au marché de l'emploi tout en étant plus présentes sur le marché du travail non rémunéré. Elles sont 42% de la population adulte féminine dans cette situation tandis que seulement 5% des hommes s'y trouvent. Ces femmes sont même majoritaires dans les régions du nord (76%) et de Kayes (57%) ainsi que parmi les femmes de niveau secondaire d'éducation (55%). C'est enfin une caractéristique des filles de 18-24 ans, 60% d'entre elles, tranche d'âge qui enregistre aussi le plus fort taux chez les hommes, 25% contre 8% les 25-35 ans et à peine 1% les plus de 35 ans. Chez les hommes comme chez les femmes, le taux d'inactivité baisse avec l'âge, de 60% les femmes de 18-24 ans à 29% les plus de 54 ans toujours des femmes.

Tableau 30. Population au travail mais pas en emploi

		Homme	Femme	Total
Région	Kayes	3%	57%	30%
	Koulikoro	7%	27%	17%
	Sikasso	4%	32%	17%
	Ségou	3%	40%	20%
	Mopti	1%	40%	21%
	Gao-Kidal-Ménaka-Taoudenni-Tombouctou	8%	76%	38%
	Bamako	10%	47%	28%
Milieu	Urbain	11%	46%	28%
	Rural	3%	40%	20%
Age	18-24 ans	25%	60%	46%
	25-35 ans	8%	45%	28%
	36-54 ans	1%	34%	17%
	55+ ans	0%	29%	8%
Education	Aucun	2%	39%	22%
	Primaire	2%	44%	21%
	Secondaire	14%	55%	30%
	Postsecondaire	17%	44%	25%
Total		5%	42%	23%

4. Accès à la propriété et aux TIC

Dans l'énumération des cibles des ODD, les cibles contenant des lettres sont non pas des résultats à atteindre mais des moyens de mise en œuvre. On en distingue trois, 5.a, 5.b et 5.c. Ce sont (a) les droits des femmes aux ressources économiques, leur accès à la propriété et au contrôle des terres et d'autres formes de propriété, aux services financiers, à l'héritage et aux ressources naturelles, (b) l'autonomisation des femmes par le renforcement de leur utilisation des technologies de l'information et de la communication (TIC), et (c) le renforcement et l'adoption de politiques et stratégies de promotion de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des filles et des femmes. Dans tous ces domaines, les Etats sont invités à entreprendre des réformes et à renforcer les actions à travers des politiques et stratégies favorables à l'égalité des sexes et l'autonomisation des filles et des femmes. Relativement à ces cibles, les données de l'enquête Afrobarometer permettent de renseigner les droits des femmes au foncier, leur possession de biens, leurs sources d'information, d'accès aux réseaux sociaux et d'utilisation d'Internet.

4.1. Chance et droit de possession du foncier

Sur le foncier, les questions avaient plutôt été posées en 2022 et non reconduites en 2024. Ce sont donc ces données de 2022 et non de 2024 qui sont traitées ici. Elles montrent que la majorité des répondants est d'accord voire tout à fait d'accord avec l'affirmation selon laquelle "les femmes devraient avoir les mêmes droits de possession ou de succession au foncier que les hommes", 57% d'entre eux pour seulement 51% des hommes mais 63% des femmes. C'est dans les seules régions du nord (Gao-Kidal-Ménaka-Taoudenni-Tombouctou) et surtout de Sikasso que la majorité ne se dégage pas en faveur de l'affirmation ci-dessus, 49% pour respectivement 44%. Plus surprenant, même les femmes de ces régions ne s'y prononcent pas majoritairement a fortiori les hommes. Le nord est peu doté en terres arables vu la dominance du désert, à l'opposé de Sikasso, la région la mieux arrosée du Mali avec d'importantes superficies propices à l'agriculture et à l'élevage de pâturage mais dont la densité de population est de plus en plus importante. Ensuite à Sikasso, l'agriculture de rente surtout celle du coton a exacerbé le droit à la terre. De façon générale, le milieu rural est moins favorable au droit égal de propriété foncière entre hommes et femmes, 55% contre 61% pour le milieu urbain avec un écart encore plus significatif chez les femmes, 60% contre 72%. Dans tous les cas, les hommes y sont moins favorables que les femmes si ce n'est au nord, 55% contre 43%.

Tableau 31. Les femmes devraient avoir les mêmes au foncier que les hommes

		Homme				Femme				Total			
		Tout à fait/en désaccord	Ni en accord ni en désaccord	Tout à fait/en accord	NSP	Tout à fait/en désaccord	Ni en accord ni en désaccord	Tout à fait/en accord	NSP	Tout à fait/en désaccord	Ni en accord ni en désaccord	Tout à fait/en accord	NSP
Région	Kayes	49%	0%	51%	0%	37%	0%	63%	0%	44%	0%	56%	0%
	Koulikoro	42%	4%	54%	0%	30%	1%	67%	2%	36%	3%	60%	1%
	Sikasso	58%	4%	38%	0%	50%	0%	49%	0%	54%	2%	44%	0%
	Ségou	40%	0%	60%	0%	22%	0%	76%	2%	32%	0%	67%	1%
	Mopti	43%	1%	56%	0%	37%	0%	63%	0%	40%	1%	60%	0%
	Gao-Kidal-Ménaka-Taoudenni-Tombouctou	45%	0%	55%	0%	57%	0%	43%	0%	51%	0%	49%	0%
Milieu	Bamako	48%	0%	50%	1%	23%	1%	73%	3%	36%	0%	61%	2%
	Urbain	45%	2%	52%	1%	26%	0%	72%	2%	37%	1%	61%	1%
	Rural	47%	2%	51%	0%	38%	0%	60%	1%	43%	1%	55%	0%
Age	18-24 ans	51%	0%	47%	1%	32%	1%	67%	0%	41%	0%	58%	1%
	25-35 ans	51%	0%	48%	0%	37%	1%	61%	1%	44%	1%	55%	1%
	36-54 ans	48%	4%	49%	0%	33%	0%	65%	2%	40%	2%	57%	1%
	55+ ans	40%	1%	59%	0%	42%	0%	58%	0%	41%	1%	58%	0%
Education	Aucun	54%	1%	45%	0%	36%	0%	62%	1%	45%	1%	54%	1%
	Primaire	42%	3%	55%	0%	40%	1%	59%	1%	41%	2%	57%	0%
	Secondaire	39%	1%	58%	1%	24%	0%	74%	2%	34%	1%	64%	1%
	Postsecondaire	41%	0%	59%	0%	25%	0%	75%	0%	36%	0%	64%	0%
Total		47%	2%	51%	0%	35%	0%	63%	1%	41%	1%	57%	1%

Dans la réalité des faits, la majorité des maliens reconnaît que "les femmes et les hommes n'ont pas les mêmes chances de posséder des terres et d'en hériter", 60% dans l'ensemble et par sexe. Il n'y a qu'à Bamako où 41% des sondés trouvent que les femmes et les hommes n'ont pas les mêmes chances de posséder des terres et d'en hériter, autrement dit, pour 54% d'entre eux ce droit serait le même avec 1% de dubitatifs et 3% qui n'en sauraient rien. Dans l'ensemble, les 38% qui pensent que les chances de propriété foncière sont les mêmes pour les femmes que pour les hommes, ce sont 39% des hommes et 37% des femmes, 59% des hommes de Bamako pour 49% des femmes. Ces taux augmentent partout avec le niveau d'éducation tout au moins jusqu'au niveau secondaire. Ils sont toujours moins élevés en milieu rural qu'en milieu urbain, de 11 points de pourcentage au total pour 15 points chez les hommes et seulement 5 points chez les femmes.

Tableau 32. Les femmes et les hommes ont les mêmes chances de posséder des terres et d'en hériter

		Homme				Femme				Total			
		Tout à fait/en désaccord	Ni en accord ni en désaccord	Tout à fait/en accord	NSP	Tout à fait/en désaccord	Ni en accord ni en désaccord	Tout à fait/en accord	NSP	Tout à fait/en désaccord	Ni en accord ni en désaccord	Tout à fait/en accord	NSP
Région	Kayes	61%	0%	39%	0%	61%	1%	37%	1%	61%	0%	38%	1%
	Koulikoro	59%	0%	41%	0%	58%	3%	38%	1%	59%	1%	39%	0%
	Sikasso	72%	2%	27%	0%	67%	0%	32%	1%	70%	1%	29%	0%
	Ségou	63%	0%	37%	0%	60%	3%	36%	0%	62%	2%	37%	0%
	Mopti	65%	6%	28%	1%	59%	7%	34%	0%	62%	7%	31%	1%
	Gao-Kidal-Ménaka-Taoudenni-Tombouctou	58%	0%	42%	0%	63%	4%	33%	0%	60%	2%	38%	0%
	Bamako	36%	0%	59%	5%	47%	3%	49%	1%	41%	1%	54%	3%
Milieu	Urbain	47%	1%	50%	2%	54%	3%	42%	1%	50%	2%	46%	2%
	Rural	64%	1%	35%	0%	61%	2%	36%	1%	63%	2%	35%	0%
Age	18-24 ans	62%	0%	38%	0%	52%	2%	45%	1%	57%	1%	42%	0%
	25-35 ans	63%	2%	35%	1%	64%	4%	32%	1%	63%	3%	33%	1%
	36-54 ans	60%	0%	39%	0%	60%	1%	37%	1%	60%	1%	38%	1%
	55+ ans	56%	1%	42%	1%	56%	4%	41%	0%	56%	2%	42%	1%
Education	Aucun	62%	1%	36%	1%	62%	2%	34%	1%	62%	2%	35%	1%
	Primaire	64%	0%	34%	1%	60%	3%	36%	1%	62%	2%	35%	1%
	Secondaire	52%	1%	47%	0%	44%	5%	51%	0%	49%	3%	48%	0%
	Postsecondaire	51%	0%	49%	0%	54%	0%	46%	0%	52%	0%	48%	0%
Total		60%	1%	39%	1%	60%	3%	37%	1%	60%	2%	38%	1%

4.2. Possession de biens

Au regard d'un certain nombre d'actifs ménagers personnellement possédés, on s'aperçoit que dans tous les cas, les hommes sont plus propriétaires que les femmes. Les écarts sont de 64 points de pourcentage pour la possession personnelle de moto ou de voiture, 77% contre 13%, 30 points pour les comptes d'argent mobiles, 80% contre 50%. Ils sont relativement faibles pour la possession de radio, 24 points, 74% contre 50%), le téléphone portable (19 points, 93% contre 74%) et encore plus bas en ce qui concerne la possession de téléviseur, de compte bancaire ou d'ordinateur. Il faut tout de même noter que seulement 12% des maliens déclarent détenir un compte bancaire, 20% des hommes et 5 fois moins de femmes, 4%. La possession d'actifs du ménage est plus importante chez les hommes que chez les femmes, en d'autres termes la propriété personnelle de ces biens est plus masculine que féminine. Il n'y a qu'à Bamako où les femmes possèdent proportionnellement plus de téléphone portable que les hommes, 98% contre 97%, un des actifs les mieux partagés au Mali, 84% de tous les adultes à raison de 93% des hommes et 74% des femmes. De la même manière, les filles de 18-24 ans possèdent proportionnellement plus de téléviseur que les hommes, 42% contre 27%. Dans l'ensemble également, la radio est un bien mieux partagé que la télévision, 63% contre 45% avec chez les hommes 74% contre 53% et chez les femmes, 50% contre 36%. Les moyens de locomotion prisés que sont la moto et la voiture sont majoritairement possédés par les hommes, 77% d'entre eux contre seulement 13% des femmes. Les femmes propriétaires de tel actif se recrutent davantage à Bamako (27%) et plus généralement en milieu urbain (22%) et surtout parmi les femmes de niveau postsecondaire d'éducation (39%). Le faible taux de bancarisation est compensé au Mali par une plus forte possession de compte d'argent mobile, 12% contre 66%, avec 20% contre 80% chez les hommes et 4% contre 50% chez les femmes, des écarts énormes quoi. Les jeunes enregistrent les plus faibles taux de possession des biens ménagers sauf pour l'ordinateur où les 9% des 18-24 ans en possèdent contre 6% les 25-54 ans et 5% les 55 ans et plus.

Tableau 33. Les biens personnellement possédés

		Homme							Femme							Total						
		Radio	Télévision	Voiture/moto	Ordinateur	Compte bancaire	Téléphone portable	Compte d'argent mobile	Radio	Télévision	Voiture/moto	Ordinateur	Compte bancaire	Téléphone portable	Compte d'argent mobile	Radio	Télévision	Voiture/moto	Ordinateur	Compte bancaire	Téléphone portable	Compte d'argent mobile
Région	Kayes	79%	51%	76%	8%	20%	95%	74%	52%	49%	5%	2%	2%	71%	49%	65%	50%	41%	5%	11%	83%	62%
	Koulikoro	71%	53%	72%	14%	24%	92%	80%	55%	40%	15%	2%	7%	75%	53%	63%	47%	43%	8%	16%	83%	66%
	Sikasso	77%	52%	89%	7%	15%	96%	83%	42%	22%	9%	0%	1%	66%	37%	62%	38%	53%	4%	9%	82%	62%
	Ségou	78%	50%	85%	7%	13%	91%	80%	48%	22%	8%	0%	2%	61%	45%	64%	37%	50%	4%	8%	77%	64%
	Mopti	89%	50%	91%	3%	11%	98%	84%	30%	23%	12%	0%	4%	81%	42%	60%	36%	52%	1%	8%	90%	63%
	Gao-Kidal-Ménaka-Taoudenni-Tombouctou	71%	34%	46%	3%	12%	84%	60%	57%	17%	18%	0%	2%	56%	35%	65%	27%	34%	2%	7%	72%	49%
	Bamako	62%	73%	71%	27%	34%	97%	92%	57%	58%	27%	9%	10%	98%	79%	60%	66%	49%	18%	22%	97%	86%
Milieu	Urbain	70%	71%	80%	20%	29%	95%	89%	54%	57%	22%	5%	8%	92%	71%	63%	64%	52%	13%	19%	94%	80%
	Rural	77%	44%	75%	6%	15%	93%	76%	48%	24%	9%	0%	2%	64%	40%	63%	35%	44%	3%	9%	79%	59%
Age	18-24 ans	56%	27%	68%	22%	17%	93%	78%	45%	42%	15%	2%	4%	76%	51%	49%	36%	35%	9%	9%	83%	62%
	25-35 ans	64%	59%	82%	10%	18%	96%	86%	48%	39%	17%	3%	3%	72%	48%	55%	48%	47%	6%	10%	83%	65%
	36-54 ans	80%	61%	81%	11%	21%	96%	86%	52%	29%	9%	1%	3%	73%	52%	67%	46%	47%	6%	12%	85%	70%
	55+ ans	85%	49%	70%	6%	20%	88%	67%	59%	34%	12%	4%	12%	76%	50%	78%	45%	54%	5%	18%	85%	62%
Education	Aucun	77%	43%	74%	2%	8%	90%	70%	49%	30%	9%	0%	1%	65%	38%	62%	36%	39%	1%	4%	76%	52%
	Primaire	78%	60%	80%	6%	23%	96%	86%	53%	42%	18%	3%	5%	85%	68%	67%	52%	52%	4%	15%	91%	78%
	Secondaire	68%	60%	75%	16%	31%	96%	88%	52%	45%	18%	5%	13%	87%	67%	61%	54%	52%	11%	24%	92%	80%
	Postsecondaire	64%	68%	83%	54%	42%	100%	96%	39%	51%	39%	19%	21%	94%	77%	57%	63%	71%	44%	36%	98%	90%
Total		74%	53%	77%	11%	20%	93%	80%	50%	36%	13%	2%	4%	74%	50%	63%	45%	46%	7%	12%	84%	66%

4.3. Sources d'information classiques

L'information par les sources classiques d'information à savoir la radio, la télévision et la presse écrite est tout aussi inégale entre hommes et femmes. Dans le cas de la radio, si 46% des citoyens s'y informent tous les jours, ce ne sont que 40% des femmes contre 52% des hommes. En plus, 23% des femmes ne s'en servent jamais comme source d'information contre 17% des hommes. Mieux, s'informer par la radio est un acte plus rural qu'urbain pour les hommes, 56% contre 42%, à l'opposé des femmes où plutôt ce sont 38% des femmes rurales contre 44% des urbaines. En plus d'être un phénomène urbain pour les femmes, l'information par la radio croît avec le niveau d'éducation au moins jusqu'au niveau secondaire, de 4 points de pourcentage lorsqu'on passe d'aucun niveau au niveau primaire et de 12 points de ce dernier niveau à celui secondaire. Au contraire sur ces niveaux, ça décroît chez les hommes, de 9 points de pourcentage respectivement 17 points de décroissance du primaire au secondaire. La fréquence d'information par la radio des hommes est généralement supérieure à celle des femmes, sauf en milieu urbain et donc à Bamako aussi, dans les régions du nord, encore plus chez les personnes de niveau secondaire d'éducation et chez les jeunes de 18-24 ans.

Tableau 34. Combien de fois recevez-vous des informations provenant de la radio

		Homme					Femme					Total				
		Jamais	Une/quelques fois par mois	Quelques fois par semaine	Tous les jours	Refus/NSP	Jamais	Une/quelques fois par mois	Quelques fois par semaine	Tous les jours	Refus/NSP	Jamais	Une/quelques fois par mois	Quelques fois par semaine	Tous les jours	Refus/NSP
Région	Kayes	18%	7%	9%	64%	1%	27%	12%	19%	42%	0%	22%	10%	14%	53%	1%
	Koulikoro	18%	14%	18%	50%	0%	23%	6%	23%	48%	0%	21%	10%	20%	49%	0%
	Sikasso	14%	8%	26%	51%	0%	26%	27%	23%	24%	0%	20%	17%	25%	39%	0%
	Ségou	6%	9%	23%	62%	0%	17%	15%	23%	45%	0%	11%	12%	23%	54%	0%
	Mopti	19%	6%	18%	57%	0%	24%	27%	21%	28%	0%	21%	16%	19%	43%	0%
	Gao-Kidal-Ménaka-Taoudenni-Tombouctou	10%	20%	29%	41%	0%	14%	20%	19%	48%	0%	12%	20%	24%	44%	0%
Milieu	Bamako	29%	19%	15%	37%	0%	23%	13%	22%	42%	0%	26%	16%	18%	39%	0%
	Urbain	21%	17%	19%	42%	0%	20%	13%	22%	44%	0%	21%	16%	21%	43%	0%
	Rural	14%	9%	20%	56%	0%	24%	17%	21%	38%	0%	19%	13%	21%	48%	0%
Age	18-24 ans	26%	21%	25%	28%	0%	26%	21%	17%	36%	0%	26%	21%	20%	33%	0%
	25-35 ans	27%	12%	23%	38%	0%	24%	17%	23%	36%	0%	26%	15%	23%	37%	0%
	36-54 ans	16%	13%	19%	52%	0%	19%	12%	24%	45%	0%	17%	12%	21%	49%	0%
	55+ ans	4%	7%	14%	74%	1%	23%	13%	21%	44%	0%	10%	9%	16%	65%	0%
Education	Aucun	10%	8%	22%	60%	0%	24%	16%	22%	37%	0%	18%	12%	22%	47%	0%
	Primaire	19%	11%	19%	51%	0%	18%	14%	26%	41%	0%	19%	12%	22%	47%	0%
	Secondaire	23%	26%	17%	34%	0%	14%	20%	13%	53%	0%	19%	24%	16%	41%	0%
	Postsecondaire	28%	12%	14%	45%	0%	46%	9%	7%	38%	0%	34%	11%	12%	43%	0%
Total		17%	12%	20%	52%	0%	23%	16%	22%	40%	0%	20%	14%	21%	46%	0%

En raison de la plus faible possession de téléviseur comparativement à la radio, l'information par la télévision est un phénomène plutôt rare, 28% des sondés au total pour 31% des hommes et 25% des femmes, un écart bien moindre que pour la radio en raison du fait que la télévision est plus communautaire que la radio, on regarde plus ensemble qu'on n'écoute ensemble. Il est bien de noter que 44% des femmes ne s'informent jamais par la télévision contre 35% des hommes. C'est le cas majoritaire chez les femmes dans les régions du nord (73% des femmes n'y reçoivent jamais d'information en provenance de la télévision), de Sikasso (60%), de Mopti (57%) et de Ségou (55%). Ce fait majoritaire féminin est également observé en milieu rural (52% des femmes de ce milieu) et chez les femmes sans instruction formelle (51%). Le nord est la seule partie du pays où même les hommes ne s'informent pas majoritairement à travers la télévision (69%), sans doute à cause de la faible couverture télévisuelle en plus des choix personnels de désintérêt pour cette source d'information sinon le taux de possession de

la télévision par les hommes y est relativement importante, 34% alors que seulement 10% des hommes du septentrion s'informent tous les jours par la télévision plus 7% quelques fois par semaine. Dans le pays, s'informer par la télévision est un acte bien plus urbain que rural. Les femmes urbaines s'en réfèrent tous les jours à 35% contre 20% leurs consœurs rurales, les hommes sont dans des proportions de 43% contre 24%, presque 10 points de pourcentage de plus quel que soit le sexe.

Tableau 35. Combien de fois recevez-vous des informations provenant de la télévision

		Homme					Femme					Total				
		Jamais	Une/quelques fois par mois	Quelques fois par semaine	Tous les jours	Refus/NSP	Jamais	Une/quelques fois par mois	Quelques fois par semaine	Tous les jours	Refus/NSP	Jamais	Une/quelques fois par mois	Quelques fois par semaine	Tous les jours	Refus/NSP
Région	Kayes	28%	25%	14%	32%	1%	29%	35%	9%	28%	0%	28%	30%	11%	30%	0%
	Koulikoro	35%	19%	15%	31%	1%	35%	14%	12%	39%	0%	35%	16%	13%	35%	1%
	Sikasso	33%	22%	12%	33%	0%	60%	18%	6%	15%	0%	45%	20%	9%	25%	0%
	Ségou	40%	11%	24%	25%	0%	55%	16%	14%	15%	0%	47%	13%	20%	21%	0%
	Mopti	45%	12%	4%	37%	1%	57%	25%	5%	12%	0%	51%	19%	5%	25%	1%
	Gao-Kidal-Ménaka-Taoudenni-Tombouctou	69%	14%	7%	10%	0%	73%	4%	11%	11%	0%	71%	10%	9%	11%	0%
	Bamako	14%	24%	21%	40%	1%	24%	15%	26%	36%	0%	19%	19%	23%	38%	0%
Milieu	Urbain	20%	21%	15%	43%	0%	28%	17%	20%	35%	0%	24%	19%	18%	39%	0%
	Rural	43%	18%	14%	24%	1%	52%	19%	8%	20%	0%	47%	18%	11%	22%	0%
Age	18-24 ans	25%	30%	18%	26%	1%	37%	24%	13%	26%	0%	32%	26%	15%	26%	0%
	25-35 ans	28%	24%	16%	32%	0%	47%	20%	15%	19%	0%	38%	22%	15%	25%	0%
	36-54 ans	34%	20%	19%	27%	0%	45%	15%	12%	28%	0%	39%	18%	15%	28%	0%
	55+ ans	47%	9%	7%	35%	1%	48%	12%	7%	33%	0%	48%	10%	7%	35%	1%
Education	Aucun	47%	15%	12%	24%	1%	51%	20%	11%	18%	0%	49%	18%	12%	21%	1%
	Primaire	31%	23%	16%	30%	0%	39%	18%	13%	30%	0%	35%	21%	15%	30%	0%
	Secondaire	23%	25%	13%	38%	0%	32%	12%	15%	41%	0%	27%	20%	14%	39%	0%
	Postsecondaire	11%	15%	24%	51%	0%	17%	9%	21%	53%	0%	13%	13%	23%	51%	0%
Total		35%	19%	15%	31%	1%	44%	18%	12%	25%	0%	40%	19%	14%	28%	0%

Recevoir des informations provenant de la presse écrite est le dernier souci des maliens, 89% d'entre eux n'en reçoivent jamais, avec 85% des hommes et 93% des femmes. Les 11% (15% pour les hommes et 7% les femmes) qui en reçoivent, le reçoivent majoritairement quelques fois voire une fois par mois, 6% des 11% dans l'ensemble avec 8% des 15% d'hommes et 4% des 7% de femmes. Naturellement, s'informer par la presse écrite est un phénomène urbain, 19% contre 7% au milieu rural, avec 27% contre 9% chez les hommes et 11% contre 6% chez les femmes. Tout aussi naturellement, il croît avec le niveau d'éducation, de 5% chez les personnes sans éducation formelle (ils peuvent lire la presse en langues nationales ou se faire lire celle en français par des amis ou membres de la famille) à 43% chez les personnes de niveau postsecondaire d'éducation. A ce niveau d'éducation justement, les femmes s'informent par ce canal presque autant que les hommes, 43% face à 44%. Aux niveaux primaire et secondaire, les hommes y recourent bien plus que les femmes, 14% contre 3% au primaire et 27% contre 12% au secondaire. Les femmes lisent beaucoup moins les journaux et autres magazines d'information dans les régions de Kayes, Sikasso et Ségou, 4% de lectrices chacune. Pour les hommes, c'est plutôt à Kayes toujours (6%) et Mopti (8%).

Tableau 36. Combien de fois recevez-vous des informations provenant de la presse écrite

		Homme					Femme					Total				
		Jamais	Une/quelques fois par mois	Quelques fois par semaine	Tous les jours	Refus/NSP	Jamais	Une/quelques fois par mois	Quelques fois par semaine	Tous les jours	Refus/NSP	Jamais	Une/quelques fois par mois	Quelques fois par semaine	Tous les jours	Refus/NSP
Région	Kayes	94%	4%	0%	2%	0%	96%	0%	4%	0%	0%	95%	2%	2%	1%	0%
	Koulikoro	89%	8%	2%	0%	0%	88%	5%	1%	2%	4%	89%	7%	2%	1%	2%
	Sikasso	90%	4%	2%	4%	0%	96%	2%	0%	0%	3%	93%	3%	1%	2%	1%
	Ségou	83%	7%	2%	4%	3%	96%	2%	0%	0%	1%	89%	5%	1%	2%	2%
	Mopti	92%	4%	4%	0%	0%	94%	6%	0%	0%	0%	93%	5%	2%	0%	0%
	Gao-Kidal-Ménaka-Taoudenni-Tombouctou	91%	3%	2%	2%	2%	92%	5%	4%	0%	0%	91%	4%	3%	1%	1%
Milieu	Bamako	60%	24%	5%	11%	1%	89%	10%	0%	1%	0%	74%	17%	3%	6%	0%
	Urbain	73%	16%	4%	6%	1%	89%	9%	0%	1%	0%	81%	12%	2%	4%	1%
	Rural	91%	4%	2%	2%	1%	94%	2%	2%	0%	2%	93%	3%	2%	1%	1%
Age	18-24 ans	79%	16%	2%	2%	1%	88%	9%	1%	1%	0%	85%	12%	1%	2%	0%
	25-35 ans	85%	6%	3%	6%	1%	92%	4%	2%	0%	1%	89%	5%	3%	3%	1%
	36-54 ans	86%	9%	3%	2%	0%	95%	1%	0%	0%	3%	90%	5%	2%	1%	2%
	55+ ans	87%	5%	2%	4%	2%	93%	6%	0%	2%	0%	89%	5%	2%	3%	1%
Education	Aucun	95%	2%	1%	1%	0%	94%	1%	1%	0%	3%	95%	2%	1%	0%	2%
	Primaire	86%	9%	1%	2%	2%	97%	2%	0%	1%	0%	91%	6%	1%	1%	1%
	Secondaire	73%	13%	5%	8%	1%	88%	8%	3%	0%	0%	79%	11%	5%	5%	1%
	Postsecondaire	56%	23%	8%	13%	0%	57%	43%	0%	0%	0%	57%	28%	6%	9%	0%
Total		85%	8%	3%	3%	1%	93%	4%	1%	0%	2%	89%	6%	2%	2%	1%

4.4. Accès aux réseaux sociaux

Les maliens s'informent bien plus à travers les réseaux sociaux comme Facebook, WhatsApp et autres que par la presse écrite mais bien moins que par la radio et même la télévision, 45% au total avec 54% des hommes mais seulement 36% des femmes. La majorité des hommes reçoit des informations via ce canal dans les régions de Kayes, Koulikoro et Bamako. Ce sont pour la plupart des urbains (71%), les personnes de moins de 55 ans (entre 73% les jeunes de 18-24 ans et 54% les 36-54 ans) et les hommes de niveau primaire d'éducation et plus (entre 60% et 94%). Les femmes sont en retrait par rapport à l'information via les réseaux sociaux. Il n'y a qu'à Bamako où elles s'en servent jusqu'à 78% au moins une fois par mois avec 40% tous les jours, presque au même niveau que les hommes (79% mais avec 56% tous les jours). Dans le reste du milieu urbain, les femmes seraient à la traîne puisque dans tout le milieu urbain y compris Bamako, elles sont à 60% d'information par les médias sociaux (avec seulement 29% tous les jours sur les 60%, soit moins de la moitié) contre 71% pour les hommes (49% tous les jours, bien plus que la moitié des 71%). La fréquence d'information par les réseaux sociaux diminue avec l'âge pour les deux sexes, elle est même identique chez les hommes que chez les femmes à partir de 55 ans, 28% dans les deux cas. Elle est de 73% chez les hommes de 18-24 ans comme de 25-35 ans contre 42% et 41% les femmes de ces tranches d'âge. A 36-54 ans, la fréquence redescend à 54% des hommes et 32% des femmes. Dans tous les cas, il y a une inégalité de genre et de génération en matière d'information à travers les médias sociaux comme Facebook, WhatsApp et autres. Quelle que soit la tranche d'âge, les hommes s'y informent majoritairement tous les jours, de 47% (dans 73%), les jeunes hommes de 18-24 ans à 34% (dans 54%) les 36-54 ans, cela à l'opposé des femmes, 18% dans 42% respectivement 11% dans 35% pour ces deux tranches d'âge considérées. Comme il fallait s'y attendre, l'information par les médias sociaux reste fortement corrélée avec le niveau d'éducation quel que soit le sexe avec des gains d'un niveau d'éducation à l'autre comparable. La fréquence des femmes stagne à 35% d'information quotidienne sur les niveaux d'éducation secondaire et postsecondaire tandis que celle des hommes passe de 51% à 82%.

Tableau 37. Combien de fois recevez-vous des informations des réseaux sociaux

		Homme					Femme					Total				
		Jamais	Une/quelques fois par mois	Quelques fois par semaine	Tous les jours	NSP	Jamais	Une/quelques fois par mois	Quelques fois par semaine	Tous les jours	NSP	Jamais	Une/quelques fois par mois	Quelques fois par semaine	Tous les jours	NSP
Région	Kayes	38%	14%	8%	40%	0%	69%	11%	10%	10%	0%	53%	12%	9%	25%	0%
	Koulikoro	46%	8%	11%	35%	0%	58%	13%	11%	15%	3%	52%	11%	11%	25%	1%
	Sikasso	51%	8%	15%	26%	0%	79%	7%	6%	5%	3%	64%	8%	11%	16%	1%
	Ségou	55%	10%	11%	24%	0%	81%	6%	4%	8%	1%	67%	8%	7%	17%	1%
	Mopti	54%	4%	16%	26%	0%	83%	2%	8%	8%	0%	68%	3%	12%	17%	0%
	Gao-Kidal-Ménaka-Taoudenni-Tombouctou	68%	11%	6%	15%	0%	72%	16%	3%	9%	0%	70%	13%	4%	13%	0%
Milieu	Bamako	21%	13%	9%	56%	1%	22%	18%	20%	40%	0%	21%	16%	15%	48%	0%
	Urbain	29%	9%	12%	49%	0%	40%	15%	16%	29%	0%	34%	12%	14%	39%	0%
	Rural	55%	10%	10%	25%	0%	76%	9%	6%	7%	2%	65%	9%	8%	16%	1%
Age	18-24 ans	27%	12%	13%	47%	1%	58%	12%	12%	18%	0%	46%	12%	12%	29%	0%
	25-35 ans	27%	11%	19%	42%	0%	59%	11%	12%	16%	1%	45%	11%	15%	28%	1%
	36-54 ans	46%	11%	9%	34%	0%	68%	12%	6%	11%	2%	57%	12%	8%	23%	1%
	55+ ans	72%	6%	5%	17%	0%	72%	5%	9%	14%	0%	72%	6%	6%	16%	0%
Education	Aucun	67%	10%	8%	15%	0%	78%	7%	6%	7%	2%	73%	8%	7%	10%	1%
	Primaire	40%	15%	10%	35%	0%	51%	15%	15%	19%	0%	45%	15%	12%	28%	0%
	Secondaire	23%	6%	20%	51%	0%	37%	18%	10%	35%	0%	29%	11%	16%	44%	0%
	Postsecondaire	6%	0%	13%	82%	0%	20%	24%	21%	35%	0%	10%	7%	15%	68%	0%
Total		46%	10%	11%	33%	0%	64%	11%	10%	14%	1%	55%	10%	10%	24%	1%

4.5. Accès et utilisation Internet

L'accès et l'utilisation des technologies de l'information et de la communication peuvent être mesurés par la réception d'information sur Internet, l'accès Internet disponible ou non sur son téléphone portable et la fréquence d'utilisation d'Internet. La majorité des maliens ne reçoit aucune information via Internet, 60% au total ainsi que chez les hommes contre 77% chez les femmes. Cet état de fait est majoritaire chez les femmes quel que soit leur âge ou le milieu de résidence et même le niveau d'éducation, 61% de celles qui ont un niveau secondaire d'éducation et 52% au niveau postsecondaire. Il n'y a que dans le district de Bamako, que seulement 48% des femmes ne reçoivent jamais d'information sur Internet. A l'opposé, le phénomène n'est pas majoritaire dans la région de Kayes (47% de jamais), à Bamako bien sûr (39%) et plus généralement en milieu urbain (40%), chez les 18-35 ans (40% les 18-24 ans et 48% les 25-35 ans) ainsi que finalement les hommes des niveaux secondaire et postsecondaire d'éducation (44% respectivement 18%). Il y a donc une réelle inégalité entre sexes en défaveur des femmes. Les rares femmes qui s'informent sur Internet le font autant tous les jours que quelques fois voire une fois par semaine, 8% chacun sur les 23% qui s'informent ainsi, tandis que sur les 40% d'hommes qui s'informent sur Internet, 23% le font tous les jours et seulement 11% une ou quelques fois par mois. Les femmes de Ségou et de Sikasso sont encore moins sur Internet pour s'informer, 7% respectivement 6% sur lesquels seulement 2% tous les jours.

Tableau 38. Combien de fois recevez-vous des informations provenant de l'information sur Internet

		Homme					Femme					Total				
		Jamais	Une/quelques fois par mois	Quelques fois par semaine	Tous les jours	NSP	Jamais	Une/quelques fois par mois	Quelques fois par semaine	Tous les jours	NSP	Jamais	Une/quelques fois par mois	Quelques fois par semaine	Tous les jours	NSP
Région	Kayes	47%	21%	5%	26%	1%	73%	13%	6%	8%	0%	47%	21%	5%	26%	1%
	Koulikoro	61%	9%	8%	22%	0%	74%	6%	7%	8%	4%	61%	9%	8%	22%	0%
	Sikasso	70%	5%	6%	20%	0%	93%	3%	0%	2%	3%	70%	5%	6%	20%	0%
	Ségou	64%	9%	7%	21%	0%	94%	3%	0%	2%	1%	64%	9%	7%	21%	0%
	Mopti	67%	6%	2%	25%	0%	87%	2%	6%	6%	0%	67%	6%	2%	25%	0%
	Gao-Kidal-Ménaka-Taoudenni-Tombouctou	80%	10%	2%	8%	0%	85%	8%	1%	5%	0%	80%	10%	2%	8%	0%
Milieu	Bamako	35%	16%	10%	39%	1%	48%	18%	10%	24%	0%	35%	16%	10%	39%	1%
	Urbain	40%	13%	10%	37%	0%	61%	14%	8%	16%	1%	40%	13%	10%	37%	0%
Age	Rural	70%	9%	4%	16%	0%	86%	5%	3%	4%	2%	70%	9%	4%	16%	0%
	18-24 ans	40%	15%	7%	36%	1%	68%	17%	4%	10%	0%	40%	15%	7%	36%	1%
	25-35 ans	48%	13%	9%	30%	0%	73%	7%	9%	10%	2%	48%	13%	9%	30%	0%
	36-54 ans	62%	10%	6%	22%	0%	85%	5%	2%	5%	3%	62%	10%	6%	22%	0%
	55+ ans	76%	8%	3%	12%	1%	85%	2%	2%	11%	0%	76%	8%	3%	12%	1%
Education	Aucun	75%	9%	4%	11%	0%	86%	5%	3%	4%	2%	75%	9%	4%	11%	0%
	Primaire	59%	12%	6%	22%	0%	70%	13%	6%	10%	1%	59%	12%	6%	22%	0%
	Secondaire	44%	8%	11%	36%	1%	61%	6%	6%	26%	1%	44%	8%	11%	36%	1%
	Postsecondaire	18%	16%	7%	58%	0%	52%	19%	17%	13%	0%	18%	16%	7%	58%	0%
Total		60%	11%	6%	23%	0%	77%	8%	5%	8%	2%	60%	11%	6%	23%	0%

S'informer via Internet devrait se faire principalement à travers le téléphone portable quand on sait que seulement 7% des maliens (11% des hommes et 2% des femmes) possèdent personnellement un ordinateur. C'est pourquoi c'était important de savoir si oui ou non leurs téléphones à un accès à Internet ou non. Dans 45% des cas, c'est affirmatif, 54% chez les hommes et 34% chez les femmes, ici encore une inégalité de sexe de 20 points de pourcentage. Dans le reste des cas, soit ils n'ont même pas téléphone (7% des hommes mais 26% des femmes) soit ils en ont mais le téléphone n'a pas un accès à Internet (39% autant chez les hommes que chez les femmes). Une bonne majorité d'hommes possède des téléphones portables avec accès Internet, au moins en milieu urbain (70%) et donc dans le district de Bamako (81% au même niveau que chez les femmes) ainsi que dans les régions de Kayes (57%), Koulikoro (61%) et Sikasso (57%). La majorité des femmes aussi possède un téléphone avec accès Internet (59%) mais dans aucune autre région si ce n'est le district de Bamako. L'inégalité de sexe est tout aussi prononcée quel que soit l'âge. Ainsi, les téléphones portables des personnes entre 18 et 54 ans ont majoritairement accès à Internet, 66% les 18-24 ans, 70% les 25-35 ans et 59% les 36-54 ans, contre aucune majorité chez les femmes, juste 44% les 18-24 ans et 37% les 25-35 ans et enfin 28% les 36-54 ans. L'éducation est un facteur clé de possession de téléphone portable avec accès Internet, même pour les femmes, de 53% d'entre elles pour le niveau primaire à 67% le postsecondaire en passant par 60% le secondaire, seulement à chaque niveau la prévalence est inférieure à celle des hommes, de 7 points de pourcentage d'écart au primaire à 22 points au postsecondaire en passant par 14 points au secondaire. A Ségou, les femmes ont le plus faible taux d'accès de leurs téléphones à Internet (10% contre 17% au nord).

Tableau 39. Votre téléphone a-t-il un accès à l'Internet

		Homme				Femme				Total			
		Pas de téléphone portable	Pas d'accès Internet	Accès Internet	NSP	Pas de téléphone portable	Pas d'accès Internet	Accès Internet	NSP	Pas de téléphone portable	Pas d'accès Internet	Accès Internet	NSP
Région	Kayes	5%	38%	57%	0%	29%	40%	31%	0%	17%	39%	44%	0%
	Koulikoro	8%	31%	61%	0%	25%	37%	38%	0%	17%	34%	49%	0%
	Sikasso	4%	39%	57%	0%	34%	43%	22%	0%	18%	41%	41%	0%
	Ségou	9%	58%	33%	0%	39%	51%	10%	0%	23%	55%	23%	0%
	Mopti	2%	52%	46%	0%	19%	61%	20%	0%	10%	56%	34%	0%
	Gao-Kidal-Ménaka-Taoudenni-Tombouctou	16%	55%	29%	0%	44%	38%	17%	0%	28%	47%	24%	0%
	Bamako	3%	17%	81%	0%	2%	16%	81%	0%	3%	17%	81%	0%
Milieu	Urbain	5%	25%	70%	0%	8%	33%	59%	0%	6%	29%	65%	0%
	Rural	7%	46%	46%	0%	36%	42%	21%	0%	21%	44%	34%	0%
Age	18-24 ans	7%	28%	66%	0%	24%	32%	44%	0%	17%	30%	52%	0%
	25-35 ans	4%	22%	74%	0%	28%	35%	37%	0%	17%	29%	54%	0%
	36-54 ans	4%	37%	59%	0%	27%	44%	28%	0%	15%	40%	44%	0%
	55+ ans	12%	63%	25%	0%	24%	50%	26%	0%	15%	59%	26%	0%
Education	Aucun	10%	54%	36%	0%	35%	45%	19%	0%	24%	49%	27%	0%
	Primaire	4%	36%	60%	0%	15%	32%	53%	0%	9%	34%	57%	0%
	Secondaire	4%	22%	74%	0%	13%	27%	60%	0%	8%	24%	68%	0%
	Postsecondaire	0%	11%	89%	0%	6%	27%	67%	0%	2%	16%	83%	0%
Total		7%	39%	54%	0%	26%	39%	34%	0%	16%	39%	45%	0%

Une chose est de posséder un ordinateur et même de posséder un téléphone avec accès Internet, autre chose est d'utiliser Internet. Ainsi, au Mali, ils ne sont que 48% des adultes à utiliser Internet ne serait-ce qu'une fois par mois, 56% des hommes et 39% des femmes. Lorsqu'ils utilisent Internet, les hommes le font majoritairement tous les jours, 35% sur les 56% à l'inverse des femmes, 15% des 39%. Les plus grandes fréquences d'utilisation d'Internet sont observées en milieu urbain (77% des hommes et 67% des femmes) et donc à Bamako (86% des hommes contre 84% des femmes) et augmentent significativement avec l'éducation quel que soit le sexe. Si la majorité des jeunes hommes 18-35 ans utilisent Internet, 69% des 18-24 ans et 75% des 25-35 ans, loin s'en faut chez les femmes, 48% respectivement 40%.

Tableau 40. Combien de fois utilisez-vous l'Internet

		Homme					Femme					Total				
		Jamais	Une/quelques fois par mois	Quelques fois par semaine	Tous les jours	NSP	Jamais	Une/quelques fois par mois	Quelques fois par semaine	Tous les jours	NSP	Jamais	Une/quelques fois par mois	Quelques fois par semaine	Tous les jours	NSP
Région	Kayes	41%	9%	12%	38%	0%	63%	13%	11%	13%	0%	52%	11%	11%	26%	0%
	Koulikoro	34%	16%	9%	41%	0%	52%	14%	14%	15%	4%	43%	15%	11%	28%	2%
	Sikasso	46%	11%	14%	29%	0%	77%	9%	9%	4%	1%	60%	10%	12%	18%	1%
	Ségou	64%	9%	7%	21%	0%	88%	6%	3%	2%	0%	75%	7%	5%	12%	0%
	Mopti	55%	9%	11%	25%	0%	82%	4%	7%	8%	0%	68%	6%	9%	17%	0%
	Gao-Kidal-Ménaka-Taoudenni-Tombouctou	66%	14%	5%	15%	0%	72%	17%	5%	6%	0%	69%	15%	5%	11%	0%
	Bamako	14%	10%	15%	61%	0%	16%	17%	17%	50%	0%	15%	13%	16%	56%	0%
Milieu	Urbain	23%	12%	12%	53%	0%	33%	15%	18%	32%	2%	28%	13%	15%	43%	1%
	Rural	54%	11%	10%	25%	0%	76%	10%	6%	6%	1%	64%	11%	8%	16%	0%
Age	18-24 ans	31%	11%	11%	47%	0%	52%	16%	13%	17%	2%	44%	14%	12%	29%	1%
	25-35 ans	25%	13%	17%	46%	0%	60%	9%	12%	19%	1%	44%	11%	14%	31%	0%
	36-54 ans	37%	15%	11%	36%	0%	66%	12%	7%	13%	2%	51%	14%	9%	25%	1%
	55+ ans	74%	5%	4%	17%	0%	68%	13%	11%	9%	0%	72%	7%	6%	15%	0%
Education	Aucun	65%	9%	9%	17%	0%	76%	8%	8%	6%	2%	71%	9%	8%	11%	1%
	Primaire	35%	15%	13%	38%	0%	44%	17%	14%	24%	1%	39%	16%	14%	31%	0%
	Secondaire	22%	12%	10%	56%	0%	39%	16%	14%	31%	0%	29%	14%	11%	46%	0%
	Postsecondaire	4%	9%	13%	73%	0%	23%	13%	18%	46%	0%	10%	10%	15%	65%	0%
Total		44%	11%	11%	35%	0%	61%	12%	10%	15%	1%	52%	12%	10%	25%	1%

5. Autonomisation

L'ODD 5 invite les Etats à éliminer toutes les pratiques préjudiciables aux femmes, aux filles et aux enfants telles que le mariage précoce ou forcé et les mutilations génitales féminines. Elle les invite également à garantir aux jeunes et aux femmes la santé de la reproduction. La cible 5.6 dispose de "faire en sorte que chacun puisse exercer ses droits en matière de procréation, ainsi qu'il a été décidé dans le Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement et le Programme d'action de Beijing et les documents finals des conférences d'examen qui ont suivi". Ici, en plus de la santé sexuelle et reproductive, l'enquête Afrobarometer a traqué la perception des maliens sur les droits des femmes en tant que problème de développement auquel le gouvernement devrait s'attaquer et les voies et moyens d'autonomisation des femmes comme par leurs activités principales, les décisions de gestion de leurs revenus ainsi que leur éligibilité.

5.1. Droit des femmes

L'approche genre ou le droit des femmes apparaît au mieux au 26^{ème} rang sur 35 des problèmes que les maliens considéreraient que le gouvernement devrait résoudre. Le droit des femmes est systématiquement au dernier rang des problèmes de développement chez les hommes, 31^{ème} ex aequo avec 4 autres problèmes, 0% chacun. Les femmes le mettraient au 24^{ème} rang. Ce problème gagne en rang avec le niveau d'éducation mais seulement jusqu'au niveau secondaire puisque le score retombe à 0% au niveau postsecondaire, c'est dire autant l'éducation participe de l'émancipation de la femme autant des efforts restent à faire en direction des hommes éduqués pour l'acceptation de cette émancipation féminine soit par la sensibilisation ou par l'information et la formation aux droits humains. L'approche genre est au meilleur score (1.8%) et au meilleur rang (14^{ème} sur 35) chez les femmes de niveau secondaire d'éducation. Les femmes ne lui accordent aucun point dans les régions de Kayes, Sikasso et Ségou, plus du fait des filles de 18-24 ans et de celles de niveau postsecondaire d'éducation plus que tout autre âge ou tout autre niveau d'éducation y compris "aucun".

Tableau 41. Approche genre / droit des femmes

		Homme		Femme		Total	
		%	rang	%	rang	%	rang
Région	Kayes	0.0%	20 ex aequo	0.0%	17 ex aequo	0.0%	21 ex aequo
	Koulikoro	0.0%	19 ex aequo	1.3%	23 ^{ème}	0.6%	25 ^{ème}
	Sikasso	0.0%	22 ex aequo	0.0%	22 ex aequo	0.0%	26 ex aequo
	Ségou	0.0%	21 ex aequo	0.0%	19 ex aequo	0.0%	23 ex aequo
	Mopti	0.0%	18 ex aequo	0.0%	20 ex aequo	0.0%	20 ex aequo
	Gao-Kidal-Ménaka-Taoudenni-Tombouctou	0.0%	23 ex aequo	0.1%	19 ^{ème}	0.1%	24 ^{ème}
	Bamako	0.0%	23 ex aequo	1.6%	18 ^{ème}	0.8%	24 ^{ème}
Milieu	Urbain	0.0%	29 ex aequo	1.2%	21 ^{ème}	0.6%	23 ^{ème}
	Rural	0.0%	30 ex aequo	0.2%	26 ^{ème}	0.1%	29 ^{ème} /30
Age	18-24 ans	0.0%	21 ex aequo	0.0%	23 ex aequo	0.0%	24 ex aequo
	25-35 ans	0.0%	24 ex aequo	0.7%	23 ^{ème}	0.4%	26 ^{ème}
	36-54 ans	0.0%	27 ex aequo	0.6%	24 ^{ème}	0.3%	27 ^{ème} /28
	55+ ans	0.0%	29 ex aequo	1.1%	19 ^{ème}	0.3%	28 ^{ème} /29
Education	Aucun	0.0%	30 ex aequo	0.5%	22 ^{ème}	0.3%	28 ^{ème} /30
	Primaire	0.0%	27 ex aequo	0.2%	23 ^{ème}	0.1%	27 ^{ème} /27
	Secondaire	0.0%	22 ex aequo	1.8%	14 ^{ème}	0.7%	21 ^{ème} /24
	Postsecondaire	0.0%	21 ex aequo	0.0%	18 ex aequo	0.0%	23 ex aequo
Total		0.0%	31 ex aequo	0.6%	24^{ème}	0.3%	26^{ème}

5.2. Décider de combien d'enfants

Plus des deux tiers des maliens (68%) trouvent que les femmes ne devraient pas décider elles-mêmes quand et combien d'enfants avoir, 75% des hommes et 61% des femmes c'est dire combien la société est opposée à cette liberté des femmes à décider du nombre d'enfants et de l'espacement des naissances puisque même les femmes y sont majoritairement opposées. Que les hommes soient majoritairement contre cette liberté ne souffre d'aucune exception ni de région, de milieu, d'âge ou de niveau d'éducation jusqu'à 66% le niveau secondaire face aux 72% d'aucun niveau, à peine 6 points de pourcentage d'écart. Un tel fait majoritaire est enregistré chez les femmes aussi dans toutes les régions excepté Kayes (40%) et Bamako (49%) ainsi que chez les femmes de niveau postsecondaire d'éducation (41%). Finalement, seules 36% des femmes sont d'accord voire tout à fait d'accord que les femmes puissent décider elles-mêmes quand et combien d'enfants avoir, avec 58% au niveau secondaire et 54% dans la région de Kayes. A Sikasso et au septentrion, elles seraient seulement 18%.

Tableau 42. Les femmes devraient décider elles-mêmes quand et combien d'enfants avoir

		Homme				Femme				Total			
		Tout à fait/en désaccord	Ni en accord ni en désaccord	Tout à fait/en accord	NSP	Tout à fait/en désaccord	Ni en accord ni en désaccord	Tout à fait/en accord	NSP	Tout à fait/en désaccord	Ni en accord ni en désaccord	Tout à fait/en accord	NSP
Région	Kayes	50%	28%	23%	0%	40%	6%	54%	1%	45%	17%	38%	0%
	Koulikoro	75%	4%	21%	0%	57%	4%	40%	0%	66%	4%	31%	0%
	Sikasso	86%	3%	10%	1%	80%	2%	18%	0%	83%	3%	13%	1%
	Ségou	72%	0%	28%	0%	65%	0%	35%	0%	69%	0%	31%	0%
	Mopti	88%	3%	9%	0%	69%	3%	28%	0%	79%	3%	18%	0%
	Gao-Kidal-Ménaka-Taoudenni-Tombouctou	79%	0%	20%	1%	81%	1%	18%	0%	80%	0%	19%	1%
	Bamako	77%	3%	20%	0%	49%	4%	46%	1%	63%	3%	33%	1%
Milieu	Urbain	75%	4%	19%	1%	53%	3%	43%	1%	65%	4%	31%	1%
	Rural	74%	7%	19%	0%	65%	3%	32%	0%	70%	5%	25%	0%
Age	18-24 ans	73%	3%	22%	2%	48%	4%	47%	1%	58%	3%	38%	1%
	25-35 ans	79%	7%	14%	0%	64%	4%	32%	0%	71%	5%	24%	0%
	36-54 ans	76%	5%	19%	0%	64%	2%	34%	0%	70%	4%	26%	0%
	55+ ans	70%	8%	21%	0%	68%	2%	30%	0%	70%	6%	24%	0%
Education	Aucun	72%	8%	20%	0%	65%	3%	31%	0%	68%	5%	26%	0%
	Primaire	84%	4%	12%	1%	54%	3%	43%	0%	70%	3%	26%	1%
	Secondaire	66%	8%	25%	1%	63%	2%	34%	2%	65%	6%	29%	1%
	Postsecondaire	75%	3%	23%	0%	41%	1%	58%	0%	65%	2%	33%	0%
Total		75%	6%	19%	0%	61%	3%	36%	0%	68%	5%	27%	0%

5.3. Enseigner l'éducation sexuelle aux jeunes

Plus de 6 maliens sur dix (61%) sont d'accord voire tout à fait d'accord que les écoles devraient enseigner l'éducation sexuelle aux jeunes, 66% des femmes contre 57% des hommes, une relative réticence masculine surtout que 34% d'entre eux sont en désaccord ou tout à fait en désaccord contre 27% des femmes. Quelle que soit la région, la majorité des femmes est en faveur de l'affirmation ci-dessus, mais du côté des hommes, ils sont minoritaires à Koulikoro (42%) et chez tous les hommes sans instruction formelle (49%). Les personnes les plus en faveur de l'enseignement de l'éducation sexuelle à l'école résident dans la région de Ségou (90% des femmes et 71% des hommes).

Tableau 43. Les écoles devraient enseigner l'éducation sexuelle aux jeunes

		Homme				Femme				Total			
		Tout à fait/en désaccord	Ni en accord ni en désaccord	Tout à fait/en accord	Refus/NSP	Tout à fait/en désaccord	Ni en accord ni en désaccord	Tout à fait/en accord	Refus/NSP	Tout à fait/en désaccord	Ni en accord ni en désaccord	Tout à fait/en accord	Refus/NSP
Région	Kayes	18%	25%	53%	3%	9%	13%	75%	3%	14%	19%	64%	3%
	Koulikoro	53%	4%	42%	1%	44%	3%	53%	0%	48%	4%	47%	1%
	Sikasso	30%	4%	59%	7%	32%	5%	57%	7%	31%	4%	58%	7%
	Ségou	27%	2%	71%	0%	8%	0%	90%	2%	18%	1%	80%	1%
	Mopti	28%	1%	70%	0%	20%	5%	76%	0%	24%	3%	73%	0%
	Gao-Kidal-Ménaka-Taoudenni-Tombouctou	42%	2%	55%	0%	40%	2%	57%	2%	41%	2%	56%	1%
Milieu	Bamako	30%	10%	60%	0%	29%	4%	67%	0%	29%	7%	64%	0%
	Urbain	27%	9%	64%	1%	28%	4%	68%	0%	27%	6%	66%	0%
	Rural	37%	6%	54%	3%	27%	5%	65%	3%	32%	6%	59%	3%
Age	18-24 ans	33%	2%	60%	4%	23%	4%	70%	2%	27%	4%	67%	3%
	25-35 ans	31%	8%	59%	3%	24%	6%	67%	3%	27%	7%	63%	3%
	36-54 ans	32%	8%	58%	2%	31%	3%	64%	2%	32%	5%	61%	2%
	55+ ans	38%	8%	53%	1%	30%	8%	59%	2%	36%	8%	55%	2%
Education	Aucun	42%	8%	49%	2%	30%	5%	62%	3%	35%	6%	56%	2%
	Primaire	28%	6%	62%	4%	25%	3%	71%	0%	26%	5%	66%	3%
	Secondaire	29%	7%	64%	1%	16%	9%	73%	2%	24%	8%	68%	1%
	Postsecondaire	21%	7%	71%	1%	31%	3%	67%	0%	24%	6%	69%	1%
Total		34%	7%	57%	2%	27%	5%	66%	2%	31%	6%	61%	2%

5.4. Accessibilité des contraceptifs

Si la majorité des maliens est favorable à l'accessibilité aux contraceptifs pour tous, quel que soit le statut matrimonial, cela est du seul fait des femmes, 58% d'entre elles contre 54% sur l'ensemble de la population adulte sinon les hommes ne le sont qu'à 49%, à 9 points de pourcentage en deçà des femmes. Une majorité se dégage en faveur de l'affirmation chez les femmes quel que soit le milieu de résidence, l'âge où le niveau d'éducation. Il en est presque ainsi par région aux seules exceptions de Sikasso (48%) et du nord (40%). A contrario, chez les hommes, une telle majorité n'est réunie qu'en milieu urbain, chez les hommes de 36-54 ans et aux niveaux primaire et secondaire d'éducation. A travers les régions, ce sont uniquement Sikasso, Ségou et Bamako. Sikasso a la singularité que les femmes y sont moins favorables que les hommes (48% contre 53%).

Tableau 44. Les contraceptifs devraient être accessibles à tous, quel que soit le statut matrimonial

		Homme				Femme				Total			
		Tout à fait/en désaccord	Ni en accord ni en désaccord	Tout à fait/en accord	Refus/NSP	Tout à fait/en désaccord	Ni en accord ni en désaccord	Tout à fait/en accord	Refus/NSP	Tout à fait/en désaccord	Ni en accord ni en désaccord	Tout à fait/en accord	Refus/NSP
Région	Kayes	37%	16%	43%	4%	39%	8%	53%	0%	38%	12%	48%	2%
	Koulikoro	54%	1%	43%	2%	34%	2%	64%	0%	44%	2%	54%	1%
	Sikasso	44%	2%	53%	0%	49%	3%	48%	0%	46%	3%	51%	0%
	Ségou	36%	1%	62%	0%	18%	3%	79%	0%	28%	2%	70%	0%
	Mopti	47%	1%	49%	3%	41%	0%	59%	0%	44%	1%	54%	2%
	Gao-Kidal-Ménaka-Taoudenni-Tombouctou	66%	1%	32%	0%	60%	0%	40%	0%	64%	0%	36%	0%
	Bamako	41%	1%	58%	0%	38%	5%	58%	0%	39%	3%	58%	0%
Milieu	Urbain	40%	2%	58%	0%	33%	4%	63%	0%	36%	3%	60%	0%
	Rural	49%	4%	45%	2%	41%	3%	56%	0%	45%	3%	50%	1%
Age	18-24 ans	49%	1%	47%	3%	33%	2%	65%	0%	40%	1%	58%	1%
	25-35 ans	48%	2%	49%	1%	38%	5%	58%	0%	42%	3%	54%	0%
	36-54 ans	45%	3%	52%	0%	41%	3%	56%	0%	43%	3%	53%	0%
	55+ ans	44%	6%	48%	2%	41%	1%	58%	0%	43%	4%	51%	2%
Education	Aucun	47%	6%	45%	2%	39%	5%	56%	0%	43%	5%	51%	1%
	Primaire	45%	1%	53%	1%	38%	1%	61%	0%	42%	1%	57%	1%
	Secondaire	43%	1%	56%	1%	37%	1%	62%	0%	40%	1%	58%	0%
	Postsecondaire	47%	3%	49%	1%	36%	0%	64%	0%	44%	2%	53%	1%
Total		46%	3%	49%	1%	38%	3%	58%	0%	42%	3%	54%	1%

5.5. Quelle activité principale

La répartition de la population entre les activités principales conduit à remarquer que l'agriculture reste l'activité modale, 37%, l'agriculture au sens large incluant donc l'élevage, la pêche et la foresterie. Elle est suivie à 18% de la position de "femme au foyer" c'est-à-dire de personnes exerçant du travail domestique et de soins non rémunéré, à l'exclusion des aide-ménagères rémunérées par les ménages. Suit immédiatement à seulement un point de pourcentage d'écart, le commerce, 17%. Ces trois activités occupent 72% des maliens. Elles sont majoritaires dans toutes les régions à la seule exception du district de Bamako (48% les trois) et chez les personnes de niveau secondaire d'éducation. A Bamako justement où l'agriculture n'occupe que 2% de la population adulte, les activités dominantes sont le commerce (28%), le travail domestique non rémunéré (18%), le travail non qualifié (14%) et qualifié (13%), soit quatre activités occupant 73% des résidents de la capitale. Pour les personnes de niveau secondaire d'éducation, elles sont dispersées entre 7 activités aux proportions allant de 10% (travail qualifié) à femme au foyer (18%) en passant par commerçant (15%), travailleur non qualifié (14%), agriculteur et cadre moyen (12% chacun), 11% d'élèves/étudiants. Dans l'ensemble, l'agriculture occupe la majorité des adultes des régions de Sikasso (53%) et de Ségou (52%), avec au total 52% de ruraux ou 51% de personnes sans instruction formelle. Les cadres moyens et supérieurs résident majoritairement à Bamako et dans le reste du milieu urbain avec au moins un niveau secondaire d'éducation. Il n'est pas surprenant que les élèves/étudiants sont davantage dans la tranche d'âge 18-24 ans qu'au-delà. Les 1% de personnes n'ayant jamais travaillé se rencontrent un peu plus à Bamako, chez les 18-24 ans (sans doute des chômeurs à la recherche de leur premier emploi ou de la main-d'œuvre potentielle) et de niveau postsecondaire d'éducation. Les cadres supérieurs et les agents de sécurité ne représentent tout autant que 1% chacun de la population malienne en âge de travailler.

Tableau 45. Quelle est votre activité principale en général

		Jamais emploi	Elève/ étudiant	Femme au ménage	Agriculteur	Commerçant	Travailleur non qualifié	Travailleur qualifié	Cadre moyen	Cadre supérieur	Agent de sécurité /défense
Région	Kayes	0%	2%	27%	49%	10%	5%	2%	3%	0%	1%
	Koulikoro	1%	4%	12%	35%	19%	12%	9%	7%	0%	1%
	Sikasso	1%	3%	13%	53%	13%	5%	6%	5%	0%	0%
	Ségou	1%	1%	17%	52%	16%	3%	4%	4%	0%	2%
	Mopti	1%	1%	18%	41%	20%	6%	8%	4%	0%	0%
	Gao-Kidal-Ménaka- Taoudenni-Tombouctou	2%	7%	30%	24%	10%	10%	14%	4%	0%	0%
	Bamako	3%	8%	18%	2%	28%	14%	13%	10%	3%	1%
Milieu	Urbain	2%	8%	18%	9%	25%	13%	14%	8%	1%	2%
	Rural	1%	2%	18%	52%	13%	6%	5%	4%	0%	0%
Age	18-24 ans	3%	14%	28%	18%	12%	10%	8%	3%	1%	1%
	25-35 ans	1%	4%	22%	25%	25%	8%	8%	5%	0%	2%
	36-54 ans	0%	1%	16%	41%	18%	9%	9%	6%	0%	0%
	55+ ans	1%	0%	8%	63%	7%	5%	6%	8%	1%	1%
Education	Aucun	1%	0%	20%	51%	15%	6%	5%	1%	0%	0%
	Primaire	1%	1%	19%	31%	20%	10%	13%	3%	0%	2%
	Secondaire	1%	11%	18%	12%	15%	14%	10%	12%	2%	4%
	Postsecondaire	3%	21%	0%	5%	22%	5%	6%	35%	3%	0%
Total		1%	4%	18%	37%	17%	8%	8%	6%	1%	1%

La grosse différence d'occupation entre les femmes et les hommes et même entre les femmes et la population adulte prise comme un tout est que le travail domestique non rémunéré est leur activité modale, 37% d'entre elle, loin devant les 18% dans l'ensemble avec presque 0% pour les hommes. Comme dans l'ensemble, cette activité est suivie chez les femmes de l'agriculture (28%) puis du commerce (20%), soit un total de 85% des femmes dans ces trois activités économiques, à 13 points de pourcentage de plus sur l'ensemble de la population adulte et à 25 points de plus que les hommes. La position de femme au foyer est majoritaire chez les femmes des régions du nord (68%) et de Kayes (56%), des régions à prioriser donc dans les politiques et stratégies visant à promouvoir la participation des femmes au marché de l'emploi. Il est surprenant que cette occupation domestique soit presque autant importante en milieu urbain qu'en milieu rural (37% et 38%). Naturellement, elle diminue avec l'âge, de 47% les filles de 18-24 ans à seulement 27% les femmes de 55 ans et plus des suites du transfert générationnel des tâches domestiques de la femme à ses filles et belles-filles voire à ses coépouses plus jeunes. La position de cadre supérieur est quasiment inaccessible aux femmes, seulement 2% de celles qui ont le niveau postsecondaire d'éducation contre 4% des hommes de niveau secondaire et 3% de niveau postsecondaire. Il en est de même du poste d'agent de défense ou de sécurité, seulement 3% de celles de niveau secondaire contre 5% chez les hommes de ce niveau. Enfin, il y a proportionnellement plus de travailleuses non qualifiées que qualifiées (5% contre 2%) à l'exact opposé des hommes (11% contre 13%).

Tableau 46. Quelle est votre activité principale selon les femmes

		Jamais emploi	Elève/ étudiant	Femme au ménage	Agriculteur	Commerçant	Travailleur non qualifié	Travailleur qualifié	Cadre moyen	Cadre supérieur	Agent de sécurité /défense
Région	Kayes	0%	1%	56%	33%	6%	1%	1%	0%	0%	0%
	Koulikoro	1%	3%	24%	33%	28%	6%	2%	2%	0%	1%
	Sikasso	2%	1%	29%	50%	16%	2%	0%	1%	0%	0%
	Ségou	2%	0%	38%	32%	21%	0%	1%	6%	0%	0%
	Mopti	3%	1%	36%	25%	23%	5%	5%	2%	0%	0%
	Gao-Kidal-Ménaka- Taoudenni-Tombouctou	4%	4%	68%	1%	6%	10%	1%	5%	0%	0%
	Bamako	5%	7%	35%	0%	28%	12%	3%	10%	0%	0%
Milieu	Urbain	4%	5%	37%	6%	27%	10%	3%	6%	0%	1%
	Rural	1%	1%	38%	39%	16%	2%	1%	2%	0%	0%
Age	18-24 ans	6%	7%	47%	12%	10%	9%	3%	4%	0%	2%
	25-35 ans	1%	3%	40%	24%	23%	4%	1%	4%	0%	0%
	36-54 ans	1%	0%	33%	36%	22%	4%	1%	3%	0%	0%
	55+ ans	2%	0%	27%	40%	18%	2%	5%	6%	0%	0%
Education	Aucun	1%	0%	37%	37%	19%	4%	0%	1%	0%	0%
	Primaire	1%	1%	42%	20%	24%	6%	3%	3%	0%	0%
	Secondaire	3%	8%	44%	4%	15%	9%	7%	8%	0%	3%
	Postsecondaire	12%	31%	1%	0%	25%	2%	0%	27%	2%	0%
Total		2%	3%	37%	28%	20%	5%	2%	4%	0%	0%

Les hommes ont sur les femmes la suprématie du travail agricole, 46% contre 28%, 18 points de pourcentage de plus, conséquence de la propriété masculine du foncier. Les positions de travailleur qualifié ou non, de cadre moyen ou supérieur sont tout autant plus masculines que féminines. Par contre, le commerce est un peu plus féminin que masculin, 20% contre 14%. Les hommes sont bien plus élèves/étudiants que les femmes, 5% contre 3% avec 25% des garçons de 18-24 ans contre seulement 7% des filles de cette tranche d'âge. Les personnes n'ayant jamais eu d'emploi ont carrément un visage féminin, 2% des femmes avec 6% les 18-24 ans contre quasiment 0% des hommes si ce n'est qu'en milieu urbain (1%) et dans les régions de Koulikoro et de Bamako (1% chacune), chez les analphabètes (1%) âgés de 25-35 ans (2%). Enfin, l'enquête a curieusement enregistré quelques rares cas (1%, en réalité 0.8% sur un total de 0.2% pour toute la population masculine) d'hommes au foyer dans la seule région de Koulikoro, tous âgés de 25-35 ans et analphabètes.

Tableau 47. Quelle est votre activité principale selon les hommes

		Jamais emploi	Elève/ étudiant	Femme au ménage	Agriculteur	Commerçant	Travailleur non qualifié	Travailleur qualifié	Cadre moyen	Cadre supérieur	Agent de sécurité /défense
Région	Kayes	0%	2%	0%	64%	13%	9%	3%	6%	0%	3%
	Koulikoro	1%	5%	1%	37%	10%	19%	16%	11%	1%	1%
	Sikasso	0%	4%	0%	55%	12%	8%	11%	9%	0%	1%
	Ségou	0%	3%	0%	69%	11%	5%	7%	2%	0%	3%
	Mopti	0%	1%	0%	58%	16%	7%	12%	6%	0%	0%
	Gao-Kidal-Ménaka- Taoudenni-Tombouctou	0%	8%	0%	42%	13%	9%	23%	4%	0%	0%
	Bamako	1%	9%	0%	4%	28%	16%	23%	10%	6%	3%
Milieu	Urbain	1%	10%	0%	11%	23%	15%	24%	11%	3%	3%
	Rural	0%	2%	0%	64%	10%	9%	8%	6%	0%	1%
Age	18-24 ans	0%	25%	0%	27%	14%	12%	17%	2%	2%	0%
	25-35 ans	2%	5%	1%	26%	27%	12%	16%	7%	0%	4%
	36-54 ans	0%	1%	0%	46%	14%	13%	16%	8%	1%	1%
	55+ ans	0%	0%	0%	72%	3%	6%	6%	9%	2%	1%
Education	Aucun	1%	1%	0%	68%	10%	9%	10%	1%	0%	0%
	Primaire	0%	1%	0%	40%	18%	14%	22%	3%	0%	3%
	Secondaire	0%	14%	0%	18%	16%	17%	12%	15%	4%	5%
	Postsecondaire	0%	17%	0%	7%	21%	6%	8%	38%	3%	0%
Total		0%	5%	0%	46%	14%	11%	13%	8%	1%	2%

5.6. Décider de la gestion des revenus d'activités

A la question de savoir qui décide de la gestion des revenus d'activités gagnés, la majorité des maliens confesse que ce n'est pas eux-mêmes mais plutôt de commun accord avec d'autres membres du ménage ou de la famille y compris le conjoint si ce n'est le conjoint tout seul, 52% contre 40% pour la décision personnelle avec 8% de personnes déclarant ne gagner aucun revenu d'activités ou décidant autrement que tout ce qui est ici proposé. Cette majorité est induite par le milieu rural (53% contre 47% en milieu urbain), dans toutes les régions excepté Ségou (23%) et Bamako (40%). Dans ces deux régions, au contraire, la décision est majoritairement prise personnellement, 53% à Ségou et 55% à Bamako. Mais à Ségou, on dénombre jusqu'à 24% de personnes déclarant ne pas gagner de revenu d'activités contre seulement 4% à Bamako. On n'a observé chez aucun groupe d'âge de cas de décision personnelle de gestion de son revenu, par contre tel est le cas pour le niveau postsecondaire d'éducation (57% contre 38% collectivement ou par le conjoint seul).

Dans le cas spécifique des femmes, personne ne décide majoritairement soi-même de la gestion de son revenu d'activités, au mieux 44% d'entre elles à Bamako et 43% à Ségou ainsi que chez les personnes de 55 ans et plus. Il faut nuancer qu'à Ségou, seulement 27% des décisions sont prises par d'autres membres du ménages ou de la famille y compris le conjoint face à 30% de femmes sans revenu monétaire si ce n'est des décisions avec des personnes hors du ménage et de la famille. A Kayes, elles ne sont que 7% des femmes à décider elles-mêmes, région où la décision collective ou par d'autres est de 80%, le plus haut taux de ce mode de décision enregistré.

Tableau 48. Qui décide de la gestion des revenus que vous gagnez

		Homme					Femme					Total				
		Vous-même	Votre époux/se	De commun accord avec époux/se	Autres membres ménage/famille	Aucune proposition /pas de revenu	Vous-même	Votre époux/se	De commun accord avec votre époux/se	Autres membres ménage/famille	Aucune proposition /pas de revenu	Vous-même	Votre époux/se	De commun accord avec votre époux/se	Autres membres ménage/famille	Aucune proposition /pas de revenu
Région	Kayes	23%	10%	8%	52%	7%	7%	25%	31%	24%	13%	15%	17%	19%	39%	10%
	Koulikoro	48%	4%	4%	43%	1%	37%	23%	16%	19%	5%	43%	14%	10%	31%	3%
	Sikasso	44%	6%	4%	44%	2%	29%	12%	27%	18%	14%	37%	9%	14%	32%	8%
	Ségou	62%	3%	5%	11%	19%	43%	12%	11%	4%	30%	53%	7%	8%	8%	24%
	Mopti	43%	6%	9%	40%	2%	24%	20%	13%	32%	11%	34%	13%	11%	36%	6%
	Gao-Kidal-Ménaka-Taoudenni-Tombouctou	58%	12%	15%	13%	2%	21%	19%	53%	5%	2%	41%	15%	32%	10%	2%
	Bamako	67%	6%	6%	19%	1%	44%	21%	24%	5%	7%	55%	13%	15%	12%	4%
Milieu	Urbain	58%	8%	5%	27%	2%	39%	21%	22%	12%	6%	49%	14%	13%	20%	4%
	Rural	45%	5%	7%	36%	7%	26%	18%	24%	18%	14%	36%	11%	15%	27%	10%
Age	18-24 ans	32%	8%	3%	54%	2%	16%	19%	26%	21%	18%	23%	15%	17%	34%	12%
	25-35 ans	52%	6%	6%	33%	3%	30%	21%	30%	11%	10%	40%	14%	19%	21%	7%
	36-54 ans	57%	6%	9%	23%	5%	36%	22%	19%	14%	10%	47%	13%	13%	19%	7%
	55+ ans	44%	6%	6%	36%	8%	44%	6%	16%	24%	11%	44%	6%	9%	33%	9%
Education	Aucun	43%	8%	6%	36%	7%	30%	19%	21%	17%	13%	36%	14%	14%	26%	10%
	Primaire	52%	4%	7%	33%	4%	28%	25%	24%	15%	8%	41%	13%	15%	25%	6%
	Secondaire	53%	6%	9%	29%	3%	35%	10%	27%	14%	13%	46%	8%	16%	23%	7%
	Postsecondaire	65%	6%	3%	26%	1%	38%	6%	39%	4%	13%	57%	6%	13%	19%	4%
Total		49%	6%	6%	33%	5%	31%	19%	23%	16%	12%	40%	12%	15%	25%	8%

A l'opposé des femmes, tous les hommes de niveau d'éducation primaire au moins décident majoritairement eux-mêmes de la gestion de leur revenu d'activités, de 52% à 65% du primaire au postsecondaire et 53% le secondaire. C'est le cas dans tout milieu urbain (58%) et pour les hommes de 25-54 ans (52% les 25-35 ans et 57% les 36-54 ans). La même majorité de décision personnelle de la gestion de son revenu d'activités est observée chez les hommes dans les régions de Ségou (62%) et de Bamako (67%) ainsi qu'au nord (58%). Ce n'est finalement qu'au nord où la décision majoritaire de gestion du revenu s'accompagne d'une très faible proportion de femmes ayant ce choix (21% sur une moyenne nationale de 31% alors que les hommes sont à 58% sur une moyenne nationale de 49%), un nord assez inégalitaire entre homme et femme.

5.7. Eligibilité des femmes

Il est heureux que près des deux tiers des maliens affirment que les femmes devraient être aussi éligibles à des postes politiques que les hommes, 66% avec 71% des femmes et 61% des hommes. La seule exception singulière à cette unanimité apparaît dans les régions du nord où bien au contraire majoritairement l'on estime que les hommes font mieux la politique que les femmes, et devraient être seuls à être élus à des postes politiques, 66% au total avec 69% des hommes jusqu'à 62% des femmes. Le taux d'approbation de l'égale éligibilité des femmes à des postes politiques ne croît pas franchement avec le niveau d'éducation, ni chez les hommes ni chez les femmes, le niveau secondaire fait moins bien que le primaire, de 8 points de pourcentage supérieur chez les hommes à 6 points chez les femmes. Par contre, il croît avec l'âge. Quelle que soit la caractéristique sociodémographique l'approbation des femmes reste supérieure à celle des hommes, jusqu'à 25 points de pourcentage à Kayes et seulement 2 points à Sikasso du fait que les femmes de cette région sont moins que la moyenne nationale en faveur de l'égale éligibilité politique des femmes (67% sur 71%) alors que les hommes le sont plus (65% sur 61%).

Tableau 49. Laquelle des affirmations suivantes est la plus proche de votre opinion

		Les hommes font mieux la politique que les femmes, et devraient être seuls à être élus à des postes politiques			Les femmes devraient être aussi éligibles à des postes politiques que les hommes			En désaccord avec les deux affirmations		
		Homme	Femme	Total	Homme	Femme	Total	Homme	Femme	Total
Région	Kayes	37%	19%	28%	53%	78%	66%	10%	3%	6%
	Koulikoro	32%	25%	29%	65%	74%	70%	3%	1%	2%
	Sikasso	34%	33%	34%	65%	67%	66%	0%	0%	0%
	Ségou	30%	20%	25%	70%	79%	74%	0%	1%	1%
	Mopti	50%	38%	44%	47%	62%	54%	3%	0%	2%
	Gao-Kidal-Ménaka-Taoudenni-Tombouctou	69%	62%	66%	30%	38%	34%	1%	0%	1%
	Bamako	19%	16%	17%	76%	81%	78%	5%	3%	4%
Milieu	Urbain	29%	19%	25%	67%	79%	73%	3%	1%	3%
	Rural	39%	32%	36%	58%	67%	62%	3%	1%	2%
Age	18-24 ans	41%	31%	35%	56%	66%	62%	3%	3%	3%
	25-35 ans	45%	31%	37%	53%	68%	61%	2%	1%	1%
	36-54 ans	35%	23%	29%	62%	77%	69%	3%	0%	1%
	55+ ans	27%	22%	26%	69%	76%	71%	5%	2%	4%
Education	Aucun	39%	32%	35%	56%	66%	62%	5%	2%	3%
	Primaire	33%	19%	27%	65%	80%	72%	1%	1%	1%
	Secondaire	40%	26%	35%	57%	74%	64%	2%	0%	1%
	Postsecondaire	24%	17%	22%	74%	83%	76%	2%	0%	2%
Total		36%	27%	32%	61%	71%	66%	3%	1%	2%

Conclusions

Trois déterminants majeurs sous-tendent les inégalités des sexes mises en évidence par les données de cette enquête Afrobarometer de 2024 au Mali. Ce sont le milieu, l'âge et l'éducation. Les variations régionales trahissent leur faiblesse ou résultent de leur relative force dans ces trois déterminants. Aussi, les progrès en matière d'égalité entre sexes sont toujours plus importants en milieu urbain que rural et sont plus du fait des personnes avec des niveaux d'éducation secondaire et postsecondaire. L'inégalité devant l'emploi est, au-delà du sexe, lié à l'âge posant avec acuité le défi de l'emploi des jeunes et surtout des jeunes filles. Deux autres défis majeurs sont à relever, celui de l'urbanisation réussie et celui de l'accès infiniment plus élargi à l'éducation. Ce relèvement passe par des investissements conséquents dans les infrastructures et autres services sociaux de base, lesquels investissements devraient parallèlement viser la valorisation de l'économie de soins laquelle économie est un obstacle majeur à l'autonomisation économique des femmes et à la scolarisation régulière des filles.

Si l'investissement dans l'éducation est important pour l'égalité entre les sexes puisque l'approche genre ou le droit des femmes gagne sur l'échelle des problèmes prioritaires du pays auxquels le gouvernement devrait s'attaquer, il ne faut pas oublier que cela reste vrai jusqu'au niveau secondaire d'éducation. C'est dire qu'autant l'éducation participe de l'émancipation de la femme autant des efforts restent à faire en direction des hommes éduqués pour l'acceptation de cette émancipation féminine soit par la sensibilisation ou par l'information et la formation aux droits humains.

Références bibliographiques

<https://www.agenda-2030.fr/17-objectifs-de-developpement-durable/article/odd5-realiser-l-egalite-des-sexes-et-autonomiser-toutes-les-femmes-et-les?>

BIT (2013), Résolution concernant les statistiques du travail, de l'emploi et de la sous-utilisation de la main-d'œuvre, 19^{ème} Conférence internationale des statisticiens du travail, Genève, 2-11 octobre

Onu-femmes (2024), Etude sur la cartographie de l'offre de soins (hors soins de santé) et des effets du travail de soins non rémunéré sur l'autonomisation des filles et des femmes au Mali – Analyse des effets du travail domestique et des soins non rémunéré sur l'autonomisation économique des femmes, décembre

Onu-femmes (2025), Etude sur la cartographie de l'offre de soins (hors soins de santé) et des effets du travail de soins non rémunéré sur l'autonomisation des filles et des femmes au Mali – Cartographie des services de soins (hors soins de santé) et opportunités de création d'emplois dans le secteur du travail domestique et de soins rémunéré, janvier

Le Groupe de recherche en économie appliquée et théorique (GREAT) est une organisation scientifique sans appartenance partisane, regroupant des hommes et des femmes qui œuvrent pour le développement et la promotion des sciences économique et sociale au service de l'humanité. En publiant sa revue trimestrielle “***Les GREAT Cahiers***”, il entend:

- ☞ développer la recherche et la capacité de recherche des chercheurs
- ☞ promouvoir la compétitivité et l'excellence
- ☞ susciter des débats féconds dans le milieu intellectuel pour promouvoir la créativité
- ☞ permettre aux jeunes talents d'émerger et de faire école
- ☞ aider à l'application de la science et de la technique au développement économique et social.

Les articles à publier doivent être en rapport avec la problématique du développement. Ce sont:

- ☞ les travaux originaux
- ☞ les résultats d'études ou d'enquêtes de terrain
- ☞ les commentaires d'articles déjà parus avec référence complète
- ☞ les comptes rendus de conférences ou séminaires
- ☞ les communications faites en conférence, séminaire et autre forum
- ☞ les propositions de recherche

Les articles soumis à “***Les GREAT Cahiers***” pour publication peuvent être soit acceptés, soit refusés, soit retournés aux auteurs pour révision. GREAT se réserve le droit d'apporter des modifications de forme sans rien changer au fond sauf après consultation et accord des auteurs.